IRAN
UNE ÉLECTION CONTESTÉE,
UNE RÉPRESSION ACCRUE

AMNESTY INTERNATIONAL
Amnesty International est un mouvement mondial regroupant 2,2 millions de personnes qui défendent les droits humains et luttent contre les atteintes à ces droits dans plus de 150 pays et territoires. La vision d’Amnesty International est celle d’un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l’homme et dans d’autres textes internationaux. Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de toute croyance religieuse.

Amnesty International Publications

Publié pour la première fois en 2009 par
Amnesty International Publications
Secrétariat international
Peter Benenson House
1 Easton Street
Londres WC1X 0DW
Royaume-Uni

© Amnesty International Publications 2009

Index : MDE 13/123/2009
L’édition originale a été publiée en langue anglaise
Imprimé par Amnesty International,
Secrétariat international, Londres, Royaume-Uni

Tous droits réservés. Cette publication, qui est protégée par le droit d’auteur, peut être reproduite gratuitement, par quelque procédé que ce soit, à des fins de sensibilisation, de campagne ou d’enseignement, mais pas à des fins commerciales. Les titulaires des droits d’auteur demandent à être informés de toute utilisation de ce document afin d’en évaluer l’impact.
Toute reproduction dans d’autres circonstances, ou réutilisation dans d’autres publications, ou traduction, ou adaptation nécessitent l’autorisation écrite préalable des éditeurs, qui pourront exiger le paiement d’un droit.

Photo de couverture : Des centaines de milliers de personnes manifestant sur Azadi (Place de la Liberté), à Téhéran, contre les résultats de l’élection présidentielle, le 15 juin 2009.
© AP/PA Photo/Ben Curti

Photo en 4e de couverture : Des policiers en civils passent à tabac un manifestant à Téhéran. 14 juin 2009.
© AFP/Getty Images
## TABLE DES MATIÈRES

**CARTE DE L’IRAN** ........................................................................................................... 3

**GLOSSAIRE** ....................................................................................................................... 4

  - Termes généraux ............................................................................................................... 4
  - Abréviations ...................................................................................................................... 4
  - Principales personnalités politiques ............................................................................... 4
  - Structure du pouvoir iranien ......................................................................................... 5

**Chronologie** ..................................................................................................................... 7

**INTRODUCTION** ................................................................................................................. 10

  - Quelques précisions sur ce rapport ............................................................................... 14

**1. Contexte** ......................................................................................................................... 16

  - La période pré-électorale ............................................................................................... 16
  - Les protestations et la répression après l’élection ...................................................... 18

**2. Menaces contre la liberté d’expression** ......................................................................... 24

**3. Museler la dissidence – les arrestations et détentions arbitraires** ................................. 26

  - Arrestations ciblées après l’élection ............................................................................ 28
  - Les personnes liées à des pays étrangers prises pour cible ...................................... 30
  - Le harcèlement des proches ......................................................................................... 31
  - La pratique persistante des arrestations ..................................................................... 33

**4. Homicides illégaux et recours excessif à la force** ............................................................. 38

  - L’homicide de Neda Agha Soltan ................................................................................. 42
  - Les mères en deuil harcelées pour avoir protesté contre les morts .......................... 45

**5. Torture et autres mauvais traitements** ............................................................................ 46
GLOSSAIRE

TERMES GÉNÉRAUX
Ahl-e Haq (Gens de la Vérité) : membres d’un groupe religieux vivant pour la plupart en Irak et dans l’ouest de l’Iran. Les fidèles iraniens sont essentiellement kurdes. Ce mouvement n’est pas une religion officiellement reconnue par la Constitution iranienne et ses fidèles font l’objet de discrimination.
Association des diplômés (Advar-e Tahkim-e Vahdat) : organisation ouverte à tous les diplômés des universités iraniennes et qui est active dans le domaine des droits humains.
Bureau pour la consolidation de l’unité (Daftar-e Tahkim-e Vahdat) : organisme étudiant disposant de branches dans toutes les universités iraniennes et qui réclame des réformes et un meilleur respect des droits humains.
Rial (IRR) : devise iranienne, 1 euro = 14,14 rials.
Touman : un touman correspond à 10 rials.
Velayat-e faqih : le concept politique de la direction par un/des dignitaire/s religieux élaboré par l’ayatollah Khomeini et qui est la base de l’autorité politique en Iran.

ABRÉVIATIONS
API – Assemblée du royaume iranien (Anjoman-e Padshahi Iran), un groupe qui soutient l’établissement d’une monarchie en Iran.
CHRD – Centre de défense des droits humains, créé en 2002 par Shirin Ebadi, entre autres personnalités.
HRA – Défenseurs des droits humains en Iran, un groupe de militants iraniens des droits humains qui diffuse des informations sur les violations de ces droits en Iran.
ICHRI – Campagne internationale pour les droits humains en Iran
IFM – Mouvement pour la liberté de l’Iran (Nehzat-e Azadi), parti politique interdit
IIPF – Front islamique de la participation en Iran (Jebhe-ye Mosharekat-e Iran-e Eslami), parti politique lié à l’ancien président Mohammad Khatami.
IRGC – Corps des gardiens de la révolution islamique (pasdaran)
MIRO – Organisation des moudjahidin de la révolution islamique (Sazman-e Mojahedin-e Enghlab-e Eslami)
ONG – Organisation non gouvernementale
PRMI – Mouvement iranien de résistance des peuples, anciennement connu sous le nom de Joundallah (Soldats de Dieu), groupe armé baloutche.
SCDPP – Comité étudiant pour la défense des prisonniers politiques

PRINCIPALES PERSONNALITÉS POLITIQUES
Ahmadinejad Mahmoud : président de l’Iran depuis 2005, ancien maire de Téhéran
Karroubi Mehdi : candidat à l’élection présidentielle, ancien président du Parlement.
Larijani Ali : président du Parlement, frère de Sadegh Larijani
Larijani Sadegh : responsable du pouvoir judiciaire depuis août 2009, frère d’Ali Larijani
Rezaei Mohsen : candidat à l’élection présidentielle, ancien commandant du Corps des gardiens de la révolution islámique

STRUCTURE DU POUVOIR IRANIEN
Forces armées – la responsabilité de la sécurité extérieure a été confiée aux forces armées régulières iraniennes (l’armée) après la révolution. Bien qu’il existe un commandement commun avec les Gardiens de la révolution et que le Guide suprême soit le commandant en chef des deux organes, les Gardiens de la révolution agissent de manière indépendante.

Assemblée des experts – Organisme composé de 86 religieux élus par le peuple, chargé de désigner le Guide suprême et de contrôler ses actions. Les candidatures sont examinées et approuvées par le Conseil des gardiens.

Bassidj – Force de mobilisation de la résistance. Groupe paramilitaire placé sous le contrôle des Gardiens de la révolution et dont les membres (bassidjis) sont présents dans les écoles, les universités, les établissements publics et privés, les usines et les tribus.

Conseil des ministres – Les membres du Conseil des ministres (le cabinet) sont choisis par le président et approuvés par le Parlement.

Conseil des gardiens – Organisme composé de 12 juristes – six nommés par le Guide suprême et six par le Parlement parmi des candidats choisis par le responsable du pouvoir judiciaire – qui supervise les élections et doit sélectionner les candidats. Il examine et approuve la conformité des lois avec la Constitution et le droit musulman.


Responsable du pouvoir judiciaire – Le responsable du pouvoir judiciaire, qui est actuellement l’ayatollah Sadegh Larijani, est désigné par le Guide suprême auquel il doit rendre compte. Il désigne les juges et les supervise.

Pouvoir judiciaire – Le pouvoir judiciaire est chargé de rédiger les textes de loi pénale, d’enquêter et de statuer sur les conflits, de veiller à l’application correcte des lois, de mettre au jour les crimes, d’engager des poursuites, de sanctionner et dénoncer les criminels et de prendre des mesures « appropriées » pour prévenir le crime et réformer les criminels. Il gère les prisons et les services du coroner.

Parlement (Majles-e Shoura-ye Eslami) ou Assemblée consultative islamique – Les 290 membres du Parlement sont élus au suffrage universel tous les quatre ans. Le Parlement peut adopter des lois, mais tous les projets de loi doivent être examinés et approuvés par le Conseil des gardiens.

Président – Le président qui est élu pour quatre ans ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs. Aux termes de la Constitution, il est le deuxième personnage dans la hiérarchie de l’État. Le président qui est le chef de la branche exécutive du pouvoir est tenu de veiller à l’application de la Constitution. Dans la pratique, ses pouvoirs sont restreints par l’autorité du Guide suprême.

Gardiens de la révolution (pasdaran) – Également connus sous le nom de Corps des gardiens de la révolution islamique, cet organisme a été créé après la révolution de 1979 comme force
armée parallèle chargée d’assurer la sécurité intérieure. Les gardiens de la révolution contrôlent les *bassidjis* (miliciens volontaires). Ils sont actuellement près de 125 000 et disposent de forces aériennes, maritimes et terrestres. Tous leurs chefs sont nommés par le Guide suprême et dépendent uniquement de lui. Les *pasdaran* ont également des intérêts économiques considérables en Iran ; ils possèdent de nombreuses entreprises ainsi que des services publics, par exemple des hôpitaux.

12 juin – Tenue de l’élection présidentielle.
17 juin – Près de 500 000 personnes manifestent Place du 7 Tir à Téhéran. Le ministre de l’Intérieur ordonne l’ouverture d’une enquête sur l’attaque contre la résidence universitaire de Téhéran dont il rend le ministre de l’Intérieur responsable.
18 juin – Une manifestation de grande ampleur a lieu lorsque la foule se rassemble dans le centre de Téhéran pour commémorer les victimes.
19 juin – Le Guide suprême déclare que Mahmoud Ahmadinejad a remporté l’élection en toute impartialité et il avertit les chefs de l’opposition qu’ils seront tenus pour responsables « du bain de sang, des violences et du chaos » s’ils ne mettent pas fin aux manifestations.
20 juin – Les forces de sécurité répriment des manifestations en usant de violence. La police antiémeutes disperse des manifestations à Téhéran. Plusieurs centaines de personnes sont arrêtées. Des images montrant une jeune femme, Neda Agha Soltan, en train de mourir après avoir été abattue, apparemment par des bassidjis, font le tour du monde. La télévision nationale annonce que le Conseil des gardiens va procéder au recomptage d’un maximum de 10 % des bulletins.
21 juin – Le chef de la police de Téhéran répète que la police prendra « des mesures sévères contre tout rassemblement illégal et contre les émeutes ».
22 juin – Des policiers antiémeutes utilisent du gaz lacrymogène contre quelque 1 000 manifestants sur la place Haft-e Tir ainsi que contre d’autres rassemblements à Téhéran.
23 juin – Le Conseil des gardiens confirme le résultat de l’élection. La police antiémeutes et les bassidjis empêchent des manifestations qui devaient avoir lieu à Téhéran.
24 juin – Le ministre du Renseignement affirme que des complots « terroristes » en vue de déstabiliser le pays pendant les élections ont été déjoués.
26 juin – Ahmad Khatami, dignitaire religieux et membre de l’Assemblée des experts, réclame l’exécution des « meneurs ».
27 juin – Le commandant des Gardiens de la révolution avertit à nouveau que les forces de sécurité vont déclencher une répression « décisive et légale ».
29 juin – Le président ordonne à l’appareil judiciaire d’ouvrir une enquête sur la mort de Neda Agha Soltan.


17 juillet – Quelque deux millions de personnes, dont les candidats à la présidence Mir Hossein Mousavi et Mehdi Karroubi, se joignent à la prière du vendredi dirigée par l’ancien président Rafsanjani à Téhéran. La police utilise du gaz lacrymogène et procède à des arrestations.

19 juillet – Des milliers de personnes manifestent à Chiraz contre le résultat de l’élection.

21 juillet – Affrontements à Téhéran entre des manifestants antigouvernementaux et les forces de sécurité, notamment des miliciens bassidjis. Au moins 10 personnes sont tuées.

23 juillet – Mort de Mohsen Rouholamini, fils d’un conseiller de Mohsen Rezaei, emprisonné dans le centre de détention de Kahrizak.

25 juillet – Journée mondiale d’action pour protester contre les violations des droits humains en Iran. Des actions sont organisées dans au moins 105 villes du monde.

27 juillet – On annonce que le Guide suprême a ordonné la fermeture du centre de détention de Kahrizak.

30 juillet – Des centaines de milliers de personnes participent à des manifestations pacifiques dans tout le pays. Des affrontements éclatent après que des centaines de personnes se sont réunies dans le cimetière de Behesht-e Zahra, à Téhéran, pour commémorer le 40e jour suivant la mort de Neda Agha Soltan. Plusieurs dizaines de personnes sont arrêtées à l’intérieur du cimetière.

1er août – Ouverture d’une série de « procès pour l’exemple », une centaine de prisonniers arrêtés au cours des manifestations sont présents à l’audience. Beaucoup font des « aveux » apparentemment sous la contrainte relatifs à des faits que l’accusation présente comme une tentative soutenue par l’étranger de faire une « révolution de velours » en Iran.

5 août – Le président Ahmadinejad entre en fonction.


12 août – Le président du Parlement, Ali Larijani, annonce que la commission parlementaire spéciale a conclu que les alléguations de viol étaient infondées.

26 août – Le Guide suprême reconnaît que des violations des droits humains et des crimes ont été commis à la suite de l’élection, tout particulièrement dans le centre de détention de Kahrizak, et durant l’attaque contre la résidence universitaire de Téhéran. Un membre de la commission s’exprimant anonymement affirme que celle-ci a découvert des éléments prouvant que des détenus ont été violés au moyen de matraques et de bouteilles.

29 août – L’ayatollah Sadegh Larijani, responsable du pouvoir judiciaire, désigne une commission judiciaire de trois membres chargée d’enquêter sur les allégations de torture et de mauvais traitements infligés à des détenus. Le président Mahmoud Ahmadinejad invite l’appareil judiciaire à engager des poursuites contre ses principaux rivaux politiques accusés d’avoir contesté sa victoire électorale et porté atteinte à l’image de l’État.

5 septembre – Trois juges sont, semble-t-il, révoqués à la suite des violations des droits humains perpétrées dans le centre de détention de Kahrizak.

7 septembre – Des agents des services de sécurité ferment les locaux d’un comité créé par Mehdi Karroubi pour recueillir des informations sur la torture et les mauvais traitements et
saisissent des témoignages.

12 septembre – La commission judiciaire déclare n’avoir trouvé aucune preuve de viols et elle réclame des poursuites contre ceux qui formulent de telles allégations ou les répètent.

15 septembre – Huit étudiants de Babol sont les premiers condamnés à la suite des manifestations postélectorales.


20 septembre – Le Guide suprême affirme que les « aveux » faits devant un tribunal sont valables.

23 septembre – Ali Reza Eshraghi, journaliste, est la première personne condamnée à une peine d’emprisonnement à l’issue d’un « procès pour l’exemple ».

29 septembre – Un parlementaire annonce que 104 plaintes à propos d’atteintes aux droits humains commises à Kahrizak ont été déposées en justice.

30 septembre – Le chef de la police déclare que 10 policiers ont été arrêtés à la suite des atteintes aux droits humains perpétrées à Kahrizak.

7 octobre – Le chef de la police reconnaît que des atteintes aux droits humains ont été commises à Kahrizak, mais il déclare que l’enquête effectuée n’a mis en évidence aucune preuve de viol.

8 octobre – Mohammad Reza Ali Zamani est le premier condamné à mort à l’issue d’un « procès pour l’exemple ».

18 octobre – Kian Tajbakhsh, un universitaire détenteur de la double nationalité américaine et iranienne, est condamné à quinze ans d’emprisonnement dans le cadre des troubles ayant suivi l’élection.

22 octobre – Près de 70 personnes sont arrêtées au cours d’une cérémonie de prière organisée en faveur de Shahaboddin Tabatabaei, prisonnier d’opinion.

28 octobre – Le Guide suprême affirme que le fait de jeter le doute sur l’élection de juin constitue un crime. Hossein Rassam, un Iranien analyste politique à l’ambassade de Grande-Bretagne, est condamné à quatre ans d’emprisonnement.

4 novembre – Affrontements à Téhéran entre la police et des dizaines de milliers de partisans de Mir Hossein Mousavi et Mehdi Karroubi à l’occasion du 30e anniversaire de la prise d’assaut de l’ambassade américaine. Des manifestations se déroulent également dans d’autres villes, dont Chiraz, Isfahan et Rasht. Une personne est tuée à Isfahan.

10 novembre – Mort dans des circonstances suspectes du Dr Ramin Pourandarjani, qui avait soigné des prisonniers du centre de détention de Kahrizak dans le cadre de son service militaire.

13 novembre – Un membre de la commission parlementaire spéciale déclare qu’un rapport confidentiel sur les événements ayant suivi l’élection a été remis au président du Parlement.

15 novembre – Reza Kazemi est le cinquième condamné à mort. Il avait été déclaré coupable d’appartenance à l’OIMP et d’avoir organisé les manifestations.

18 novembre – L’appareil judiciaire confirme que 89 personnes ont été jugées : 81 ont été condamnées à des peines d’emprisonnement et cinq à la peine capitale, trois ont été acquittées.
INTRODUCTION

L’élection présidentielle du 12 juin 2009 a déclenché une vague de répression et des protestations massives d’une ampleur sans précédent depuis la révolution qui a instauré la République islamique d’Iran en 1979. Les violations systématiques de longue date des droits humains, notamment les restrictions sévères à la liberté d’expression, d’association et de réunion qui se sont intensifiées durant les manifestations n’ont pas cessé depuis. Elles donnent lieu à la répression la plus terrible depuis la période révolutionnaire qui avait culminé dans le « massacre des prisons » en 1988. Les nombreux Iraniens qui contestent le résultat des élections ont encore plus peur d’être victimes d’arrestation et de détention arbitraires, d’actes de torture, de procès inéquitables, voire d’exécution.

À l’instar des scrutins précédents, et plus particulièrement de ceux qui ont eu lieu ces dernières années, les mois précédant l’élection ont été le théâtre d’une répression accrue, visant tout particulièrement les membres des minorités ethniques et religieuses, les étudiants, les syndicalistes et les militantes des droits des femmes.

L’absence de libertés durant la campagne électorale a eu des effets négatifs sur l’élection présidentielle. Jusqu’aux débats télévisés opposant les candidats à la présidence, le débat était réduit dans les médias publics de même que l’échange libre d’information, deux conditions essentielles pour l’exercice du droit de vote. La plupart des candidats ont été disqualifiés, notamment toutes les femmes, et seuls quatre candidats ont été autorisés à se présenter à la présidence : Mahmoud Ahmadinejad, le président sortant, Mohsen Rezaei, ancien commandant des Gardiens de la révolution, Mir Hossein Mousavi, ancien Premier ministre, et Mehdi Karroubi, un dignitaire religieux ancien président du Parlement.

Des millions d’Iraniens, surtout les jeunes qui forment la majorité de la population, ont exercé leur droit de vote malgré la répression. Les débats opposant les candidats retransmis en direct à la télévision ont suscité un intérêt pour l’élection et mobilisé des milliers de personnes qui ont participé à des rassemblements pacifiques, au cours desquels des jeunes dansaient dans les rues. La population a également trouvé de nouveaux moyens d’échanger des idées et d’organiser des activités en contournant les restrictions et elle s’est tournée vers les réseaux d’échanges sociaux comme Facebook et Twitter ainsi que vers l’envoi de messages SMS.

Les femmes étaient tout particulièrement actives. La question des droits et de la condition des femmes était au premier plan de la campagne électorale, ce qui illustrait l’action des militantes, et notamment de celles du Réseau de terrain des femmes et de la Campagne du million de signatures, un mouvement qui réclame la fin de la discrimination institutionnalisée envers les femmes.

Les droits des minorités ethniques figuraient également en tête du programme politique en dépit des tensions constantes dans certaines régions habitées par des minorités. Quelques jours avant le scrutin, le Mouvement iranien de résistance des peuples, connu auparavant sous le nom de Joudallah, un groupe armé baloutche, a perpétré un attentat-suicide dans une mosquée de Zahedan qui a entraîné la mort d’au moins 25 fidèles.
Quand le président Mahmoud Ahmadinejad a été déclaré vainqueur dans les heures qui ont suivi la fermeture des bureaux de vote, la méfiance de nombreux Iraniens s’est rapidement transformée en indignation qui s’est exprimée dans la rue. Deux des quatre candidats appartenaient à des minorités ethniques et le fait que, selon les résultats officiels, ils n’avaient pas obtenu un bon score dans leur région d’origine a été largement considéré en Iran comme une preuve de fraude électorale. Les trois candidats battus ont eux-mêmes dénoncé des fraudes massives.

Les autorités iraniennes ont réagi en bloquant les transmissions satellitaires ainsi que l’accès à Internet, en interdisant aux journalistes étrangers de couvrir les manifestations de rue, en coupant les lignes téléphoniques et en suspendant les autres moyens de télécommunication, comme l'envoi de messages SMS.

En même temps, les autorités agissaient pour écarter de l'espace public les partisans éminents de l’opposition. De très nombreux partisans des candidats rivaux du président Mahmoud Ahmadinejad, peut-être plusieurs centaines, notamment les membres importants des équipes de campagne dans les villes de tout le pays ont été harcelés, arrêtés et emprisonnés. Des journalistes ont été arrêtés, des journaux et des sites Internet ont été fermés ou ont vu leurs locaux occupés par les forces de sécurité.

Les premiers jours de manifestation ont été largement tolérés. Toutefois, après une semaine de protestations croissantes, le Guide suprême et d’autres personnalités influentes ont semblé perdre patience et ont donné le feu vert aux forces de sécurité, notamment aux bassidjis, pour recourir à la violence et procéder à des arrestations massives. Le monde entier a vu les conséquences tragiques de cette décision dans les images montrant les derniers instants de Neda Agha Soltan, une jeune femme abattue, apparemment par un bassidji, au cours d’une manifestation pacifique à Téhéran.

Les manifestations n’ont pourtant pas cessé, faisant un plus grand nombre de morts et de blessés et entraînant de nouvelles arrestations. Selon des sources officielles, 36 personnes ont été tuées, dont au moins huit bassidjis. L’opposition et d’autres sources affirment que plus de 70 personnes ont été tuées par les autorités et que le nombre exact des victimes est probablement beaucoup plus élevé. Les images des violences infligées par les forces de sécurité filmées sur des téléphones mobiles et les autres formes de journalisme citoyen sur Internet ont mis en doute et souvent contredit les déclarations officielles qui niaient ou minimisaient les violations des droits humains, et elles ont mis en lumière l’absence de détermination de l’État à mettre un terme aux atteintes aux droits humains et à traduire les responsables en justice.

Au moins 4 000 personnes, et probablement beaucoup plus, ont été arrêtées au cours des troubles qui ont suivi l’élection. La majorité des arrestations ont eu lieu à Téhéran, mais d’autres ont été signalées à Chiraz, Meched, Isphahan et Babol ainsi qu’à Ahvaz, Tabriz et Zahedan, des villes où les minorités ethniques sont importantes. La plupart des personnes interpellées ont été libérées au bout de quelques jours, mais des centaines d’autres ont été maintenues au secret pendant plusieurs semaines et ont été effectivement victimes de disparition forcée. On estimait que 200 personnes étaient maintenues en détention au moment de la rédaction du présent rapport, à la mi-novembre 2009 ; certaines d’entre elles avaient été arrêtées après la fin des manifestations.
Les étrangers, les personnes détenant une double nationalité et celles liées à des pays étrangers, particulièrement les États-Unis et le Royaume-Uni, ont également été pris pour cible. Les autorités ont accusé ces pays, ainsi que deux groupes d’opposition en exil, d’avoir fomenté une « révolution de velours » pour renverser le régime.

Plus d’une centaine des personnes arrêtées après l’élection ont été exhibées par la télévision publique dans une série de « procès pour l’exemple » qui ont débuté le 1er août 2009. Certaines ont été montrées en train de « passer aux aveux » et de présenter des excuses. Parmi ces prisonniers figuraient des personnalités politiques dont des anciens ministres ainsi que des journalistes. La plupart d’entre eux, voire la totalité, ont été privés d’assistance juridique. Beaucoup ont fait l’objet d’accusations formulées de manière vague et qui ne constituaient pas des infractions prévues par le Code pénal. Au moment de la rédaction du présent rapport, cinq personnes avaient été condamnées à mort et plus de 80 autres à des peines d’emprisonnement à l’issue de procès qui étaient une parodie de justice.

Au moment de l’entrée en fonction du président Mahmoud Ahmadinejad, le 5 août, au moins 112 personnes avaient été exécutées depuis l’élection selon les renseignements dont disposait Amnesty International ; cette augmentation considérable du nombre d’exécutions a adressé un message terrible aux dissidents en Iran. Presque la moitié des suppliciés ont été mis à mort lors de trois exécutions massives qui ont eu lieu à Karaj et à Zahedan entre le 4 juillet et le 5 août ; ils avaient été accusés de trafic de drogue ou d’opposition armée contre l’État.

À mesure que les prisonniers étaient remis en liberté ou enfin autorisés à recevoir des visites, des récits effroyables faisant état d’actes de torture et de mauvais traitements ont commencé à apparaître. Les conditions de vie étaient particulièrement dures dans le centre de détention de Kahrizak, dans la banlieue de Téhéran. Alors que des détails sur les mauvais traitements infligés commençaient à être mis au jour, les autorités ont annoncé leur intention de fermer ce centre de détention. Lorsque le fils d’un conseiller de l’un des candidats battus à l’élection présidentielle est mort durant son transfert après avoir été torturé dans ce centre, la question est devenue encore plus sensible. Le Dr Ramin Pourandarjani, un jeune médecin qui avait soigné des prisonniers à Kahrizak et aurait été contraint de certifier qu’au moins une des victimes de torture était morte des suites d’une méningite, est mort en novembre dans des circonstances non éclairées.

Les nombreux récits détaillés d’hommes et de femmes qui affirmaient avoir été violés en détention, le plus souvent au moyen de bouteilles ou de matraques, étaient particulièrement alarmants. Une lettre adressée par Mehdi Karroubi, l’un des candidats battus, à l’ayatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, ancien président de la République qui préside actuellement le Conseil de discernement et l’Assemblée des experts, dans laquelle il fournissait des détails sur ces cas et réclamait l’ouverture d’une enquête, a été rendue publique en août. Les autorités ont ensuite désigné deux organismes – une commission parlementaire spéciale et une commission judiciaire formée de trois membres – chargés de se pencher sur la crise qui avait suivi l’élection, et particulièrement sur les traitements infligés aux détenus. Très peu de détails ont été fournis sur le mandat et les pouvoirs de ces organismes et les conclusions de la commission parlementaire n’ont pas été rendues publiques. Les membres des deux organismes ont rapidement fait des déclarations qui rejetaient les allégations de violations des droits humains, ce qui a renforcé le climat d’impunité dont bénéficient les membres des
forces de sécurité et les gardiens de prison ainsi que les membres de la police et les bassidjis.

Le présent rapport examine les atteintes systématiques aux droits humains commises avant l’élection ainsi que durant le scrutin et par la suite. Il fournit des détails sur des cas individuels et contient des témoignages de victimes recueillis par les délégués d’Amnesty International, entre autres. Dans de nombreux cas, il est difficile de vérifier la date exacte des faits ainsi que les détails en raison des informations contradictoires ou vagues fournies par les médias publics et par les agents de l’État.

Ainsi que ce document le montre, les autorités ont eu recours à un niveau exceptionnellement élevé de violence ainsi qu’à des mesures arbitraires pour réprimer les protestations et la dissidence pendant les manifestations qui ont suivi l’élection et par la suite. Ceci démontre que les tribunaux n’ont pas été un instrument de la justice pour obliger les membres de la police et des forces de sécurité, entre autres agents de l’État, à rendre des comptes pour les violations des droits humains ou pour protéger les droits à la liberté d’expression, d’association, de réunion et de religion garantis par la Constitution iranienne et par le droit international relatif aux droits humains. Ils ont au contraire agi comme une partie d’un mécanisme répressif de l’État pour permettre aux forces de sécurité d’agir en toute impunité.

Il incombe au Guide suprême et au gouvernement d’ouvrir une nouvelle page et de se pencher sur les violations massives des droits humains perpétrées durant les troubles d’une manière ouverte, transparente et responsable. Les autorités judiciaires et les responsables de l’application des lois, sous la supervision du Guide suprême, doivent veiller à ce que la vérité sur les événements qui ont suivi l’élection soit mise au jour, que justice soit faite et que de telles violations ne se renouvelent pas.

Amnesty International adresse une série de recommandations aux autorités iraniennes en conclusion du présent rapport. Elle les appelle, entre autres, à :

- Faciliter en priorité les visites en Iran des rapporteurs spéciaux des Nations unies sur la torture et sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires afin de permettre l’ouverture d’enquêtes internationales indépendantes sur la situation des droits humains dont les conclusions et les recommandations contribueront à garantir que ceux qui ont ordonné ces violations ou les ont commises auront à rendre compte de leurs actes.

- Remettre en liberté tous les prisonniers d’opinion, à savoir toutes les personnes emprisonnées en Iran du fait de leurs opinions politiques ou religieuses, entre autres, de leur origine ethnique, de leur langue, de leur origine nationale ou sociale, de leur orientation sexuelle ou de tout autre statut et qui n’ont pas usé de violence ou de haine et n’en ont pas préconisé l’usage.

- Réexaminer le cas de toutes les personnes emprisonnées pour des motifs politiques durant la période électorale, y compris de celles condamnées à l’issue des « procès pour l’exemple » inéquitables. Remettre en liberté les prisonniers qui n’ont pas encore été jugés à moins qu’ils ne soient inculpés d’infractions prévues par la loi et bénéficient d’un procès équitable dans un délai raisonnable.
Réformer des aspects essentiels de l’administration de la justice afin de garantir que les bassidjis ne sont pas utilisés pour le maintien de l’ordre et pour indiquer précisément quels sont les organismes habilités à procéder à des arrestations.

Mettre un terme aux homicides imputables aux forces de sécurité en veillant à ce que tous les organismes chargés de l’application des lois respectent les normes internationales relatives à l’utilisation de la force et des armes à feu.

Veiller à ce qu’aucune personne ne soit arrêtée ou détenue de manière arbitraire et que des éléments de preuve recueillis à la suite d’actes de torture et de mauvais traitements ne soient pas recevables dans le cadre d’une procédure judiciaire.

Abroger les lois qui érigent en infraction pénale l’exercice légitime des droits à la liberté d’expression, d’association et de réunion et les mettre en conformité avec les normes internationales.

Proclamer immédiatement un moratoire sur les exécutions et mettre un terme à la flagellation, qui constitue un châtiment cruel, inhumain et dégradant.

QUELQUES PRÉCISIONS SUR CE RAPPORT


La surveillance par l’organisation des droits humains en Iran est basée sur des recherches approfondies utilisant des sources publiques, entre autres. Le présent rapport couvre les événements qui se sont déroulés en Iran jusqu’à la mi-novembre 2009. Les sources publiques comprennent des journaux iraniens et autres publications, notamment celles diffusées sur Internet, des journaux internationaux, des dépêches d’agences de presse, des informations diffusées par des radios internationales en persan, entre autres, ainsi que d’autres sources d’information en persan basées à l’étranger et toute une série de blogs. Différents médias iraniens, dont la télévision, la radio et les agences de presse officielles et semi-officielles, diffusent des déclarations des autorités et d’autres informations qui ont été prises en considération pour la rédaction du présent rapport.
Les autres sources d’Amnesty International sont des groupes de la société civile, dont des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations professionnelles iraniennes, des associations d’étudiants et d’ouvriers, des militants pour les droits des minorités ethniques et religieuses, des avocats, des journalistes, des syndicalistes, entre autres, ainsi que des défenseurs des droits humains. Elles comprennent également des victimes de violations des droits humains et leurs proches ainsi que d’autres témoins. Bon nombre de ces sources doivent, bien entendu, rester anonymes de crainte qu’elles ne soient la cible d’arrestation ou de répression si leur identité était révélée.

Beaucoup ont expliqué à Amnesty International les risques qu’elles encouraient ainsi que l’intimidation et les pressions dont elles faisaient l’objet de la part des autorités. Certaines considèrent qu’elles courent un risque trop élevé si elles parlent aux médias internationaux ou même à des organisations de défense des droits humains à l’étranger, voire en Iran. Des personnes ont demandé aux délégués de l’organisation de ne pas prendre contact avec elles car elles craignaient que leurs communications ne soient écoutes. Les coupures intermittentes des moyens de communication, comme celles qui ont eu lieu dans les semaines précédant le scrutin, rendent l’action de chaque militant des droits humains plus difficile et plus risquée.

Lorsqu’elle recueillait des informations sur la répression à la suite de l’élection, Amnesty International a créé des adresses électroniques pour permettre aux personnes qui souhaitaient exprimer leur vécu à l’organisation de le faire rapidement et facilement. Certaines personnes qui ont pris contact avec l’organisation par ce biais ont été en mesure de fournir des données détaillées sur les arrestations et les placements en détention ainsi que sur l’utilisation excessive de la force contre des manifestants, entre autres.

Bon nombre des personnes qui avaient rempli ces formulaires ont également été entendues individuellement si elles avaient la possibilité de se rendre à l’étranger, ou par téléphone lorsqu’il était établi que cela était possible sans mettre les personnes interrogées en danger. Certains de leurs témoignages sont reproduits dans le présent rapport. Ils constituent une partie essentielle du bilan dressé dans ce rapport, venant à la fois compléter et contredire les informations données par les médias, des déclarations officielles et différents rapports et déclarations émanant des organes de défense des droits humains des Nations unies et d’autres organisations depuis l’élection.

Amnesty International estime que le bilan dressé dans le présent rapport est partagé par la communauté internationale ainsi qu’en témoigne la résolution sur l’Iran adoptée en novembre par la troisième commission de l’Assemblée générale des Nations unies.

L’organisation souhaite également remercier tous ceux qui ont fourni des informations pour ce rapport dont elle espère qu’il contribuera à l’amélioration de la situation des droits humains en Iran. Il n’a été possible de mentionner qu’un petit nombre de cas de victimes, mais notre intention n’est pas de minimiser les souffrances des personnes qui ne sont pas évoquées dans ce document. L’organisation espère que ce rapport ne servira pas seulement à rappeler le souvenir de toutes les personnes qui ont été victimes de violations des droits humains durant les troubles de 2009, mais qu’il participera à leurs efforts pour obtenir réparation pour les souffrances subies.
1. CONTEXTE

LA PÉRIODE PRÉ-ÉLECTORALE

Malgré l’intensification de la répression exercée par les autorités, les semaines qui ont précédé le scrutin ont été le cadre d’une campagne animée, et notamment de débats télévisés retransmis en direct entre les quatre candidats retenus. Inspirée par ces débats, la population iranienne s’est plus intéressée à la campagne qu’on ne s’y attendait. Des millions de personnes ont participé au débat et des milliers sont descendues dans la rue pour écouter les discours des candidats à l’occasion des meetings. C’est ainsi qu’est né le Mouvement vert, couleur des partisans de Mir Hossein Mousavi, et, par extension, de réformes sociales et politiques.

Toutefois, durant la même période, la répression s’est fortement accrue contre les personnes exprimant leur soutien aux réformes sociales et politiques et celles considérées par les services de renseignement et de sécurité comme opposantes au système. Parmi les personnes particulièrement visées figuraient des étudiants, des défenseurs des droits des femmes, des avocats, des défenseurs des droits des minorités ethniques et des minorités religieuses non reconnues, comme les Baha’is et les Ahl-e Haq (Gens de la vérité).

De nombreuses personnes ont été arrêtées et des textes législatifs formulés de manière vague ont été utilisés pour mettre un terme au débat. Citons parmi les charges retenues les « activités portant atteinte à la sécurité de l’État », la « diffusion d’informations mensongères », la « propagande contre le système », le fait de « susciter le trouble dans l’esprit du public », les « insultes envers des personnalités sacrées » et la « diffamation de représentants de l’État ». C’est ainsi que Mehdi Motamedi Mehr, membre du Comité de défense d’une élection libre, saine et équitable et du Mouvement pour la liberté de l’Iran, un parti politique interdit, a été arrêté le 19 avril. Il avait reçu avant son arrestation un appel téléphonique d’un fonctionnaire du ministère du Renseignement, qui l’avait averti que si le comité publiait une déclaration intitulée « L’institution de société civile des observateurs électoraux : une garantie pour une élection libre, saine et équitable », cela serait considéré comme une atteinte à la sécurité nationale. La déclaration a été publiée malgré cette mise en garde et Mehdi Motamedi Mehr a été maintenu en détention jusqu’au 6 juin. Le 29 avril, les forces de sécurité ont empêché d’autres membres du comité d’organiser une réunion dans les locaux de l’Institut juridique Raad, qui appartient à Mohammad Ali Dadkhah (voir chapitre 3 plus loin), éminent juriste et membre du Haut conseil de surveillance du Centre de défense des droits humains.

Emad Bahavar, responsable de la branche de jeunesse du Mouvement pour la liberté de l’Iran, qui faisait campagne pour Mir Hossein Mousavi, a été arrêté le 27 mai pour « diffusion de propagande contre le système ». Il a été détenu pendant quatre jours, puis remis en liberté sous caution.

Ces pratiques constituent une violation des obligations de l’Iran aux termes des articles 18, 19, 21 et 22 du PIDCP que le pays a ratifié et dont les dispositions concernent respectivement la liberté de pensée, de conscience, de religion, d’expression, de réunion et d’association. Ces pratiques violent aussi de nombreuses dispositions de la Constitution iranienne.
LES TROUBLES DANS LA PROVINCE DU SISTAN-E BALOUTCHISTAN
Dans les semaines qui ont précédé l’élection, les troubles se sont intensifiés dans la province du Sistan-e Baloutchistan où la minorité baloutche majoritairement sunnite, est régulièrement victime de discrimination et de violations graves de ses droits économiques, sociaux et culturels. La répression a été particulièrement violente à la suite d’un attentat-suicide visant une mosquée chiite, perpétré le 28 mai 2009 par un membre du Mouvement iranien de résistance des peuples, et qui a coûté la vie à 25 personnes au moins. Amnesty International a condamné cette attaque.

Une dizaine d’autres personnes ont trouvé la mort au cours des émeutes qui ont éclaté par la suite ; plusieurs dizaines, voire des centaines, de personnes ont été arrêtées. Moins de quarante-huit heures après les faits, trois hommes ont été pendus en public. Les autorités ont affirmé qu’ils avaient « avoué » être les responsables de l’attaque. On a appris par la suite que ces trois hommes se trouvaient en détention au moment de l’attaque. Les autorités ont déclaré qu’ils avaient « avoué » avoir fourni les explosifs après un « interrogatoire poussé ».

Le 8 juin, quelques jours avant l’élection, à la suite de rassemblements de masse en faveur de Mir Hossein Mousavi à Téhéran, entre autres, le chef du bureau politique des Gardiens de la révolution a accusé les partisans de ce candidat de faire partie d’une « révolution de velours » en Iran dont il a averti qu’« elle n’aboutirait pas ».

Le débat animé qui a précédé l’élection joint à la répression accrue a eu pour effet que des millions de personnes se sont senties obligées de protester lorsque le président Mahmoud Ahmadinejad a été déclaré vainqueur absolu contrairement aux attentes de nombreux Iraniens.

LES RÈGLES RÉGISSANT LES ÉLECTIONS EN IRAN
Pour la 10e élection présidentielle depuis la révolution islamique de 1979, 475 personnes, dont 42 femmes, ont fait acte de candidature. Le 20 mai, le Conseil des gardiens qui soumet tous les candidats à une procédure de sélection, a approuvé la candidature de quatre hommes — le président sortant Mahmoud Ahmadinejad, Mohsen Rezaei, Mir Hossein Mousavi soutenu par l’ancien président Mohammad Khatami, et Mehdi Karroubi. Toutes les femmes ont été écartées, apparemment à cause de leur genre. Bon nombre des hommes qui ont été écartés ont probablement été exclus sur la base de critères discriminatoires ou en raison de leurs opinions politiques.

Un candidat qui remporte plus de la moitié des voix au premier tour est déclaré élu d’emblée. Si aucun candidat n’obtient plus de la moitié des voix, les deux candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix s’affrontent dans le délai d’une semaine pour un second tour.

Aux termes des articles 110 et 115 de la Constitution de la République islamique d’Iran, le président est élu pour quatre ans et il ne peut accomplir plus de deux mandats consécutifs. Les conditions énoncées par la Constitution sont discriminatoires : elles disposent que les candidats doivent être iraniens, âgés de plus de 18 ans, avoir des antécédents d’administrateur, être dignes de confiance et pieux, attachés aux fondements de la République islamique d’Iran et à l’école de pensée islamique officielle du pays (l’islam chiite). La Constitution dispose également que le président doit être choisi parmi les « rejal », un terme d’origine arabe qui veut dire « les hommes » ; bien que de nombreux Iraniens estiment qu’il devrait être interprété plus largement en persan dans le sens de « personnalités ».

Index : MDE 13/123/2009
Amnesty International – Décembre 2009
Ces conditions sont contraires à d’autres dispositions constitutionnelles. L’article 19 prévoit que l’appartenance ethnique ou tribale, la couleur, la race, la langue et tout autre statut ne confèrent aucun privilège et que tous les citoyens jouissent de droits égaux. Les articles 20 et 21 disposent que les hommes et les femmes ont droit à une protection égale de la loi et bénéficient de tous les droits humains, politiques, économiques, sociaux et culturels. Toutefois la jouissance de ces droits est assortie de la condition de « conformité avec les critères de l’islam ». L’article 23 dispose qu’il est interdit d’enquêter sur les croyances des individus et que « nul ne peut être importuné ou réprimandé uniquement sur la base de ses convictions ».

LES PROTESTATIONS ET LA RÉPRESSION APRÈS L’ÉLECTION
Dans les heures qui ont suivi la fermeture des bureaux de vote, le ministère de l’Intérieur aurait informé confidentiellement Mir Hossein Mousavi de sa victoire. Alors qu’il se préparait à tenir une conférence de presse, des membres des forces de sécurité ont fait une descente dans son bureau, apparemment sur ordre verbal du procureur de la province de Téhéran, Said Mortazavi. Au moins trois conseillers de Mir Hossein Mousavi ont été arrêtés. Il a publié un communiqué dans lequel il déclarait qu’« il ne céderait pas à cette mascarade ».

Le 13 juin, le ministère de l’Intérieur a annoncé que le président Mahmoud Ahmadinejad avait remporté près de 63 % des voix, ce que beaucoup ont considéré comme une avance étonnamment large. Cette annonce a provoqué presque immédiatement des manifestations à Téhéran et dans d’autres villes du pays. La plupart de ces manifestations étaient pacifiques, mais dans certains cas des violences ont eu lieu, notamment des jets de pierres et des incendies volontaires. La police et les forces de sécurité, dont les miliciens bassidjis, ont fait une utilisation excessive de la force pour disperser les rassemblements ; des manifestants ont été battus et frappés à coups de matraque.

ATTAQUES CONTRE DES LOCAUX UNIVERSITAIRES
« Une violation importante a eu lieu dans un dortoir de l’université et une enquête spéciale a été ouverte pour que les responsables soient sanctionnés quelle que soit leur affiliation institutionnelle. » Ayatollah Ali Khamenei, 26 août 200956

« L’attaque contre la résidence universitaire [de Téhéran] et certains mauvais traitements infligés dans des centres de détention étaient des actes criminels […]toujours, ces actes…] s’inscrivent dans le complot de l’ennemi et ils ont été commis par des éléments du « coup ». » Président Mahmoud Ahmadinejad, 28 août 200956

« Aucun bassidji [n’était] présent durant l’attaque contre le dortoir de l’université. Il n’y avait qu’un petit nombre de policiers en civil et de membres des forces de l’ordre impliqués dans cette affaire. Une fois que les coupables auront été identifiés, ils seront traités conformément à la loi. » Général de division Mohammad Ali Jaafari, 29 août 200957

Dans les semaines qui ont suivi l’élection, les autorités iraniennes ont souvent fait des déclarations contradictoires à propos des violations des droits humains et elles ont émis des avertissements comme en témoignent les attaques contre la résidence universitaire de Téhéran qui rappellent celles qui avaient suivi les manifestations étudiantes de 1999.

Dans la nuit du 14 juin, cinq étudiants auraient été tués et plusieurs autres grièvement blessés après que des hommes en civil non identifiés se sont introduits dans la résidence universitaire de Téhéran ; les autorités
Les universitaires ont toutefois démenti par la suite la mort d’étudiants. L’attaque, que beaucoup attribuent à des bassidjis et à des membres des forces spéciales de la police, a été largement condamnée, y compris par le président du Parlement qui a annoncé que le Parlement allait se pencher sur cette affaire et qui a publiquement mis en cause le ministère de l’Intérieur. Quelque 110 enseignants de l’université ont démissionné le lendemain en signe de protestation. Des attaques similaires contre des locaux universitaires ont été menées la même nuit à Isphahan et le lendemain à Chiraz. Le 17 juin, le ministre de l’Intérieur a annoncé l’ouverture d’une enquête dont les résultats n’avaient pas été rendus publics au moment de la rédaction du présent rapport.

Le 18 juin, plusieurs universités, dont celles de Téhéran, Chiraz et Tabriz, ont été fermées par anticipation pour les vacances d’été. Les étudiants de Téhéran ont reçu l’ordre d’évacuer les dortoirs, faute de quoi « les autorités ne seraient pas responsables de leur sécurité ».

Le 15 juin, Mir Hossein Mousavi a prononcé un discours devant quelque trois millions de personnes réunies sur la place de la liberté à Téhéran bien que des agents de l’État aient prévenu que le rassemblement serait considéré comme illégal. Les autorités ont reconnu la mort de huit manifestants au plus, bien que des médecins qui ont fui l’Iran par la suite aient affirmé que 10 morts avaient été recensés dans le seul hôpital Rasoul-e Akram à Téhéran. Des militants locaux des droits humains ont laissé entendre que jusqu’à 25 personnes avaient été tuées. Certaines des victimes sont mortes après que des coups de feu eurent été tirés depuis un immeuble utilisé par les bassidjis. Les autorités ont nié par la suite que les bassidjis soient responsables de la mort de quiconque et elles ont affirmé que les victimes avaient été tuées par des manifestants.

Une foule immense s’est rassemblée le lendemain, 16 juin, bien que le gouvernement ait menacé de réprimer les « manifestations illégales ». Les protestations se sont étendues et des centaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues à Téhéran, à Rasht, à Babol, à Chiraz ainsi qu’à Ahvaz où vivent la plupart des membres de la minorité arabe d’Iran. Des manifestations ont également eu lieu à Zahedan dont la majorité des habitants appartiennent à la minorité baloutche. À Oroumiyeh, une ville peuplée essentiellement de Kurdes et d’Azéris, des médias locaux ont signalé la mort de deux personnes et l’arrestation de nombreuses autres, peut-être plusieurs centaines, après la dispersion de quelque 3000 manifestants dans la rue Imam.

Selon certaines sources, des centaines de milliers de personnes, voire plusieurs millions, ont défilé dans les rues de Téhéran, le 18 juin, vêtues de noir en mémoire des manifestants tués les jours précédents. Environ 200 000 personnes se sont rassemblées à Chiraz le même jour.

Le gouvernement a réagi en lançant ce qui semblait une campagne organisée pour dénigrer les manifestants et des personnalités de l’opposition et ériger en infraction leurs activités pacifiques. Des responsables gouvernementaux ont affirmé que les manifestations étaient organisées et contrôlées par des « étrangers ». Le 16 juin, Mohammad Reza Habibi, procureur général d’Isphahan, a menacé des manifestants de la peine de mort. Le 17 juin, le site Internet des Gardiens de la révolution a averti que « ceux qui encourageaient les émeutes et menaçaient des personnes dans le cyberespace » risquaient de faire l’objet de « mesures pénales énergiques ».
La politique du gouvernement s’est durcie le 9 juin, une semaine après l’élection. Lors de la prière du vendredi à Téhéran qui est diffusée en direct par la télévision, le Guide suprême, l’ayatollah Ali Khamenei, a réclamé la fin des manifestations. Cette interdiction effective des manifestations pacifiques constituait non seulement une violation de l’article 21 du PIDCP, mais aussi de l’article 27 de la Constitution iranienne.

Le Guide suprême a également semblé donner le feu vert aux forces de sécurité pour qu’elles utilisent toute la force jugée nécessaire pour mettre fin aux manifestations. Bien que la mort de plusieurs manifestants ait été signalée, il ne leur a pas demandé d’utiliser la force uniquement dans le cas où cela est strictement nécessaire et conformément à la loi, mais il a au contraire mis en garde la population en disant que si elle continuait à descendre dans la rue, elle serait responsable des conséquences.

Ce discours a déclenché une répression violente des manifestations. À Téhéran et dans de nombreuses autres villes, les Gardiens de la révolution, la police antiémeutes et les bassidjis ont été déployés en grand nombre pour empêcher les manifestations ou les disperser en utilisant du gaz lacrymogène, des balles en caoutchouc et des balles réelles. Des policiers antiémeutes, des membres des services de renseignement en civil et des bassidjis qui se déplaçaient en moto ont chargé la foule, causant la terreur et faisant de nombreux blessés.

Les médias officiels ont annoncé qu’au moins 10 personnes avaient été tuées le 20 juin, dont Neda Agha Soltan, et une centaine d’autres blessées. Ils ont également signalé l’arrestation de 457 manifestants. Selon la liste de 72 victimes rendue publique en septembre par la Commission pour le suivi des personnes blessées et détenues lors des événements récents, mise en place par Mehdi Karroubi et Mir Hossein Mousavi, au moins 19 personnes ont été tuées ce jour-là.

Le 21 juin, le site Internet du commandement de la cyberpolice des gardiens de la révolution a mis en ligne des photos de 26 personnes qui auraient été prises pendant les manifestations qui ont suivi l’élection. Seules quelques-unes avaient des pierres ou d’autres objets dans les mains, la plupart marchaient ou étaient debout pacifiquement. Un texte appelant les Iraniens à « identifier les émeutiers » accompagnait ces photos. Cet organisme, qui a pour mandat de combattre la « cybercriminalité » et n’est pas habilité à procéder à des arrestations, semblait utiliser son site Internet pour intimider la population et la dissuader de participer à des manifestations pacifiques, lesquelles ne sont pas un acte de « cybercriminalité ». Cette initiative semblait également avoir pour but de dissuader les Iraniens de mener des activités de journalisme citoyen qui avaient été très efficaces pour transmettre au monde extérieur des informations sur les troubles, en photographiant ou en filmant les manifestations et en mettant les images en ligne. Ce message du Commandement de la cyberpolice aggravait le risque que les personnes figurant sur les photos soient l’objet d’arrestations arbitraires et il portait atteinte à leur droit à la présomption d’innocence tant que leur culpabilité n’avait pas été démontrée.

Le 26 juin, durant son sermon pour la prière du vendredi, Ahmad Khatami, un dignitaire religieux membre de l’Assemblée des experts, a appelé l’appareil judiciaire à sanctionner les manifestants « sévèrement et sans pitié ». Il a déclaré que l’agitation et le fait de susciter l’insécurité et la terreur, entre autres, pouvaient être considérés comme des actes de moharebeh (inimité à l’égard de Dieu), une infraction dont les auteurs sont passibles de la peine de mort.
LE DROIT DE MANIFESTER PACIFIQUEMENT

Les autorités iraniennes sont tenues de maintenir l’ordre et de protéger la sécurité des personnes relevant de leur juridiction. Toutefois, le droit international exige que toute restriction au droit à la liberté de réunion soit conforme à la loi et strictement nécessaire pour préserver la sécurité nationale ou la sûreté publique, l’ordre public, la santé ou la morale publique ou les droits et libertés d’autrui. Ces restrictions doivent être proportionnées dans un but légitime et sans discrimination, y compris pour des motifs liés aux opinions politiques. Même dans le cas où une restriction est justifiable au regard du droit international, l’application de la loi doit être faite dans le respect des normes internationales qui interdisent l’utilisation de la force par les responsables de l’application des lois à moins que cela ne soit strictement nécessaire et dans la mesure requise pour remplir leur devoir, les armes à feu ne devant être utilisées que lorsque cela ne peut être évité pour protéger des vies humaines (voir encadré du chapitre 4).

À la mi-aout, les autorités ont annoncé qu’environ 4 000 personnes avaient été arrêtées, dont 3 700 avaient été remises en liberté34. Entre temps, de nombreuses sources ont affirmé que les commerçants dont les biens avaient été endommagés au cours des troubles se voyaient offrir une indemnisation s’ils déposaient des plaintes écrites contre des partisans non identifiés de Mir Hossein Mousavi et de Mehdi Karroubi. De même, bon nombre des personnes blessées par des membres des forces de sécurité et qui devaient recevoir des soins à l’hôpital étaient menacées d’être transférées en prison et inculpées à moins qu’elles ne déposent des plaintes dans lesquelles elles déclaraient avoir été blessées, notamment par balles, par des partisans des candidats rivaux.

La répression ne s’est pas atténuée depuis la fin des manifestations. En fait, tout semble indiquer que les méthodes traditionnelles de répression ont été renforcées de telle sorte que quiconque ose s’exprimer ouvertement risque beaucoup plus d’être arrêté arbitrairement, torturé ou maltraité pour le contraindre à faire des « aveux », et jugé selon une procédure non équitable, et que toute manifestation publique est plus susceptible d’être réprimée par la violence des agents de l’État.

C’est ainsi que le 18 septembre, des partisans de l’opposition, dont beaucoup étaient vêtus de vert, sont descendus dans la rue pour le rassemblement annuel du Jour de Jérusalem, en scandant des slogans antigouvernementaux et contre les violations des droits humains. Ils ont affronté les forces de sécurité qui avaient prévenu la veille que quiconque tenterait de semer le désordre ou de perturber les rassemblements serait « fermement réprimé » 35. La police a affirmé par la suite que 35 personnes avaient été arrêtées à Téhéran.

Le 22 octobre, quelque 70 hommes et femmes ont été arrêtés au cours d’une cérémonie de prière pacifique à Téhéran en signe de soutien aux militants arrêtés durant les troubles postélectoraux. La plupart ont été relâchés, mais, au moment de la rédaction du présent rapport, cinq au moins étaient, semble-t-il, maintenus en détention dans la prison d’Evin. Il s’agissait de Saeed Nour-Mohammadi, un jeune membre du Front islamique de la participation en Iran, de Mohammad Kianoush, d’Esmail Sahabeh, de Mohammad Khorbak et de Mahboubeh Haghighi.

La répression s’est encore intensifiée quand les étudiants et les partisans du Mouvement vert ont préparé la commémoration du 30e anniversaire du siège de l’ambassade des États-Unis. Les autorités ont arrêté des personnalités à titre préventif le 3 et le 4 novembre. Parmi les personnes arrêtées figuraient plusieurs membres de l’Association des diplômés, dont Hassan

**PURGE DES SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES DANS LES UNIVERSITÉS**

Les autorités iraniennes semblent avoir lancé une purge des sciences sociales dans les universités. À la fin du mois d'août, l'ayatollah Ali Khamenei a prononcé un discours devant des administrateurs d'universités dans lequel il a décrit la popularité des sciences humaines — qui sont étudiées par plus de deux millions des trois millions et demi d'étudiants — comme une tendance « préoccupante » et ajouté que « l'enseignement de ces sciences humaines dans les universités allait provoquer des réserves et des doutes à propos des croyances et des préceptes religieux ». Son discours a fait écho aux aveux de Saeed Hajarian apparemment passés sous la contrainte lors des « procès pour l'exemple » en août (voir chapitre 6). Cet homme avait déclaré que « les théories des sciences humaines contiennent des armes idéologiques qui peuvent être transformées en stratégies et tactiques et être mobilisées contre l'idéologie officielle du pays ».

Le discours de l'ayatollah Ali Khamenei a suscité des appels en faveur de la suppression de l'enseignement des sciences sociales dans les universités. C'est ainsi que l'ayatollah Mohammad Emami-Kashani, membre de l'Assemblée des experts, a déclaré dans un sermon retransmis par la télévision le 4 septembre que les sciences humaines ne devaient pas être enseignées en Iran à la manière occidentale. Deux jours plus tard, l'Institut des sciences humaines et des études culturelles a annoncé que le Conseil suprême de la révolution culturelle lui avait demandé de réviser le programme de sciences humaines.

En octobre, cinq éminents professeurs de la faculté de droit de l'université Alameh Tabatabai ont annoncé qu'on leur avait interdit d'enseigner. Parmi eux figurait Mohammed-Reza Bighdeli, un professeur de droit international renommé qui n'est pas connu pour avoir fait des commentaires sur des questions politiques.

Cette ingérence dans l'enseignement universitaire et le harcèlement des enseignants constituent une violation des obligations de l'Iran découlant de l'article 13 du PIDCP. Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a précisé dans son Observation générale sur cet article que le droit à l'éducation ne peut être garanti que s'il s'accompagne des libertés académiques des enseignants, ce qui suppose l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur. Le comité a notamment fait observer :

« Les membres de la communauté universitaire sont libres, individuellement ou collectivement, d'acquérir, développer et transmettre savoir et idées à travers la recherche, l'enseignement, l'étude, les discussions, la documentation, la production, la création ou les publications. Les libertés académiques englobent la liberté pour l'individu d'exprimer librement ses opinions sur l'institution ou le système dans lequel il travaille, d'exercer ses fonctions sans être soumis à des mesures discriminatoires et sans crainte de répression de la part de l'État ou de tout autre acteur, de participer aux travaux d'organismes universitaires professionnels ou représentatifs et de jouer de tous les droits de l'homme reconnus sur le plan international applicables aux autres individus relevant de la même juridiction. »
Le 4 novembre, le vaste déploiement de policiers en civil, de bassidjis et de policiers antiémeutes a entraîné des affrontements avec les manifestants étudiants, entre autres, dans tout le pays, et notamment à Téhéran, à Qazvin, à Isphahan, à Meched, à Tabriz, à Chiraz, à Kerman et à Ahvaz. Plus d’une centaine de personnes ont été arrêtées à Téhéran. Parmi elles figuraient les militantes des droits des femmes Raheleh Asgarizadeh et Vahideh Moulavi qui ont été remises en liberté le 11 novembre. À Isphahan, des membres des forces de sécurité ont abattu Mehdi Niforouzhdadeh, un étudiant, apparemment alors qu’ils tentaient de l’interpeller. La Commission parlementaire de sécurité nationale a annoncé l’ouverture d’une enquête.

Ces faits ne sont qu’un des signes démontrant que les autorités pérennisent les méthodes répressives employées dans la période qui a suivi l’élection. D’autres signes inquiétants sont les changements intervenus dans la structure des forces de sécurité. On a annoncé, en octobre, que les bassidjis et les gardiens de la révolution allaient fusionner au sein de la Force de résistance de terrain des gardiens de la révolution. Lorsqu’il a annoncé cette mesure, le chef d’état-major des armées, le général de division Sayed Hassan Firouzabadi, a déclaré que « les structures des gardiens devaient changer et que l’organisation des bassidjis devait s’occuper d’autres questions comme les affaires intellectuelles (kar-e narm afzari) et de l’enracinement de la culture bassidji dans la société ».

Ensuite, le 9 novembre, le responsable étudiant des bassidjis a annoncé la création de 6 000 unités bassidjis dans les écoles primaires que les enfants fréquentent jusqu’à l’âge de 11 ans. Cette quasi-militarisation de l’environnement scolaire semble constituer une violation des obligations de l’Iran au regard de plusieurs articles de la Convention relative aux droits de l’enfant (ONU), à savoir les articles 3, 19, 29 et 38. Ce dernier article dispose précisément :

« Les États parties s’abstiennent d’enrôler dans leurs forces armées toute personne n’ayant pas atteint l’âge de quinze ans. »
2. MENACES CONTRE LA LIBERTÉ D’EXPRESSION

À l’approche de l’élection, les autorités ont réprimé la liberté d’expression. Plusieurs journaux ont été fermés et l’accès à des sites Internet a été restreint, notamment certains traitant des droits humains et d’autres gérés par des serveurs basés à l’étranger.

En avril, le ministre du Renseignement a déclaré que ses services surveilleraient étroitement tous les sites Internet, les blogs et les messages texte « pour faire échec à toute tentative de perturber l’élection de juin »1. Le même mois, un responsable du ministère de la Culture et de l’Orientation islamique a affirmé :

« Si des sites Internet [...] commettent des violations, par exemple en abordant la question du boycottage du scrutin, en jetant le discrédit sur un candidat ou en répandant des rumeurs à son propos, ils seront bloqués jusqu’à la fin de l’élection et feront l’objet de poursuites après le scrutin »4.

En mai, les autorités ont bloqué brièvement l’accès à Facebook et à Twitter5.

Lorsque les protestations ont commencé après l’élection, les autorités ont renforcé la répression de la liberté d’expression et de l’échange d’idées en bloquant la diffusion d’informations sur les manifestations. Les réseaux de téléphonie mobile ont été fermés et les lignes fixes perturbées. L’accès à des sites Internet a été bloqué ou filtré. L’accès à YouTube et Facebook, entre autres plateformes de réseaux sociaux sur Internet, a été bloqué, de même que l’accès à toute une série de sites d’information.

Les déplacements des journalistes étrangers ont été restreints ; certains ont été expulsés, notamment le correspondant de la BBC en Iran qui a été accusé d’avoir « diffusé des fausses nouvelles, ignoré l’impartialité, soutenu les insurgés, bafoué les droits de la nation iranienne, attisé les troubles et provoqué l’opinion publique ». Par ailleurs, la BBC s’est plainte du brouillage de la transmission par satellite de sa chaîne de télévision en persan vers l’Iran, dont l’origine avait été trouvée en Iran.

D’autres employés de médias internationaux ont été arrêtés ; citons Iason Athanasiades, un journaliste détenant la double nationalité grecque et britannique, et Maziar Bahari qui détient la double nationalité iranienne et canadienne.

Iason Athanasiades a déclaré à Amnesty International qu’il avait été libéré le 5 juillet après avoir été maintenu à l’isolement pendant dix-neuf jours au cours desquels il avait été giflé à plusieurs reprises par les personnes qui l’interrogeaient. Il a de nouveau été interpellé à l’aéroport de Téhéran après avoir été emmené en voiture pour une rencontre avec un colonel iranien et l’ambassadeur de Grèce. On aurait exercé des pressions sur lui pour qu’il signe une déclaration selon laquelle il « avouait » avoir menacé la sécurité nationale. Il a refusé et a été détenu toute la nuit. Remis en liberté le lendemain il a quitté le pays.
Maziar Bahari a été arrêté le 21 juin au domicile de sa mère par des agents de l’État en civil. Il a appris par la suite qu’il s’agissait de membres du service de renseignement des gardiens de la révolution. Cet homme affirme avoir été battu durant sa détention. Il a fait des « aveux » lors des « procès pour l’exemple ». Remis en liberté sous caution le 17 octobre, il a été autorisé à quitter l’Iran pour être aux côtés de sa femme qui était sur le point d’accoucher.

La répression des médias iraniens s’est intensifiée. C’est ainsi que le 17 juin, le ministère de la Culture et de l’Orientation islamique a ordonné à deux quotidiens d’opposition – Aftab-e Yazd et Hayat-e No – de ne pas paraître. Des dizaines de journalistes ont été arrêtés. Tous les journalistes de Khaled al-Sabi, le journal créé au début de 2009 par Mir Hossein Mousavi, ont été arrêtés. Certains étaient maintenus en détention sans jugement au moment de la rédaction du présent rapport. C’était le cas de Saeed Laylaz, un journaliste de Sarmayeh arrêté le 17 juin, et de Bahman Ahmadi Amouie, arrêté le 20 juin avec son épouse, Zhila Bani Yaghoub, également journaliste, qui a été remise en liberté sous caution en août.

D’autres ont été condamnés à des peines d’emprisonnement à l’issue des « procès pour l’exemple ».

Les restrictions à la liberté d’expression ont continué même après la fin des manifestations. D’autres journalistes ont été arrêtés. Par exemple, Fariba Pajouh, correspondante du service en persan de Radio France Internationale (RFI), a été arrêtée le 22 août. Elle était toujours incarcérée à la prison d’Evin au moment de la rédaction du présent rapport. Elle a passé la plus grande partie de sa détention à l’isolement, sans inculpation et sans être autorisée à consulter un avocat. Selon sa famille, elle a déclaré à l’occasion de visites et lors d’appels téléphoniques qu’elle était soumise à de fortes pressions visant à la contraindre à « avouer » avoir commis des « actes immoraux ». Elle a été partagé sa cellule pendant un certain temps avec Hengameh Shahidi, une journaliste membre du Parti de la confiance nationale qui était conseillère de Mehdi Karroubi durant la campagne électorale, et qui a été incarcérée du 30 juin au 1er novembre.


En septembre, le site Internet réformiste d’information Entekhab a fermé à titre de protestation après avoir été bloqué au moins 11 fois par les autorités. En octobre, les autorités ont interdit au moins trois journaux – Farhang-e Ashhi, Arman-e Ravabet-e Omomi et Tahli-e Rooz –. Le 2 novembre, le Conseil de surveillance de la presse a interdit Sarmayeh, un quotidien économique influent, qui avait critiqué la politique économique du gouvernement.

Le chef de la police a annoncé, en novembre, la création d’une unité spécialisée chargée des « crimes sur Internet », y compris les déliés politiques, après que la responsabilité de la surveillance d’Internet eut été transférée en partie de la police au ministère du Renseignement. Le commandant Omid, chef de la cyberpolice, a déclaré que cette unité faisait partie d’une commission de 12 membres dépendant d’un procureur.
De tels actes constituent une violation flagrante de l’article 19 du PIDCP, qui dispose que le droit à la liberté d’expression comprend « la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix ». Ce droit est soumis à certaines restrictions qui doivent être expressément fixées par la loi et être strictement nécessaires à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l’ordre public, de la santé ou de la moralité publiques, ou au respect des droits et libertés d’autrui. Ces restrictions doivent être proportionnées dans un but légitime et ne peuvent en aucun cas porter atteinte au droit lui-même, et sans discrimination, y compris pour des motifs liés aux opinions politiques.

3. MUSELER LA DISSIDENCE – LES ARRESTATIONS ET DÉTENTIONS ARBITRAIRES

Au moins 4 000 partisans de l’opposition, et probablement beaucoup plus, ont été arrêtés de manière arbitraire durant les troubles qui ont éclaté à la suite de l’élection. La plupart d’entre eux ont été remis en liberté, mais pas moins de 200 étaient maintenus en détention au moment de la rédaction du présent rapport. Parmi les personnes arrêtées figuraient de nombreuses personnalités politiques qui faisaient partie des équipes de campagne de Mir Hossein Mousavi et de Mehdi Karroubi, ainsi que des journalistes, des étudiants, des défenseurs des droits humains, des militantes des droits des femmes et des avocats.

Les interpellations sont souvent effectuées par des individus en civil non identifiés et qui n’ont parfois reçu aucune formation. Le Code de procédure pénale iranien habilité la police ainsi que les bassidjis et les gardiens de la révolution qui ne portent pas d’uniforme à procéder à des arrestations. Le Conseil suprême de sécurité nationale peut également habiliter d’autres organes à cet effet, bien que la loi n’en précise pas le fondement ni le mécanisme. Par ailleurs, il ne semble pas que les autorités soient tenues d’informer le public des organismes auxquels le pouvoir de procéder à des arrestations et des placements en détention a été conféré. C’est ainsi que la loi n’accorde pas au personnel du ministère du Renseignement le pouvoir de procéder à des arrestations, mais il peut lui avoir été accordé en vertu de ces dispositions.

L’absence de transparence du système donne lieu à une utilisation abusive du pouvoir de procéder à des arrestations, renforçant la pratique des arrestations arbitraires qui est facilitée par des dispositions du Code pénal manquant de rigueur. Cette absence de transparence et de mécanismes de contrôle permet également aux différentes forces de sécurité, et tout particulièrement aux bassidjis, de commettre des violations des droits humains en toute impunité.

Shiva Nazar Ahari (voir plus loin), une militante des droits humains arrêtée le 14 juin, a déclaré à propos de son interpellation par des agents du ministère du Renseignement :

Pendant la période électorale, un grand nombre d’arrestations ont, semble-t-il, été effectuées par des agents de l’État en civil qui ne se sont pas identifiés et qui n’ont pas précisé les motifs de l’arrestation ni oralement ni par écrit.

Dans plusieurs dizaines de cas portés à la connaissance d’Amnesty International, des personnes qui avaient été arrêtées de manière arbitraire, y compris par des bassidjis, ont été maltraitées avant d’être transférées vers un centre de détention. Les arrestations effectuées par des bassidjis n’ont pas été mises en cause par la police qui n’en a pas assuré le suivi, en partie à cause du statut des bassidjis dont le chef est le commandant des gardiens de la révolution qui est nommé par le Guide suprême.

Ali Kheradnejad (voir ci-dessous) a déclaré en novembre aux représentants de l’organisation :

« J’ai remarqué qu’aucun des policiers n’avait de badge [étiquet] sur son uniforme. Comme j’ai fait mon service militaire dans la police, je savais que c’était une infraction. J’ai demandé à l’un d’entre eux pourquoi il ne portait pas d’étiquet. Quelqu’un qui se trouvait derrière moi m’a poussé en me disant brutalement de ne pas m’en faire et que cela ne me regardait pas.

Quelques mètres plus loin, cet homme a été agressé par deux individus armés de matraques tandis qu’un troisième lui pulvérisait du gaz poivre dans les yeux ; il a ensuite été arrêté. Il a ajouté : ‘Maintenant je me demande s’ils m’ont arrêté parce que j’avais demandé au policier pourquoi il n’avait pas de badge.’

**L’ARRESTATION ARBITRAIRE EN DROIT INTERNATIONAL**

L’arrestation et la détention arbitraires sont prohibées par le droit international. L’article 9-1 du PIDCP dispose : Nul ne peut faire l’objet d’une arrestation ou d’une détention arbitraire. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n’est pour des motifs, et conformément à la procédure prévus par la loi. » Le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire distingue trois catégories de personnes placées en détention arbitraire : celles détenues sans aucune base légale, celles qui sont détenues pour avoir exercé leurs droits, notamment à la liberté de pensée, de conscience et de religion, d’opinion et d’expression, de réunion pacifique et d’association, et celles qui n’ayant pas bénéficié d’un procès équitable sont privées arbitrairement de liberté. Le Comité des droits de l’homme a fait observer que la proclamation de l’état d’urgence ne peut en aucun cas servir à justifier des actes attentatoires aux normes impératives du droit international, par exemple des privations arbitraires de liberté ou l’inobservation de principes fondamentaux garantissant un procès équitable comme la présomption d’innocence.

Presque toutes les personnes arrêtées ont été maintenues au secret pendant des durées variables, sans être inculpées, dans des conditions qui s’apparentaient souvent à une disparition forcée et elles n’ont pas été autorisées à rencontrer leurs proches ni un avocat. Leurs familles n’ont le plus souvent pas été informées de leur arrestation. De telles pratiques constituent une violation des normes du droit international relatif aux droits humains, et notamment de l’article 9 du PIDCP qui dispose que « [n]ul ne peut faire l’objet d’une arrestation ou d’une détention arbitraire ».
Des familles n’ont délibérément pas été informées des horaires de visite ni du lieu où elles pouvaient rencontrer leurs proches incarcérés. Elles ont parfois été privées de visite après qu’on leur eut dit de venir à la prison un certain jour, ce qui aggravait leur souffrance et leur tension psychologique. Des sommes considérables étaient souvent réclamées à titre de caution, empêchant de nombreuses Familles d’obtenir la remise en liberté de leurs proches.

Certains détenus n’auraient pas été libérés alors que la caution avait pourtant été versée. C’est notamment le cas de Mohammad Ghouchani, journaliste et rédacteur en chef du quotidien Etemad-e Meli, qui a été arrêté le 20 juin à son domicile par des agents du ministère du Renseignement. Il a été maintenu en détention sans inculpation dans la division 209 de la prison d’Evin, bien que sa remise en liberté ait été ordonnée après le versement par sa famille, le 23 août, de la caution réclamée. Il a finalement été libéré à l’aube du 30 octobre, date à laquelle il a été abandonné sans explication devant les locaux d’une compagnie de taxis à Téhéran.

Certaines familles n’ont eu de nouvelles de leurs proches que lorsque ceux-ci ont été montrés à la télévision dans les « procès pour l’exemple » qui se sont déroulés à partir du mois d’août (voir chapitre 6). C’est ainsi que la famille d’Ali Bikas, membre du Comité étudiant pour la défense des prisonniers politiques (SCDPP) et militant pour les droits de la minorité azérie, a tout ignoré de son sort entre son interpellation à la mi-juin et sa comparution en justice le 1 er août, hormis un bref appel téléphonique qu’il avait passé à un ami pour l’informer qu’il était détenu dans la division 209 de la prison d’Evin72. Cet homme a véritablement été victime de disparition forcée pendant plus d’un mois.

Les autorités iranaises n’ont publié aucune liste des personnes arrêtées durant la période électorale et elles n’ont pas révélé leur lieu de détention. Diverses autorités ont donné des chiffres différents du nombre de détenus, ce qui illustre la difficulté de suivre des arrestations effectuées par les différents services de sécurité. Les autorités ont indiqué que la plupart des prisonniers avaient été inculpés, ou allaient l’être, de toute une série d’infractions relatives à la sûreté de l’État et formulées de manière vague. Au moins 81 détenus ont été condamnés à des peines comprises entre six mois et quinze ans d’emprisonnement, et cinq autres ont été condamnés à mort.

De nombreux prisonniers d’opinion figuraient parmi les personnes maintenues en détention au moment de la rédaction du présent rapport. Ces prisonniers, dont le cas est exposé plus loin, doivent être libérés immédiatement et sans condition. Les autres détenus doivent être remis en liberté, à moins qu’ils ne soient inculpés d’une infraction dûment reconnue par la loi et jugés dans les meilleurs délais et dans le respect des règles d’équité.

**ARRESTATIONS CIBLÉES APRÈS L’ÉLECTION**

Dès le début des manifestations, les forces de sécurité ont arrêté des personnalités de l’opposition, des intellectuels et des journalistes pour tenter de museler la dissidence. Des centaines de personnes ordinaires qui étaient descendues dans la rue pour exprimer leur opinion ou leur préoccupation à propos de l’élection ont également été interpellées.

Parmi les personnes arrêtées le 13 juin figurait Mohammad Reza Khatami, membre éminent du Front islamique de la participation en Iran et frère de l’ancien président Khatami. Il a été relâché peu après. Mohsen Mirdamadi, un autre membre éminent du Front islamique de la
participation en Iran, et Behzad Nabavi, fondateur de l’Organisation des moudjahidin de la révolution islamique, un mouvement politique réformiste fidèle à l’ancien président Khatami, ont également été arrêtés. Ils étaient maintenus en détention au moment de la rédaction du présent rapport.

Le lendemain, Hoda Saber, Reza Alijani et Taghi Rahmani, trois journalistes qui préconisent depuis des années des réformes sociopolitiques, ont été arrêtés et détenus pendant deux jours. Des dizaines d’autres journalistes ont rapidement subi le même sort ; ils étaient tous des prisonniers d’opinion. Parmi eux figuraient 20 des 25 employés du journal Kalameh Sabz créé par Mir Hossein Mousavi au début de l’année, qui ont été interpellés le 22 juin dans leurs bureaux situés place du Haft Tir à Téhéran.

Leya Farzadi, médecin, Jalil Sharabiyanlou, chirurgien, Ghaffar Farzadi, membre éminent du Mouvement pour la libération de l’Iran et enseignant à l’université de Tabriz, ainsi que Rahim Yavari, militant du Mouvement pour la libération de l’Iran, étaient parmi au moins 24 militants politiques, étudiants et membres des professions de santé arrêtés le 15 juin à la suite d’une manifestation pacifique place d’Abresan à Tabriz. Ils auraient été remis en liberté une semaine plus tard.

Les étudiants ont tout particulièrement été pris pour cible. Cent trente-trois environ auraient été arrêtés ; bon nombre d’entre eux ont été battus et maltraités lors d’une attaque violente contre une résidence universitaire de Téhéran le 14 juin. Des locaux universitaires ont également été attaqués la même nuit à Isphahan. Le 15 juin, des membres des forces de sécurité ont pénétré dans une résidence universitaire à Tabriz et arrêté 10 étudiants soupçonnés d’avoir participé à des manifestations. Amir Mardani, militant et dirigeant étudiant, était au nombre des centaines de personnes arrêtées le lendemain. À Chiraz, dans le sud du pays, des membres des forces de sécurité ont utilisé du gaz lacrymogène lorsqu’ils ont pénétré dans une bibliothèque universitaire pour arrêter une centaine d’étudiants. Des bassidjis armés et des membres des forces de sécurité en civil auraient encerclé l’université de Babol, dans le nord du pays, et pris pour cible les étudiants dans les résidences. Les forces de sécurité auraient attaqué et arrêté des étudiants à Meched, dans le nord-est de l’Iran. Deux étudiants ont été arrêtés à Zahedan, dans le sud-est du pays.

À la fin de la première semaine suivant l’élection, Amnesty International avait dressé une liste d’au moins 200 hommes politiques, journalistes, universitaires, étudiants et défenseurs des droits humains qui avaient été arrêtés, dans certains cas pendant une brève période, dans tout le pays. Plus de 700 noms avaient été recueillis à la mi-août, mais ils ne représentaient sans aucun doute qu’une partie des personnes arrêtées.

Huit personnalités politiques de premier plan figuraient sur cette liste ; Amnesty International les considérait comme des prisonniers d’opinion. Il s’agissait de Mohammad Ali Abtahi, dignitaire religieux et conseiller de l’ancien président Khatami, Mohsen Aminzadeh, membre éminent du Front islamique de la participation en Iran, Saeed Hajarian, un militant qui se déplace en chaise roulante depuis une tentative d’assassinat en 2000 et qui est conseiller de l’ancien président Khatami, Behzad Nabavi (voir plus haut), membre fondateur de l’Organisation des moudjahidin de la révolution islamique, un mouvement politique proche fidèle à l’ancien président Khatami, Abdullah Ramazanzadeh, vice-président du Front islamique de la participation en Iran et ancien porte parole du gouvernement du
Président Khatami, Mostafa Tajzadeh, vice-ministre de l'Intérieur du gouvernement de l'ancien président Khatami, Mohammad Atrianfar, également vice-ministre de l'Intérieur et conseiller de l'ancien président Khatami, et Mohammad Tavassoli, membre éminent du Front islamique de la participation en Iran.

Ebrahim Yazdi, premier ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et membre éminent du Front islamique de la participation en Iran, a été arrêté le 17 juin à l'hôpital Pars où il recevait des soins. Il a été remis en liberté par la suite et ramené à l'hôpital.

Parmi les personnes maintenues en détention au moment de la rédaction du présent rapport figurait Mohammad Maleki, un universitaire en retraite âgé de 76 ans. L'organisation le considérait comme un prisonnier d'opinion. Il a été arrêté à son domicile le 22 août par cinq agents des services de renseignement qui ont fouillé sa maison et confisqué certains de ses biens. Malgré son état de santé – il souffre de cancer, de diabète et de troubles cardiaques et il ne peut marcher sans aide – il a été emmené à la prison d'Evin où les détenus sont le plus souvent privés des soins nécessités par leur état. Cet homme est détenu sans inculpation et l'ordre initial de détention de placement en détention pour deux mois a été renouvelé le 22 octobre sans explication. Les agents de l'État qui l'ont arrêté ont dit à son épouse qu'il faisait l'objet d'une enquête pour incitation aux troubles et liens présumés avec l'Organisation iranienne des moudjahidin du peuple (OIMP), un groupe d'opposition interdit basé à l'étranger, une accusation souvent formulée contre les personnes interpellées. Avant l'élection, le 25 mai, Mohammad Maleki avait participé à la création d'un nouveau mouvement appelé Solidarité pour la démocratie et les droits humains en Iran.

Morteza Alviri, ancien maire de Téhéran et conseiller de Mehdi Karroubi durant l'élection, qui faisait partie de la Commission pour le suivi des personnes blessées et détenues lors des événements récents, a été libéré sous caution le 31 octobre après avoir passé près de huit semaines en détention.

**LES PERSONNES LIÉES À DES PAYS ÉTRANGERS PRISES POUR CIBLE**

« La Grande-Bretagne a certainement été impliquée dans les récentes émeutes et crises qu’a connues le pays et le rôle joué par son ambassade ainsi que par la cellule de crise de la BBC est trop évident pour être nié. » Esmail Ahmad-Moghaddam,chef de la police, 9 juillet 2009.

Après les premiers jours de manifestations, le gouvernement a accusé publiquement les gouvernements américain et britannique d’être à l’origine des troubles qui, selon les autorités, faisaient partie d’un plan visant à provoquer une révolution « de velours » ou un renversement « en douceur » du régime. Outre la répression dont ont été victimes les journalistes (voir chapitre 2), des personnes liées aux États-Unis ou au Royaume-Uni, entre autres pays, ont été la cible d’arrestations.

Kian Tajbakhsh, chercheur en sciences sociales qui détient la double nationalité iranienne et américaine, a été arrêté le 9 juillet. Maintenu à l’isolement la plupart du temps depuis son interpellation, il a été jugé dans le cadre d’un « procès pour l’exemple » pour espionnage, collaboration avec un gouvernement ennemi et agissements contre la sécurité nationale. Il a été condamné en octobre à quinze ans d’emprisonnement, soit la peine la plus lourde prononcée à cette date81.

Au moins quatre autres personnes ont été inculpées. Nazok Afshar, une employée de l’ambassade de France qui détient la double nationalité française et iranienne, a été libérée le 11 août après avoir comparu à une audience d’un « procès pour l’exemple ». Les autorités françaises ont appris son arrestation en la voyant à la télévision lors du procès.

Clotilde Reiss, une ressortissante française, a été arrêtée le 1er juillet à l’aéroport de Téhéran alors qu’elle s’apprêtait à rentrer en France. Elle a été remise en liberté sous caution le 16 août après avoir « avoué » lors d’un « procès pour l’exemple » qu’elle avait « agi contre la sécurité nationale » en participant à des manifestations à Ispahan où elle enseignait, recueilli des informations et envoyé des photos des manifestations à un ami à Téhéran. À l’issue du procès, l’ambassadeur d’Iran en France l’a accusée d’espionnage, ce que le gouvernement français a nié. En septembre, le président Mahmoud Ahmadinejad a laissé entendre que le sort de cette étudiante pourrait dépendre de la libération de plusieurs Iraniens détenus en France. Son procès n’était pas terminé en novembre82.

Bijan Khajehpour Khoei, consultant, a disparu pendant près d’un mois après son arrivée à l’aéroport de Téhéran le 27 juin, à la suite d’un voyage à Vienne et à Londres. Sa famille n’a reçu aucune information sur son sort, hormis quelques appels téléphoniques brefs et imprécis, jusqu’à ce qu’elle soit autorisée à lui rendre visite à la prison d’Evin. Il a été remis en liberté sous caution le 30 septembre.

Majid Zamani, qui avait étudié aux États-Unis et travaillé pour la Banque mondiale avant de reprendre son poste de fonctionnaire en Iran en 2007, a été arrêté le 23 juin. Il a été détenu pendant cinq mois puis remis en liberté sous caution en novembre. Cet homme avait, dans un premier temps, été accusé d’agissements contre la sécurité nationale et de collecte d’informations en vue de les transmettre à des étrangers. Ses études aux États-Unis et son emploi à la Banque mondiale avaient été utilisés à titre de preuves à charge. Ces accusations ont été abandonnées avant sa remise en liberté, mais il est toujours inculpé de « trouble à l’ordre public ».

Par ailleurs, au moins un Belge et un Allemand ont été arrêtés. Le Belge était maintenu en détention sans jugement au moment de la rédaction du présent rapport.

LE HARCÈLEMENT DES PROCHES

Le harcèlement des proches de dignitaires religieux, de personnalités politiques et de journalistes est rapidement devenu partie intégrante de la campagne de répression de la dissidence menée par le gouvernement. Ces violations des droits humains, qui constituent une pratique établie de longue date, ont été particulièrement fréquentes immédiatement après le scrutin, mais elles ont continué par la suite.
Shahpour Kazemi, 62 ans, beau-frère de Mir Hossein Mousavi, arrêté à Téhéran peu après l’élection, était toujours emprisonné sans jugement au moment de la rédaction du présent rapport. Sa sœur, Zahra Rahnavard, a affirmé qu’il avait été incarcéré dans le but de faire pression sur elle et son mari et de les obliger à accepter le résultat de l’élection présidentielle du 12 juin 2009. Maintenu à l’isolement pendant plus de soixante jours dans la prison d’Evin, il a déclaré à sa mère en octobre qu’il avait été transféré dans un appartement situé dans un quartier non identifié de Téhéran. Le fils aîné de cet homme, Shahin, a lui aussi été arrêté en août, également pour faire pression sur la famille.

Faezeh Hashemi Rafsanjani, fille de l’ayatollah Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a été arrêtée avec quatre de ses parentes au cours d’une manifestation à Téhéran le 20 juin et détenue pendant une courte période. Des responsables ont déclaré par la suite qu’elle avait été placée en détention « pour garantir sa sécurité », ce qu’elle a nié en affirmant avoir été interpellée dans la rue par des agents de l’État qui lui avaient dit qu’ils avaient un mandat d’arrêt la concernant. Elle a ajouté qu’on l’avait accusée lors de son interrogatoire d’avoir organisé les manifestations et d’y avoir participé, ce qu’elle a nié.

Mehdi Mirdamadi, fils de Mohsen Mirdamadi, secrétaire général du Front islamique de la participation en Iran, arrêté à son domicile le 17 septembre a été emprisonné pendant près de trois semaines. Mohsen Mirdamadi, arrêté en juin, était maintenu en détention au moment de la rédaction du présent rapport.


Sayed Mehdi Mousavinejad, 27 ans, étudiant en sciences religieuses à Qom et beau-frère de Mohammad Ali Abtahi, directeur de cabinet de l’ancien président Khatami, a été détenu pendant une courte période le 17 septembre après que des membres des forces de sécurité eurent saccagé sa maison et détruit ses effets personnels. Il a été libéré sous caution par la suite. Le gendre de Mohammad Ali Abtahi a également été détenu pendant une courte période. Des agents de l’État en civil auraient dit à sa fille Farideh, âgée de 11 ans : « Dis à ta maman de ne pas parler [...] ».

Mehdi Shirzad et Hossein Naiemipour, fils de deux membres de premier plan du Front islamique de la participation en Iran qui avaient participé activement à la campagne de Mir Hossein Mousavi, ont été arrêtés en septembre peu avant les rassemblements à l’occasion de la Journée de Jérusalem. Ils ont été détenu jusqu’au 9 novembre.

Citons parmi les autres proches de personnalités politiques victimes de harcèlement Sarah Azimi, épouse de Mehdi Shirzad, qui a été détenue pendant une courte période après avoir
Iran. Une élection contestée, une répression accrue

participé, le 22 octobre, à une cérémonie de prière pour Shahaboddin Tabatabaei. Nasrin Akbari et Mohadeseh Mohaymani, respectivement épouse et fille de Mohammad Hashem Mohaymani, haut responsable du ministère de l’Intérieur sous le gouvernement du président Khatami, étaient également au nombre des quelque 70 personnes arrêtées. Elles ont été rapidement remises en liberté, mais plusieurs autres personnes étaient maintenues en détention au moment de la rédaction du présent rapport.

Des membres des forces de sécurité ont également harcelé les proches de personnes qui s’étaient plaintes de mauvais traitements. C’est ainsi que le domicile d’Ebrahim Sharifi a été encerclé par des agents de l’État armés, dont beaucoup se déplaçaient en moto, qui scandaient des slogans hostiles après que cet homme eut témoigné devant la Commission pour le suivi des personnes blessées et détenues lors des événements récents mise en place par les candidats à la présidence Mir Hossein Mousavi et Mehdi Karroubi pour enquêter sur les cas de violations des droits humains (voir chapitre 7).

LA PRATIQUE PERSISTANTE DES ARRESTATIONS

Des étudiants qui avaient commencé à organiser des manifestations hebdomadaires dans la sécurité relative des enceintes universitaires après le début de l’année universitaire en septembre, ainsi que des opposants politiques, continuent d’être la cible d’arrestations, tout comme d’autres groupes de personnes considérées comme contestant les autorités.

« Mes collègues ont été pris pour cible en raison de leur travail visant à faire progresser la justice et l’état de droit, et à protéger les droits fondamentaux de tous en Iran […] Ils languissent désormais en prison comme tant d’autres dans mon pays parce qu’ils défendent des valeurs universelles – les droits à la liberté d’opinion et d’expression, et le droit de faire pacifiquement état de son désaccord sans avoir à craindre d’être arrêté ou agressé par des forces autoritaires telles que les bassidjis. » Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix en 2003, 28 juillet 2009.

Les défenseurs des droits humains cible des arrestations arbitraires durant les troubles postélectoraux font actuellement l’objet de harcèlement et de persécutions, des pratiques dont ils sont victimes depuis des années. Abdolfattah Soltani, avocat et défenseur des droits humains, a été arrêté le 16 juin à son cabinet par quatre agents des services de sécurité en civil qui n’ont pas présenté de mandat d’arrêt. Cet homme est membre du Centre de défense des droits humains (CDDH), fondé en 2002 par des avocats de renom, dont Shirin Ebadi, et qui a été fermé en décembre 2008. Ce centre était mentionné dans l’acte d’accusation lu lors du premier « procès pour l’exemple » (voir chapitre 6) et qui affirmait que le CDDH avait « joué un rôle important dans le chaos postélectoral ». Abdolfattah Soltani a été remis en liberté sous caution le 26 août, mais les autorités lui ont interdit en octobre de se rendre en Allemagne où il devait recevoir un prix des droits humains.

Mohammad Mostafaei, avocat et défenseur des droits humains, a été arrêté le 25 juin à Téhéran par des agents des services de sécurité en civil et accusé de « complot contre la sûreté de l’État » et de « propagande contre le régime ». Détenus dans la division 209 de la prison d’Evin, il a été libéré le 1er juillet après le versement d’un milliard de rials (environ 72 000 euros). Il est connu pour avoir dénoncé l’exécution de mineurs délinquants en Iran.
Mohammad Ali Dadkhah, avocat spécialisé dans la défense des droits humains et également membre du CDDH, a été arrêté le 8 juillet 2009 à son cabinet de Téhéran et emmené avec plusieurs de ses confrères. Certains d’entre eux ont été relâchés peu après, mais Mohammad Ali Dadkhah a été détenu dans la prison d’Evin jusqu’au 14 septembre, date à laquelle il a été remis en liberté sous caution. On était resté sans nouvelles de lui pendant au moins trois semaines. Lors du premier « procès pour l’exemple », l’accusation a affirmé que des armes, des munitions et des « documents démontrant qu’il était en communication avec des pays étrangers dans le but de créer le chaos » avaient été découverts à son domicile93.

Shadi Sadr, avocate, journaliste et militante des droits humains, a été arrêtée de manière arbitraire le 17 juillet, en raison, semble-t-il, de ses activités en faveur des droits humains après l’élection. Elle marchait dans une rue très fréquentée avec un groupe de militantes des droits des femmes quand des hommes en civil non identifiés l’ont fait monter de force dans une voiture. Elle a été frappée à coups de matraque avant d’être emmenée dans un lieu inconnu. Shadi Sadr a été remise en liberté onze jours plus tard après le versement de 50 millions de tomans (environ 34 700 euros). Bien qu’elle n’ait pas été jugée, elle était mentionnée dans l’acte d’accusation général lu lors du premier « procès pour l’exemple » comme faisant partie du mouvement des femmes impliqué dans la présumée « révolution de velours » (voir chapitre 6).

Shiva Nazar Ahari, journaliste, blogueuse et membre du Comité des reporters des droits humains (CHRR) ainsi que d’autres groupes de défense des droits humains, a été arrêtée le 14 juin sur son lieu de travail, à Téhéran. Les agents des forces de sécurité qui l’ont arrêtée avaient perquisitionné son domicile la nuit précédente et saisi plusieurs objets personnels. Elle a été remise en liberté sous caution le 23 septembre95. Dans un entretien avec le Comité des reporters des droits humains après sa remise en liberté, elle a déclaré :

« Les accusations qui m’ont été notifiées le 15 juin étaient d’avoir menacé la sécurité nationale en appartenant à l’OIMP et en organisant des manifestations de masse, ou comme ils disaient, les troubles. Il faut qu’ils me disent quel est le rapport de ces accusations avec mes activités et mes antécédents. Apparemment, cette fois, ces accusations étaient courantes et formulées contre la plupart des personnes [arrêtées]. J’ai alors compris que pour eux tout le monde est affilié à l’OIMP sauf preuve du contraire. L’idée que je ne sois pas membre de l’OIMP est quelque chose que les agents de l’État ne peuvent pas comprendre.

Mais durant les interrogatoires, d’autres accusations ont été formulées. Par exemple, avoir agi contre la sécurité nationale en étant membre de groupes interdits, en donnant des interviews à des médias étrangers et en créant le chaos en organisant des manifestations de masse et en y participant96. »

Ali Bikas (voir plus haut), journaliste, membre du Comité étudiant pour la défense des prisonniers politiques (SCDPP) et militant pour les droits de la minorité azéri d’Iran, a été arrêté à la mi-juin à Téhéran. Il est maintenu en détention dans la division 209 de la prison d’Evin et, selon les informations dont disposait Amnesty International au moment de la rédaction du présent rapport, il n’avait pas été autorisé à recevoir la visite de ses proches ni à consulter un avocat depuis son arrestation97.
Naseh Faridi, également membre du SCDPP, a été arrêté le 15 juin et remis en liberté après versement d’une caution de 500 millions de rials (environ 35 000 euros) vers le 1er septembre. Il a été accusé dans un acte d’accusation publié le 1er août par l’agence de presse Fars d’avoir transmis des informations à l’OIIMP et d’autres activités liées à son action en faveur des droits humains, notamment d’avoir donné des interviews à des médias étrangers. Il aurait été régulièrement convoqué au tribunal depuis sa remise en liberté et on lui aurait chaque fois dit de revenir un autre jour. Par ailleurs, des inconnus lui téléphoneraient en le menaçant d’une lourde peine d’emprisonnement s’il poursuit ses activités en faveur des droits humains98.

Des militantes des droits des femmes particulièrement actives ces dernières années ont été victimes de représailles pour leurs activités pacifiques avant l’élection et pendant le scrutin ; la répression n’a pas cessé depuis. Le mouvement des femmes a été cité dans l’acte d’accusation général lu lors du premier « procès pour l’exemple » comme faisant partie de la « révolution de velours » (voir chapitre 6, plus loin).


Kaveh Mozaffari, journaliste et membre du Comité masculin de la campagne, était incarcéré au moment de l’élection. Il avait été arrêté au cours d’une manifestation pacifique à l’occasion de la Journée internationale du travail, le 1er mai. Libéré sous caution le 24 juin, il a de nouveau été arrêté le 9 juillet alors qu’il rentrait chez lui après avoir tenté d’emmener sa belle-mère à l’hôpital. Il a été libéré sous caution le 17 août.

Les autorités ont recommencé à harceler les membres de la campagne en octobre. Au moins 10 d’entre eux ont reçu des citations à comparaître en justice. Ce fut notamment le cas de Kaveh Mozaffari et de son épouse, Jelveh Javaheri, qui avait été arrêtée à plusieurs reprises et condamnée au moins deux fois. Elle a été condamnée en octobre 2009 à six mois d’emprisonnement pour avoir « refusé d’obtempérer aux ordres de la police dans l’intention de porter atteinte à la sécurité nationale » après avoir été empêchée d’assister à un séminaire organisé en juin 2008 à l’occasion d’une journée de solidarité avec les femmes iraniennes.

Les syndicalistes continuent aussi d’être la cible d’arrestations arbitraires et de poursuites. Les ouvriers sont autorisés à former des Conseils islamiques du travail dans les entreprises employant de plus de 50 personnes, mais ils ne peuvent pas créer des syndicats indépendants ni toute autre organisation ouvrière. Ceux qui ont formé des syndicats indépendants ont été la cible d’une répression sévère.
En avril 2009, cinq dirigeants du syndicat de la sucrerie Haft Tapeh Sugar Cane Company ont été condamnés à des peines comprises entre quatre et six mois d'emprisonnement pour « propagande contre le régime », après avoir donné des interviews le 1er mai 2008 à des médias étrangers à propos des conditions de travail dans l'usine. Ali Nejati, Jalil Ahmadi, Fereydoun Nikufar, Qorban Alipour et Mohammad Haydari Mehr ont été emprisonnés en novembre après la confirmation de leurs condamnations en appel.

Leur incarcération porte à sept le nombre de syndicalistes indépendants détenus au moment de la rédaction du présent rapport. Mansour Ossanlu et Ebrahim Madadi, dirigeants du Syndicat des travailleurs de la compagnie d'autobus de Téhéran et de sa banlieue, purgent respectivement des peines de cinq et trois ans d'emprisonnement qui leur ont été infligées en raison de leurs activités syndicales. Amnesty International les considère comme des prisonniers d'opinion. Bien que malade, Mansour Ossanlu, également cité dans l'acte d'accusation général lu lors de la première audience des « procès pour l'exemple », est privé des soins médicaux qui lui sont nécessaires.

Les membres des minorités ethniques et religieuses continuent également d'être la cible d'arrestations arbitraires, entre autres mesures de répression dont ils sont systématiquement victimes depuis des décennies. C'est notamment le cas des Arabes ahwazis, des Baloutches, des Kurdes et des membres de la minorité azérie.

De nombreux membres des minorités ont été arrêtés depuis l'élection, soit dans le cadre des manifestations soit pour d'autres raisons. C'est ainsi qu'Ammar Goli, kurde, était au nombre des dizaines de Kurdes qui auraient été arrêtés à Sanandaj le 12 novembre au cours de manifestations de protestation contre l'exécution la veille d'Ehsan Fattahian. Celui-ci, kurde, avait dans un premier temps été condamné à une peine de dix ans d'emprisonnement pour appartenance au Komala (Organisation révolutionnaire des travailleurs du Kurdistan), un groupe d'opposition kurde de gauche. Condamné à mort à l'issue de la procédure d'appel, il n'avait eu accès à aucune voie de recours contre sa sentence capitale. L'exécution d'Ehsan Fattahian semble avoir été programmée à titre de représailles pour une série d'attaques visant des juges et des responsables élus perpétrées en septembre dans la province du Kurdistan et qui avait entraîné la mort de trois personnes. Amnesty International avait condamné ces attaques.

Ammar Goli est le frère de Yaser Goli, secrétaire de l'Union démocratique des étudiants kurdes, qui a été arrêté le 17 octobre 2007. Condamné à une peine de quinze ans d'emprisonnement qu'il doit purger en exil intérieur pour « inimitié à l'égard de Dieu » et « propagande contre le régime » pour son appartenance présumée à un groupe kurde d'opposition interdit, Yaser Goli a vu sa peine confirmée en appel en février 2009. Son avocat a affirmé par la suite qu'aucun élément prouvant des accusations aussi graves n'avait été présenté. La famille de Yaser Goli a été harcelée pour avoir exprimé publiquement son inquiétude à propos de son arrestation et de ses conditions de détention.

Seules trois minorités religieuses – les chrétiens, les juifs et les zoroastriens – sont autorisées par la Constitution iranienne à pratiquer leur religion. Les fidèles de groupes religieux non reconnus, comme les Baha‘is et les Ahl-e Haq, risquent tout particulièrement d’être victimes de discrimination, entre autres atteintes à leurs droits fondamentaux. Les musulmans convertis à d’autres religions et les chrétiens évangélistes qui font du prosélytisme, ainsi que
les musulmans sunnites dont la plupart appartiennent aux minorités ethniques de l’Iran, sont également la cible de la répression.

Six personnes ont, par exemple, été arrêtées à la suite de descentes de police au domicile de 12 Baha’is à Téhéran le 14 janvier 2009. L’une d’entre elles a été relâchée rapidement, mais les cinq autres ont été détenues pendant près de deux mois dans la prison d’Evin avant d’être remises en liberté sous caution\(^1\). Sept responsables de la communauté baha’ie – Mahvash Sabet, Fariba Kamalabadi Taefi, Jamaloddin Khanjani, Afif Naeimi, Saeid Rezaie, Behrouz Tavakkoli et Vahid Tizfahm – arrêtés en mars et en mai 2008 étaient maintenus en détention dans la prison d’Evin au moment de la rédaction du présent rapport. Leur procès, probablement pour des accusations passibles de la peine de mort, a été ajourné à deux reprises au moins et ils n’ont pas été autorisés à consulter des avocats de leur choix\(^1\).

Maryam Rostampour et Marzieh Amirizadeh Esmaeilabad, deux femmes converties au christianisme, ont été libérées de la prison d’Evin le 18 novembre. Détenues depuis mars 2009, elles ont été acquittées en octobre par un tribunal révolutionnaire de l’accusation d’« agissements contre la sûreté de l’État », mais sont toujours poursuivies pour « prosélytisme » et « apostasie » devant un tribunal de droit commun. Ces chefs d’accusation n’existent pas dans le Code pénal, mais la législation iranienne prévoit que les juges utilisent leur connaissance du droit musulman pour juger les affaires pour lesquelles il n’existe pas de texte de loi. Cela semble constituer une violation de l’article 15 du PIDCP, qui prohibe les poursuites pour des faits qui ne constituaient pas des infractions lorsqu’ils ont été commis\(^1\).

Les Iraniens vivent depuis des décennies dans la crainte des arrestations et des détentions arbitraires. Des signes inquiétants indiquent que ces violations systématiques des droits humains, qui entraînent des restrictions à de nombreux autres droits et libertés, sont renforcées par un État déterminé à réduire au silence les voix dissidentes. La loi et les pratiques des responsables de l’application des lois doivent être mises en conformité avec les normes internationales de manière à ce que les Iraniens ne risquent plus d’être arrêtés, emprisonnés, torturés et condamnés à mort pour avoir exercé de manière pacifique leurs libertés fondamentales.
4. HOMICIDES ILLÉGAUX ET RECOURS EXCESSIF À LA FORCE

« A » marchait lentement dans la rue Azadi en direction de la place Azadi, main dans la main avec deux de ses cousines. C'était le 20 juin en fin de matinée et la manifestation était pacifique. Cette femme a déclaré à Amnesty International qu'un très grand nombre de personnes étaient soudain arrivées en courant dans leur direction. Elles tentaient d'échapper à une charge de policiers antiémeutes qui, le visage masqué, frappaient des manifestants depuis le siège arrière de motos qui circulaient sans précaution au milieu de la foule.

« J'ai reçu deux coups de matraque, au cou et à la tête. Je me suis pliée en deux. Des gens m'ont aidée à me mettre sur le côté de la rue car je pouvais à peine marcher. Le gaz lacrymogène en suspension dans l'air nous brûlait le visage. »

« A », dont l'organisation a recueilli le témoignage en dehors de l'Iran, a ajouté qu'elle savait qu'elle ne pouvait pas aller à l'hôpital :

« Ma belle-sœur qui est infirmière m'avait dit que des ambulances des services de sécurité étaient venues à l'hôpital pour emmener bon nombre des blessés, y compris certains que le personnel médical était en train de soigner. »

Beaucoup de participants à la manifestation ont déclaré que des hommes armés en civil qui, d'après eux, étaient des miliciens bpostidjis, avaient utilisé une force excessive, y compris lorsque les manifestations étaient entièrement pacifiques. Ils se sont plaints d'avoir été souvent la cible de gaz lacrymogène, de charges à coups de bâton ou en moto, de coups de matraque, voire dans certains cas de balles réelles. De tels agissements constituent une violation de l'article 22 du PIDCP qui garantit le droit de rassemblement pacifique. La police a reconnu, en août, que 433 plaintes avaient été déposées contre des policiers pour des « actes répréhensibles » commis pendant les manifestations ; ce chiffre ne comprend probablement pas les plaintes déposées contre les bassidjis.

Les autorités ont affirmé que 36 personnes, dont des bassidjis, avaient trouvé la mort au cours des troubles qui ont suivi l'élection ; selon l'opposition le nombre des victimes s'élevait à 72 à la date du 5 septembre. Le site Internet Norooz a rapporté que des agents de l'État avaient montré aux proches des personnes portées disparues après les manifestations des albums contenant les photos de centaines de corps entassés dans des morgues improvisées. Les éléments de preuve recueillis par l'opposition et montrés au quotidien britannique The Times indiquent qu'au moins 200 manifestants ont été tués à Téhéran et 173 dans d'autres villes. Plus de la moitié d'entre eux ont été tués dans la rue. On reste sans nouvelles de plus d'une cinquantaine de personnes.
LES BASSIDJIS

Les bassidjis sont une force paramilitaire de bénévoles, hommes et femmes, créée en 1979 par l’ayatollah Khomeini pour promouvoir les objectifs de la révolution islamique. Ils appartiennent aux gardiens de la révolution. Leurs missions principales sont le maintien de l’ordre, la répression de la dissidence et la promotion du code vestimentaire islamique. Les bassidjis sont en fait une force de police parallèle dont les membres n’ont que rarement, voire jamais, à rendre compte de leurs actes. Le chef du bassidj donne des ordres à des commandants rémunérés qui les transmettent au réseau des bénévoles. Les bassidjis sont régulièrement attaqués des manifestants au fil des années.

Ils ne reçoivent apparemment aucune formation aux méthodes de maintien de l’ordre conformes aux normes internationales dans ce domaine. Amnesty International a recueilli le témoignage crédible, bien que non confirmé, d’un proche d’un gardien de la révolution qui affirme que les bassidjis avaient reçu l’ordre de disperser les manifestations en utilisant « tous les moyens nécessaires ». Ils devaient agir de manière à créer la confusion, le chaos et la peur parmi les manifestants en les attaquant au hasard à coups de matraque ou en tirant en direction de la foule – ce comportement correspond aux nombreux récits et aux vidéos montrant les agissements des bassidjis au cours des manifestations. L’organisation appelle les autorités iraniennes à mettre immédiatement un terme à l’utilisation de la milice bassidj pour maintenir l’ordre lors des manifestations.

Selon certaines sources, 44 corps auraient été enterrés en secret la nuit dans des tombes anonymes situées dans la division 302 du cimetière de Behesht-e Zahra, à Téhéran111. Après la révélation de l’existence de ces tombes, Mahmoud Rezayan, le responsable du cimetière, a déclaré que des médecins légistes avaient certifié que les corps étaient ceux d’inconnus morts à la suite d’accidents de la circulation ou d’overdose. Toutefois, les documents montrés au Times contiennent des déclarations de médecins légistes qui réfutent cette explication112.

Le 25 août, l’un des membres de la Commission parlementaire de l’article 90, chargée d’examiner les plaintes des particuliers contre des agents de l’État, a réclamé l’ouverture d’une enquête officielle sur les « rumeurs ». Quelques heures plus tard, une délégation de parlementaires s’est rendue au cimetière après avoir appris que la division 302 allait être recouverte de bitume113. Le responsable du cimetière a été licencié sur ordre du maire de Téhéran114. Quelques jours plus tard, des responsables de la municipalité ont déclaré qu’ils allaient mener une enquête sur les allégations à propos d’enterrements secrets115 ; aucune autre information n’a été fournie par la suite.

L’absence de transparence des autorités signifie que l’on ne connaîtra jamais le nombre réel des victimes. Les enquêtes ouvertes par des ONG, entre autres, ont été contrecarrées. Ainsi que nous l’indiquions plus loin, des familles ont été menacées dans le but de les empêcher d’évoquer en public la mort de leurs proches ou les blessures qu’ils avaient reçues ; certaines ont été contraintes de dire que leurs proches étaient morts de causes naturelles. Des tiers qui prétendaient être la personne décédée sont apparus à la télévision.
En dépit de toutes les attaques, les bassidjis n’ont jamais fait usage d’armes et ils ne disposaient que de matériel d’auto-défense […] Quand notre base a été attaquée, nos frères ont été la cible pendant plus de trois heures de pierres et de grenades lancées par les envahisseurs […] Mais notre base a fini par s’effondrer. Une mère et sa fille innocentes sont malheureusement mortes en martyrs. Les rapports d’experts indiquent que l’angle de tir ne venait pas du côté de nos membres […] « Commandant Abdollah Eraghi, chef des gardiens de la révolution du Grand Téhéran, 26 août 2009.116

Néanmoins, de très nombreux éléments ont révélé que des homicides illégaux avaient été commis par les forces de sécurité, et tout particulièrement par les bassidjis. Outre les témoignages habituels, les manifestants et les personnes qui se trouvaient sur les lieux ont largement utilisé leurs téléphones mobiles pour filmer les faits. Les séquences tournées lors de l’intrusion dans une résidence de l’université de Téhéran le 14 juin montrent des hommes vêtus de noir et armés de matraques, entre autres, qui pourchassent et attaquent des étudiants, lesquels ont identifié plus tard leurs agresseurs comme des bassidjis.1 Une vidéo tournée le 15 juin montre un bassidi qui tire des coups de feu en direction des manifestants depuis un immeuble utilisé par la milice ; sept personnes au moins ont trouvé la mort ce jour-là. La mort de Neda Agha Soltan a également été filmée (voir plus loin).

On sait que des coups de feu ont été tirés en direction des manifestants, apparemment par des bassidjis, les 14, 15 et 20 juin ainsi que le 9 juillet, et peut-être aussi à d’autres dates. C’est ainsi que le 15 juin, à Téhéran, les bassidjis ont ouvert le feu à la fin d’un rassemblement dans les quartiers de Velenjak, de Jordan et de Darous. Selon certaines sources, une personne a été tuée et de nombreuses autres ont été blessées. Un médecin a fait le récit suivant des faits dont il a été témoin le 20 juin118 :

« Je suis médecin et j’ai vu de l’intérieur d’une ambulance, juste en face de la station de métro Navvab, quelques bassidjis armés de fusils kalashnikov et G3 qui tiraient directement sur des gens depuis le toit de la mosquée Lolagar. J’ai vu de mes propres yeux des fragments de cervelle d’un jeune garçon éparpillés sur les quais noirs en face du métro.

« J’ai vu […] à quelques mètres de moi, un jeune homme atteint à la gorge par une grenade lacrymogène qui avait été tirée directement et délibérément dans sa direction. Le sang a jailli de sa gorge, il est tombé par terre et il est mort.

« J’ai vu une jeune fille tomber face contre terre sur le bitume après qu’un bassidji l’a frappée violemment à la tête avec sa chaîne. »

Le parquet général de Téhéran a annoncé, le 22 juin, l’ouverture d’une enquête sur les homicides commis pendant les manifestations du 20 juin119. À la connaissance d’Amnesty International, les conclusions des investigations n’ont pas été rendues publiques.

Le 25 juin, Yaqoub Barvayeh, un étudiant de 27 ans, aurait été abattu par des bassidjis depuis le toit de la mosquée Lolagar, à Téhéran120. Il est mort après son transfert à l’hôpital. La famille de cet homme a affirmé qu’elle était à côté du corps quand des bassidjis sont venus l’emporter de force ; on l’a informée deux jours plus tard du lieu où il avait été enterré121.
Ali Reza Tavassoli, 12 ans, a été tué le 30 juillet au cours de la manifestation marquant le 40e jour de la mort de Neda Soltan. Des informations sur la mort de cet enfant ont commencé à circuler, sa famille a alors déclaré qu’il avait trouvé la mort dans un accident de voiture. Toutefois, deux médecins et un policier ont affirmé par la suite qu’il était mort des suites de coups à la tête et que des bassidjis étaient venus chercher le corps à l’hôpital. La tante d’Ali Reza Tavassoli a déclaré que les autorités avaient donné une somme d’environ 1 425 euros à ses parents pauvres pour qu’ils mentent à propos des circonstances de sa mort.122

### LES NORMES RÉGISSANT L’UTILISATION DE LA FORCE

Le rôle des forces de sécurité, dont les bassidjis, aurait dû être de protéger le droit de réunion pacifique et la sécurité de tous, y compris les personnes qui ne participaient pas aux manifestations. Un événement public entraîne parfois des accès de violence qui peuvent être isolés et contrôlés ou qui peuvent dégénérer en émeute avec l’utilisation d’armes improvisées. Les principes de proportionnalité et de nécessité s’appliquent dans tous les cas.

Le Code de conduite pour les responsables de l’application des lois [ONU] et les Principes de base sur le recours à la force et l’utilisation des armes à feu par les responsables de l’application des lois [ONU] disposent que la police ne peut recourir à la force que lorsque cela est strictement nécessaire et dans la mesure exigée par l’accomplissement de ses fonctions. Les armes à feu ne doivent être utilisées que pour défendre des tiers contre une menace imminente de mort ou de blessure grave ou pour prévenir une infraction grave mettant en danger la vie humaine, et seulement lorsque des mesures moins extrêmes sont insuffisantes pour atteindre ces objectifs. Les responsables de l’application des lois ne doivent recourir intentionnellement à l’usage meurtrier d’armes à feu que si cela est absolument nécessaire pour protéger des vies humaines.


L’utilisation par les forces de sécurité d’une force excessive, et dans certains cas meurtrière, contre des manifestants, entre autres, n’a pas cessé depuis la fin des troubles qui ont suivi l’élection. C’est ainsi qu’à la fin d’octobre, des gardes en faction devant le bureau du gouverneur de la province d’Oroumiyeh ont violemment battu Ahmad Naghizadeh, journaliste et porte-parole de la campagne présidentielle de Mohsen Rezaei. Cet homme tentait de prendre, avec son téléphone mobile, des photos de banderoles célébrant la désignation du nouveau gouverneur de la province quand il a été agressé.123

Les gouvernements doivent veiller à ce que toutes les plaintes pour homicides illégaux fassent sans délai l’objet d’une enquête impartiale et sérieuse confiée à un organisme indépendant des responsables présumés de ces agissements et disposant des pouvoirs et des moyens nécessaires pour mener à bien les investigations. Les méthodes et conclusions des enquêtes doivent être rendues publiques. Le corps de la victime présumée ne doit pas être enterré avant qu’une autopsie sérieuse n’ait été pratiquée par un médecin compétent et en mesure d’exercer ses fonctions en toute impartialité. Tout agent de l’État soupçonné d’être responsable d’un homicide illégal doit être suspendu de ses fonctions pendant toute la durée de l’enquête. Les plaignants, témoins, avocats, juges et autres personnes concernées par
l’enquête doivent bénéficier d’une protection contre l’intimidation et les représailles.

L’usage excessif de la force meurtrière s’est poursuivi tout au long des manifestations du 4 novembre. Ce jour-là, à Isphahan, Mehdi Nilforoushzadeh, qui faisait ses études en Arménie, a été abattu en présence de ses proches devant le domicile familial. Un parlementaire a indiqué qu’une enquête serait ouverte.\(^{124}\)

L’HOMICIDE DE NEDA AGHA SOLTAN

Neda Agha Soltan, 27 ans, a été abattue le 20 juin à Téhéran durant une manifestation pacifique contre le résultat de l’élection. Son agonie filmée au moyen d’un téléphone mobile et largement diffusée sur Internet est devenue le symbole de la répression des troubles postélectoraux.

En début de soirée, sur l’avenue Kargar, Neda Agha Soltan et plusieurs autres personnes, dont son professeur de musique, ont décidé de sortir de leur voiture, la circulation étant bloquée par la manifestation pacifique. Les policiers antiémeutes circulant en moto avaient commencé à disperser la foule avec du gaz lacrymogène quand Neda Agha Soltan, qui se trouvait rue Khosravi, a reçu une balle dans la poitrine.

Le Dr Arash Hejazi est venu à son secours quelques secondes après qu’elle eut été touchée et avant qu’elle ne tombe par terre. Il a déclaré à Amnesty International qu’il avait vu du sang jaillir de sa poitrine. Il a ajouté que la balle semblait l’avoir atteinte juste au-dessus de la clavicule où elle avait apparemment percé l’aorte ou le poumon. Bien qu’ayant reçu les premiers soins, la jeune femme est morte en moins d’une minute. Ses compagnons l’ont emmenée en voiture à l’hôpital Shariati tout proche où son décès a été confirmé.

Sa famille a été informée de sa mort et elle a, semble-t-il, consenti au prélèvement d’organes en vue de transplantation. Des balles ou d’autres éléments ou d’autres éléments médicaux liés aux circonstances de sa mort ont pu être détruits à cette occasion. Aucune autopsie n’a été pratiquée avant son enterrement au cimetière de Behesht-e Zahra. Le corps a été restitué à la famille sous surveillance policière à la demande insistante de ses parents et elle a été enterrée dans une division du cimetière que les autorités avaient apparemment réservée aux personnes tuées durant les troubles.

Cette affaire est devenue le symbole de la manière dont les autorités ont réagi aux atteintes présumées aux droits humains, à savoir par des menaces, des contre-accusations et des faux fuyants, entre autres, donc tout sauf un effort pour établir la vérité et obliger les responsables à rendre compte de leurs actes.

Selon le Dr Arash Hejazi, un bassidji s’était incriminé en s’exclamant qu’il n’avait pas eu l’intention de tuer la jeune femme. Des témoins se sont emparés de la carte d’identité de cet homme dont la photo a ensuite été diffusée sur Internet.

Toutefois, des responsables gouvernementaux ont nié l’implication des forces de sécurité dans la mort de Neda Agha Soltan et ils ont, dans certains cas, mis en cause d’autres personnes. L’ayatollah Ahmad Khatami, un représentant du Guide suprême, a affirmé le 26 juin lors de la prière du vendredi à l’université de Téhéran que les éléments de preuve démontraient que les manifestants eux-mêmes avaient tué cette jeune femme, et ce à des
fins de « propagande » contre le régime. La télévision publique a montré une femme affirmant être Neda Agha Soltan et déclarant qu’elle était vivante et qui laissait entendre que l’OIMP était responsable de la mort de la femme figurant sur la vidéo.

Les autorités ne se sont pas contentées de mettre en cause l’OIMP et des responsables ont aussi essayé d’accuser des gouvernements étrangers. C’est ainsi que Mohammad Hassan Ghadiri, ambassadeur d’Iran au Mexique, a insinué que la Central Intelligence Agency (CIA, services de renseignement des États-Unis) était peut-être impliquée. Il a laissé entendre que la vidéo révélait qu’il s’agissait d’un homicide planifié, visant une femme pour atteindre efficacement l’objectif recherché. Il a ajouté que les éléments médicolégaux démontraient que Neda Agha Soltan avait été atteinte d’une balle tirée par derrière et non de face et d’un « type non disponible en Iran ».

Neda Soltani, dont la photo avait par erreur été présentée comme celle de Neda Agha Soltan, a elle aussi été prise dans le complot visant à dissimuler la vérité. Elle a déclaré à Amnesty International :

« Des agents du ministère du Renseignement sont venus chez moi le 25 juin. J’étais absente et ils ont dit à ma mère que je devais me présenter dans leurs locaux à 16 heures. J’avais très peur et je ne savais quoi faire, mais j’ai fini par penser que j’éveillerais les soupçons si je n’y allais pas. Je me suis donc rendue [au ministère].

« Il y avait plusieurs personnes – je ne sais comment ils s’appellaient parce qu’ils n’utilisaient pas de noms. Certains étaient des agents du ministère du Renseignement et d’autres de la télévision. Ils m’ont parlé et m’ont dit ce que je devais raconter. Ils m’ont obligée à tout dire pendant que j’étais filmée. Certains d’entre eux étaient armés, mais ils ne se sont pas servis de leurs armes pour m’intimider. Ils m’ont menacée. Ils disaient qu’il était préférable pour ma sécurité que je fasse ce qu’ils voulaient.

Ils savaient que j’avais donné une photo à l’ambassade de Grèce pour obtenir un visa Schengen [en vue de participer à une conférence universitaire] et ils voulaient que je dise cela pendant qu’on me filmait. Je pense qu’ils avaient l’intention de dire que l’ambassade de Grèce était impliquée d’une manière ou d’une autre dans la mort de Neda, mais j’ai simplement accepté de dire que je l’avais donnée « à une ambassade ».

« Ils m’ont remis une liste de choses dont je devais parler. Ils m’ont filmée plusieurs fois pendant que je répétai les mêmes choses. J’ai d’abord dû me présenter puis raconter l’histoire de la photo. J’ai expliqué que la photo avait été récupérée sur Facebook en insistant sur le fait qu’elle était destinée à l’obtention d’un visa. Puis j’ai dû parler de ce qui se passait en Iran. Enfin, j’ai dû demander aux autorités de prendre des mesures contre le journal Ettemad-e Melli, qui avait reproduit ma photo, et dire qu’il devait la retirer.

« Ils m’ont dit qu’”un groupe” avait planifié le meurtre de Neda. Ils avaient dit la même chose à la télévision, que les angles [de tir] étaient suspects et que les monafeqins [le nom que les autorités utilisent pour désigner l’OIMP] étaient responsables. »

Les personnes qui se sont exprimées à propos de l’homicide de Neda Agha Soltan ou qui en ont été témoins ont été intimidées et harcelées ou ont fait l’objet de poursuites. Le 30 juin, le chef de la police a annoncé que les autorités iraniennes avaient demandé à Interpol de décerner un mandat d’arrêt international contre le Docteur Arash Hejazi ; Interpol a démenti
par la suite qu’une demande dans ce sens ait été faite127. Arash Hejazi a été accusé d’avoir empoisonné l’atmosphère internationale contre le gouvernement iranien et répandu des informations fausses à propos de l’homicide en donnant sa version des faits à des médias étrangers. En octobre, il a obtenu l’asile au Royaume-Uni où il faisait ses études avant l’élection. Des femmes bassidjis ont manifesté, le 12 novembre devant l’ambassade du Royaume-Uni à Téhéran pour réclamer l’extradition d’Arash Hejazi. Zohreh Elahian, membre de la Commission parlementaire de la sécurité nationale et des affaires étrangères, qui a participé à la manifestation a déclaré que des preuves authentiques indiquaient que le meurtre de Neda Agha Soltan avait été planifié par des éléments étrangers.128

La télévision nationale a montré la famille et les amis de Neda Agha Soltan qui affirmaient qu’elle n’avait pas été abattue par le bassidji mis en cause. Le père de la jeune femme se trouvait en Turquie au moment de sa mort. A son retour à l’aéroport Imam Khomeiny, il se serait mis à pleurer en hurlant : « Ils ont tué ma fille ». La télévision nationale l’a néanmoins montré plus tard en train de dire qu’elle avait été tuée par les monafeqins.

La famille de Neda Agha Soltan aurait été contrainte de déménager quelques jours après sa mort et on lui aurait déconseillé de laisser des personnes se rassembler pour des cérémonies commémoratives. Le gouvernement aurait interdit les prières collectives dans les mosquées en mémoire de Neda Agha Soltan. Aucune veillée funèbre n’a été autorisée – tous les restaurants, salles de réunion et mosquées se sont vu interdire d’accueillir une telle cérémonie.

Caspian Makan, un photographe ancien fiancé de Neda Agha Soltan, a été arrêté à son domicile dans le nord de Téhéran peu après avoir affirmé, le 22 juin, à la chaîne de télévision en persan de la BBC : « Des témoins oculaires et la vidéo [...] indiquent clairement que des paramilitaires bassidjis l’ont probablement [...] prise délibérément pour cible. » Il a déclaré à Amnesty International que sept agents de l’État en civil avaient fait irruption à son domicile et emporté la plupart de ses photos, entre autres effets personnels. Il a été directement transféré à la prison d’Evin, mais son lieu de détention n’a pas été immédiatement révélé.

Il a déclaré que ceux qui l’interrogeaient lui avaient demandé pourquoi il avait pris des photos et fait des déclarations à des médias étrangers ; on lui a également posé des questions au sujet de Neda Agha Soltan. Quelques jours plus tard, on lui a dit qu’il allait être inculpé d’activités nuisant à la sécurité nationale et de « dénonciation de l’Iran ». On lui a aussi demandé de démentir publiquement que Neda Agha Soltan avait été tuée par un membre des forces de sécurité et on l’a contraint à rédiger sa « dernière défense ». Il a précisé à Amnesty International que, bien que ceux qui l’interrogeaient lui aient donné l’ordre de dire que la jeune femme avait été tuée par un membre de l’OIMP, ils ne semblaient eux-mêmes pas croire à ce qu’ils disaient. Caspian Makan a été remis en liberté au bout de soixante-cinq jours après avoir versé une caution d’un montant très élevé et il est apparu à la télévision comme les forces de sécurité l’avaient exigé. Il a quitté l’Iran par la suite car il craignait pour sa sécurité et avait peur d’être jugé.

Depuis sa libération, son père a été convoqué deux fois par le tribunal et son frère a été détenu pendant quatre jours. Hamid Panahi, le professeur de musique de Neda Agha Soltan, a lui aussi été détenu pendant quarante-huit heures.
La pierre tombale de Neda Agha Soltan a été détruite le 5 novembre, apparemment par des agents de l’État. Les autorités ne pouvaient, semble-t-il, même pas tolérer ce rappel de son homicide. La mère de la jeune femme a déclaré à CNN : « Des gens écrivent le mot “martyre” à l’encre rouge sur sa tombe, puis les autorités l’effacent. »

LES MÈRES EN DEUIL HARCELÉES POUR AVOIR PROTESTÉ CONTRE LES MORTS

Après la mort de Neda Agha Soltan, des femmes ont créé un groupe appelé Les mères en deuil (Madaran-e Azadar). Elles ont décidé de se réunir en silence dans le parc Laleh, à Téhéran, le samedi entre dix-neuf et vingt heures – le jour et l’heure de la mort de la jeune femme – « jusqu’à la libération de toutes les personnes arrêtées pour avoir protesté contre la fraude électorale, jusqu’à la fin des violences et jusqu’à ce que les meurtriers de leurs enfants soient poursuivis ».

Leur mouvement de protestation pacifique n’a pas échappé aux autorités ; leurs rassemblements ont été dispersés par les forces de sécurité et plusieurs d’entre elles ont été arrêtées. Citons notamment Zeynab Peyghambarzadeh, une étudiante militante des droits humains qui est aussi membre de la campagne du million de signatures. Elle a été interpellée lors du second rassemblement, le 4 juillet, et détenue jusqu’au lendemain matin.
5. TORTURE ET AUTRES MAUVAIS TRAITEMENTS

Ali Kheradnejad, 31 ans, diplômé en gestion des entreprises à l’université de Yazd, a indiqué à Amnesty International que, le 9 juillet, il manifestait pacifiquement avec d’autres personnes près d’une intersection de l’avenue Vali Asr lorsqu’il est devenu évident que la voie était barrée par la police. Selon lui, alors qu’aucun des manifestants défilant à ses côtés ne se livrait à une quelconque forme de violence, des policiers antiémeutes et des bassidjis ont chargé la foule dans laquelle il se trouvait.

« Étonnamment, tandis que les hommes se sont dispersés, les femmes parmi nous ont tenu bon. J’avais réussi à attraper une ou deux matraques, les empêchant ainsi de me frapper, lorsque – surgissant de nulle part – l’un d’eux m’a aspergé de gaz poivre. C’est alors que les coups de matraque ont commencé à pleuvoir sur ma tête, aux mains de quelque huit ou neuf personnes, certaines en uniforme, d’autres en civil. Je n’ai compris que plus tard qu’un groupe de femmes faisaient tout leur possible pour me sortir de là, mais elles n’ont pas réussi […]. Après qu’ils m’eurent jeté [dans le fourgon], j’ai senti les poings [des membres des forces de sécurité] me rouer de coups à l’arrière du crâne. »

Deux mois plus tard, certaines de ses lésions étaient encore visibles, notamment deux bosses sur sa tête. Après avoir fui l’Iran, il a été examiné par un médecin qui lui a diagnostiqué un syndrome de stress post-traumatique.

Au cours de son entretien avec Amnesty International, Ali Kheradnejad a décrit les actes de torture et autres mauvais traitements qu’il avait vus être infligés à des détenus. Il a déclaré que, quand il se trouvait au poste de police 148 (également appelé Felestim), il avait vu Amir Javadifar dans un état inquiétant, les vêtements déchirés et le front en sang. Lorsqu’il a appris que ce dernier était mort, il a décidé de s’exprimer, quels qu’en soient les risques.

Amir Javadifar, un homme de 25 ans qui faisait des études de gestion à l’université Qazvin Azad, a été arrêté le 9 juillet. Il a été matraqué si violemment par les forces de sécurité qu’il a dû être hospitalisé avant d’être conduit à la prison d’Evin131. Les personnes qui se trouvaient avec lui en détention ont dressé un tableau composite du sort qu’il avait subi : il aurait été violemment frappé à la tête pendant les manifestations et avait commencé à perdre la vue. Les coups qu’il a reçus dans les côtes ont, semble-t-il, provoqué une hémorragie interne, notamment au niveau de ses poumons132. Lors de son transfert du centre de détention de Kahrizak (voir ci-après) à la prison d’Evin, il ne pouvait pas respirer et a été pris de convulsions. Sa respiration est alors devenue de plus en plus superficielle, puis s’est arrêtée.

Ses proches ignoraient où il était jusqu’à ce qu’on leur remette son corps, le 26 juillet ou aux alentours de cette date. Son père a indiqué que celui-ci présentait des traces de coups et d’autres formes de torture133. Il a ajouté que, lorsqu’il était allé l’identifier, l’autopsie avait déjà été réalisée et qu’on lui avait affirmé que la cause du décès était indéterminée. D’après les rapports médicaux, Amir Javadifar avait été battu, il avait plusieurs fractures et ses ongles...
de pied avaient été arrachés. Selon ses proches, ce jeune homme était passionné de cinéma mais n’éprouvait aucun intérêt pour la politique ni les manifestations.

Ali Kheradnejad a par ailleurs affirmé avoir vu R.T. (nom tenu secret), âgé de 19 ans et étudiant à l’université Sharif de technologie, au poste de police 148 et à la prison d’Evin :

« Un jeune type était là, debout, quand un bassidian est venu jusqu’à lui et lui a donné un violent coup de genou dans le bas-ventre, lui broyant les testicules. Les médecins présents au poste de police sont venus, cependant, et leur ont dit qu’il allait mal et devait être envoyé à l’hôpital. Les responsables ont refusé. »

Lorsqu’il l’a revu par la suite à la prison d’Evin, « le haut de son nez avait été fracturé et ses vêtements étaient baignés de sang, mais personne n’est venu l’aider ».

**DISPARITION DE TARANEH MOUSAVI**

Le 28 juin 2009, Taraneh Mousavi, 28 ans, et plus de 2 000 autres manifestants se sont rassemblés devant la mosquée Ghoba, au nord du centre de Téhéran, en mémoire des personnes tuées dans le cadre des troubles qui secouaient l’Iran, à l’occasion d’une commémoration organisée à l’avance en hommage à une personnalité de premier plan tuée en 1981.

Amnesty International a reçu diverses informations ce jour-là, indiquant que les forces de sécurité avaient bloqué certaines rues autour de la mosquée et arrêté un grand nombre de manifestants, qu’elles ont interrogés sur place avant de les relâcher pour la plupart. Une quarantaine auraient toutefois été conduits dans un centre de détention secret de la rue Pasdaran, située à proximité, et regroupés dans une grande pièce. Certains ont été interrogés.

Comme beaucoup, Taraneh Mousavi serait ressortie bouleversée de son interrogatoire, bien qu’on ignore ce qui lui a été dit. Certains détenus ont ensuite été emmenés, probablement à la prison d’Evin et dans un poste de police. Taraneh Mousavi n’en faisait pas partie.

D’après des informations recueillies par Amnesty International, il semble qu’elle a disparu environ cinq heures après son arrestation. Quelques jours plus tard, ses parents ont appris par un appel anonyme qu’elle avait été violée, avait tenté de se suicider et avait été conduite à l’hôpital Imam Khomeiny à Karaj. Lorsqu’ils sont arrivés à l’hôpital, ses parents ont découvert qu’elle n’avait pas été enregistrée. Le personnel leur a dit qu’une infirmière avait vu une femme correspondant à la description de Taraneh Mousavi, mais qu’elle avait été emmenée alors qu’elle était inconsciente. Les jours suivants, des informations qui n’ont pu être confirmées indiquaient que Taraneh Mousavi avait été torturée à la prison d’Evin, mais on ignore à quel moment.

Dix-huit jours après son arrestation, vers le 16 juillet, des représentants de l’État dont l’identité n’a pas été divulguée ont prévenu ses parents qu’un cadavre calciné correspondant à la description de Taraneh Mousavi avait été découvert dans le désert entre Karaj et Qazvin. Sa famille, menacée de représailles si elle évoquait l’arrestation de Taraneh Mousavi, s’est rendue à Qazvin pour récupérer le corps. Ses parents, terrifiés, ont alors décidé de ne rien révéler, pas même le lieu où ils souhaitaient l’inhumer.

Le 17 juillet, des blogueurs se sont emparés du cas de Taraneh Mousavi et l’ont soumis au comité chargé du suivi des cas de personnes blessées et détenues au cours des récents événements, mis en place par Mehdi Karroubi et Mir Hossein Mousavi à la suite des atteintes aux droits humains commises durant la période postélectorale. On croit savoir que les autorités iraniennes ont saisi des documents se rapportant à cette
affaire lorsqu’elles ont contraint cet organisme à fermer ses portes en septembre 2009 (voir chapitre 7 ci-après).

Pendant la même période, l’État a diffusé à la télévision une vidéo annonçant que Taraneh Mousavi ne pouvait pas être morte car elle vivait au Canada – une affirmation répétée ensuite pas de hauts responsables10. Mehdi Karroubi a accusé cette émission d’être mise en scène sous la direction des bassidjis13, à la suite de quoi l’hodjatoleslam Seyed Hossein Shahmoradi, qui a des liens familiaux avec la femme vivant au Canada, l’a vivement critiqué pour avoir révélé des informations qu’il lui avait données en confiance indiquant clairement que ces révélations télévisées étaient fausses. Seyed Hossein Shahmoradi a déclaré que cela avait « créé davantage de discorde dans la société15 ». Par la suite, la mère de Taraneh Mousavi a été éloignée de son domicile et les autorités l’auraient placée en détention « pour assurer sa protection ».

Ce cas et bien d’autres éléments ont montré que le recours à la torture et à d’autres mauvais traitements à l’encontre de détenus était courant pendant les troubles post-électoraux. Des femmes et des hommes ont dit avoir été violés en détention, parfois à l’aide d’un instrument (voir ci-après). Les informations faisant état de cette forme particulière de viol – qui avait rarement été signalée jusqu’alors, voire jamais, par des hommes – se sont accumulées au fil des mois et donnent à penser que les sévices sexuels infligés à des dissidents pourraient avoir été autorisés à un certain niveau pendant la période qui a suivi les élections.

Outre le viol, parmi les méthodes de torture et autres mauvais traitements signalés, des détenus ont été passés à tabac, enfermés dans des espaces exigus, suspendus la tête en bas par les pieds pendant de longues périodes, privés de lumière, de nourriture et d’eau, et privés de soins médicaux. Les autorités ont reconnu qu’au moins trois personnes étaient mortes en détention vraisemblablement des suites de torture ou d’autres mauvais traitements pendant la période électorale, mais ce chiffre est probablement bien en-deçà de la réalité.

La torture et les autres mauvais traitements ont été facilités par l’habitude qu’ont les autorités de refuser aux détenus de consulter un avocat ou même d’avoir le moindre contact avec le monde extérieur, ainsi que par le fait que les membres des forces de sécurité savent qu’ils peuvent commettre ces crimes sans crainte de sanctions.

Mohammad Kamrani, 18 ans, est mort le 16 juillet ou aux alentours de cette date à l’hôpital Mehr de Téhéran des suites de blessures infligées après son arrestation, qui avaient notamment entraîné une insuffisance rénale. Il avait été arrêté le 9 juillet près de la place Vali Asr, à Téhéran, et conduit au centre de détention de Kahrizak. Il avait ensuite été transféré à la prison d’Evin. Sa famille n’a découvert qu’il y était que lorsque des gardiens ont annoncé son nom aux visiteurs qui attendaient pour voir leurs proches détenus. Le chef de l’administration pénitentiaire a déclaré par la suite que, comme Mohsen Rouholamini, il avait succombé à une méningite140.

Le 15 juillet, les parents de Mohammad Kamrani se sont rendus à la prison car on leur avait indiqué que sa libération avait été ordonnée. À leur arrivée, ils ont été informés que leur fils avait été blessé et transféré à l’hôpital Loghman. Mohammad Kamrani a ensuite été conduit à l’hôpital Mehr, où il est décédé.

Ramin Qahremani, 30 ans, est mort aux alentours du 25 juillet, deux jours après sa libération à l’issue de dix jours de détention. Il semble être décédé des suites de
complications liées à une embolie pulmonaire, vraisemblablement provoquée par des actes de torture. Il a indiqué à sa mère qu’il avait été battu et suspendu par les pieds en détention. Son corps a été inhumé sous la surveillance de policiers141.

De nombreux autres détenus ou leurs proches ont déclaré qu’ils avaient gardé des séquelles d’actes de torture et d’autres mauvais traitements. Isa Saharkhiz, par exemple, célèbre journalistes et commentateur réformiste, qui a été arrêté le 4 juillet alors qu’il se cachait depuis une descente effectuée le 20 juin à son domicile familial, a eu des côtes fracturées à cause de la torture qu’il a subie lorsqu’il était interrogé142.

Un jeune homme blessé par balle le 6 juin au cours d’une violente manifestation, qui souhaite garder l’anonymat, a déclaré à Amnesty International que, bien qu’il n’ait vu personne être torturé, il avait entendu des cris et d’autres détenus lui avaient indiqué avoir subi des décharges électriques au niveau des parties génitales.

De nombreuses personnes arrêtées pendant la période électorale se sont plaintes des conditions de détention et ont fait le récit de scènes qu’elles avaient vues, qui s’apparentaient à des traitements cruels, inhumains et dégradants. Elles ont décrit comment elles avaient été soumises à de multiples passages à tabac et à une chaleur étouffante dans des cellules exigües et surpeuplées sans ventilation, à une époque de l’année où les températures dépassent régulièrement les 40 °C. D’autres ont dit avoir entendu des prisonniers crier la nuit et vu des détenus revenir avec des membres fracturés après des interrogatoires. La petite amie d’un détenu qui a été libéré a affirmé qu’il avait développé des troubles mentaux à la suite du traitement qu’il avait subi. Elle a déclaré au quotidien The Guardian : « Il a été harcelé, insulté et torturé. Les gardiens l’ont poussé dans des escaliers alors qu’il avait les mains liées. Il a été forcé à ramper par terre comme un ver143. »

Ahmad Zeidabadi, journaliste pour Roozonline, un site d’information basé en Belgique, et porte-parole de l’Association des diplômés iraniens, a été arrêté le 21 juin. Il a été détenu au secret jusqu’à sa comparution, le 8 août, lors de la deuxième audience des « procès pour l’exemple » (voir chapitre 6). Son épouse n’a pu lui rendre visite à la prison d’Evin pour la première fois que le 17 août et a déclaré qu’il était dans un état physique et psychologique extrêmement grave. Selon elle, Ahmad Zeidabadi lui aurait indiqué avoir été maintenu à l’isolement pendant trente-cinq jours après son arrestation dans une cellule ressemblant à un cercueil, de seulement 1,5 m de longueur. Il avait apparemment observé une grève de la faim pendant 17 jours, jusqu’à ce que des médecins le convainquent d’y mettre fin. Son épouse lui a rendu une nouvelle visite mi-septembre, à l’occasion de laquelle il lui a dit avoir été violemment battu au cours d’interrogatoires. Lors d’une interview accordée à Radio Farda le 23 septembre, elle a déclaré que l’agent chargé d’interroger son mari l’avait menacé de la manière suivante :

« Nous avons l’ordre de t’écraser, si tu ne coopères pas, nous pouvons faire tout ce que nous voulons de toi et si tu ne rédiges pas les documents d’interrogatoire, nous te forcerons à les avaler144. »

Ali Kheradnejad a décrit à Amnesty International les conditions déplorables et l’absence de soins médicaux à la prison d’Evin:
À Evin, nous étions tous examinés par un médecin à notre arrivée. J'ai d'abord été conduit à la section 240. Une fois à l'intérieur, j'ai vu un jeune homme dont le pouce était cassé : un os dépassait à la base de son pouce, juste sous la peau. Le même gars avait également un os qui sortait juste au-dessus du genou. Quelqu'un avait demandé qu'il soit emmené à l'infirmierie de la prison, mais on nous a dit que nous étions “détenu pour des raisons de sécurité” et que nous n'avions donc pas accès à l'infirmierie. Il n'a pas été soigné pendant au moins les 12 jours où j'ai été détenu avec lui. D'autres étaient malades à cause de la nourriture [...]. De la viande ou du riz réchauffés ont rendu des gens malades. Certains vomissaient, d'autres avaient la diarrhée, mais personne ne s'est occupé d'eux.

Dans la section 240, nous étions huit dans une cellule d’environ 2,5 m sur 3 m. Il n'y avait rien pour dormir et nous nous installions par terre, côte à côté, l'un de nous près des sanitaires qui se trouvaient dans un coin de la pièce, séparés par un rideau en plastique que nous tirions. La fenêtre était placée très haut et, à cette époque de l'année, il faisait très chaud et l’air ne circulait pas, si bien que certaines personnes avaient brisé les vitres.

Par la suite, j'ai également été détenu à la section 209 avec trois autres personnes. Je suis sûr que cette cellule – 3 m sur 4 m tout au plus – était habituellement utilisée pour maintenir des détenus à l'isolement, car lorsqu'on nous y a fait entrer, il n'y avait pas de rideau autour des toilettes et de la douche. Ils sont venus ce soir-là et ont accroché un rideau.

Des détenus auraient également été torturés à Pasargad, une ancienne usine d’armeement dans le sud-ouest de Téhéran qui est utilisée comme centre de détention par les gardiens de la révolution. Comme d’autres centres de détention dirigés par les différents services de sécurité, celui-ci échappe à tout contrôle des autorités judiciaires. En juillet, le journaliste Hanif Mazrouie a déclaré :

L'un de nos amis journalistes qui avait été arrêté quelque temps auparavant a été passé à tabac dans ce centre de détention [Pasargad]. Essayant d'obtenir une réponse de sa part, des agents lui ont cogné la tête tant de fois contre une table qu'il a perdu connaissance.

En dehors de Téhéran, des détenus ont aussi été torturés après leur arrestation. Un jeune homme détenu pendant près d’un mois dans le nord, qui souhaite garder l’anonymat, a déclaré à Amnesty International qu’il avait été roué de coups lors de son arrestation à son domicile par des agents du ministère du Renseignement, des policiers et « des athlètes et des culturistes engagés par le ministère [du Renseignement] pour [le] frapper ». Il a d’abord été placé dans un centre de détention du ministère du Renseignement où il a été attaché à un poteau en métal et de nouveau battu, avant d’être transféré dans une autre ville où il a été maintenu à l’isolement et « harcelé psychologiquement ».

D’autres personnes sont mortes en détention dans des circonstances peu claires.
CENTRE DE DÉTENTION DE KAHRIZAK

« Malheureusement, les fautes graves des responsables de Kahrizak [ont] conduit au meurtre de dizaines de jeunes gens […] Le chef de la police iranienne a le devoir de fournir une explication claire à ce sujet. » Hamid-Reza Katouzian, membre du Parlement, 5 août 2009\(^{147}\).

« Les détenus qui ont provoqué des troubles dans le centre de détention ont été malmenés et punis par trois des gardiens […] Aucun prisonnier n’est mort des suites de torture […] Si un prisonnier est décédé, cela était dû à une maladie. » Esmail Ahmadi-Moghaddam, chef de la police, 9 août 2009\(^{148}\).

Le centre de détention de Kahrizak, situé dans la banlieue sud de Téhéran, semble avoir été créé pour détenir « des voyous et des vandales », sous la responsabilité de la police, il y a environ cinq ans\(^{149}\). Cependant, en 2007, il aurait été identifié comme non conforme aux normes et illégal par les autorités judiciaires qui avaient recommandé sa fermeture, mais celle-ci n’a jamais eu lieu\(^{150}\).

Les mauvais traitements commis au centre de détention de Kahrizak ont commencé à être connus presque immédiatement après que quelque 145 personnes arrêtées au cours des manifestations du 10 juillet 2009 y eurent été transférées à cause du surpeuplement de la prison d’Evin. Les autorités ont reconnu qu’au moins trois personnes qui y étaient détenues sont mortes.

Des détenus ont raconté avoir été enfermés dans des conteneurs, dans des conditions épouvantables, et soumis à des actes de torture et d’autres mauvais traitements. Certains ont indiqué que, afin de leur faire encore plus mal, des agents pénitentiaires mouillaient les prisonniers avant de les frapper avec des câbles et des matraques électriques.

Mohsen Rouholamini avait 25 ans quand il est mort. Fils d’Abdolhossein Rouholamini (scientifique renommé et conseiller en chef du candidat à la présidence Mohsen Rezaei), il a été arrêté le 9 juillet au cours d’une manifestation et placé dans le centre de détention de Kahrizak. Le 27 juillet, le directeur général des prisons de Téhéran a déclaré à l’Agence de presse des étudiants iraniens que Mohsen Rouholamini et au moins un autre détenu étaient morts en détention des suites d’une méningite\(^{151}\). Le 31 août, l’agence de presse Mehr a annoncé que les services de médecine légale avaient nié que Mohsen Rouholamini était mort d’une méningite et qu’ils avaient en revanche conclu que « la contrainte physique, les mauvaises conditions de vie, les agressions répétées et le fait d’avoir jeté le corps contre des surfaces dures étaient les causes de la mort\(^{152}\) ».

D’après certaines sources, Mohsen Rouholamini allait être transféré du centre de détention de Kahrizak à la prison d’Evin dans un état physique inquiétant lorsque sa santé s’est dégradée. Il a été conduit à l’hôpital, mais il est mort peu après. Selon Hamid-Reza Katouzian, Abdolhossein Rouholamini a déclaré que son fils avait été torturé et présentait de graves lésions au visage\(^{153}\).

Par ailleurs, un ancien détenu a indiqué à Défenseurs des droits humains en Iran, une organisation qui rend compte des atteintes aux droits humains dans ce pays, qu’il avait été arrêté au milieu du mois de juin par des agents en civil et des membres de la garde spéciale, puis conduit au poste des bassidjis de Meghdad. Selon ses dires, les coups et les insultes
auraient commencé dès son arrestation et continué au poste des bassidjis. Moins de 24 heures après, il a été conduit au centre de détention de Kahrizak, où il aurait été enfermé pendant 58 jours environ dans un conteneur. Ce n’est qu’au bout de 43 jours de détention qu’il a appris où il se trouvait et qu’il a pu appeler sa famille.

« Nous étions menottés, les yeux bandés, et on nous a conduits à bord d’une camionnette dans un lieu inconnu [...]. Ils nous ont emmenés [...] dans un sous-sol. Lorsqu’ils m’ont retiré mon bandeau, j’ai compris que j’étais à l’intérieur d’un conteneur. Il était équipé d’une ampoule de 100 watts et d’un conduit d’aération pour le ventiler. Nous étions 75 dans ce conteneur.

« Au cours d’un interrogatoire, ils m’ont montré une vidéo de mon fils prise dans une rue de Téhéran. La personne qui m’interrogeait m’a dit qu’ils détenaient aussi mon fils et qu’ils le violeraient si je ne passais pas aux "aveux". Après avoir vu la vidéo, j’ai perdu le contrôle et je me suis mis à hurler. Je les ai supplié de ne pas faire de mal à mon fils. Ils m’ont alors frappé à coups de matraque jusqu’à ce que je perde connaissance et m’ont ramené dans le conteneur.

« Toute la nuit, nous entendions les cris d’autres détenu sur qui on exerçait des pressions afin qu’ils “avouent”.

« Parfois, ils nous emmenaient par cinq et nous battaient jusqu’à ce que nous perdions connaissance. Mon lobe d’oreille droit a été déchiré sous la torture et j’ai des bleus sur le corps qui sont dus à des coups de matraque. Je dois ajouter que nous étions roués de coups de matraque au moins trois fois par semaine et interrogés quotidiennement. Pendant mes 58 jours de détention, j’ai été interrogé 58 fois... »

Il a ensuite déclaré :

« Il n’y avait aucun endroit où s’asseoir, et les murs et les portes étaient couverts de sang. Certaines personnes fondaient en larmes tout d’un coup et se mettaient à pleurer quelqu’un qui était mort. Les cris venaient du fond de la pièce mais nous ne pouvions pas bouger car nous étions tous écrasés les uns contre les autres. Des gardiens en civil sont venus, ont brisé les ampoules et ont commencé à frapper les gens dans le noir. Ils frappaient tous les objets et toutes les personnes qui étaient sur leur passage. Pendant une demi-heure, ils ont frappé tout le monde. Plusieurs personnes ont perdu connaissance et certaines sont même mortes tellement elles ont été violemment battues.

« Ensuite, ils ont allumé des torches électriques et les ont pointées sur nos visages, en disant qu’ils fourreraient leurs matraques dans... si nous faisions le moindre bruit.

« Quand j’ai été libéré, j’ai appris que la fermeture de la prison de Kahrizak avait été annoncée une semaine plus tôt. Ils détenaient encore des centaines de prisonniers à Kahrizak au moment de ma libération. L’annonce de sa fermeture était alors un pur mensonge. Je suis convaincu que de nombreux innocents demeurent captifs à Kahrizak. En plus de celui où j’étais enfermé, il y avait d’autres conteneurs similaires. J’ignore leur nombre, mais d’après les voix que nous entendions la nuit, cela ne fait aucun doute pour moi qu’il y avait plusieurs autres lieux tenus secrets à Kahrizak... »
Le 27 juillet, il a été annoncé que le guide suprême de l'Iran avait ordonné la fermeture de Kahrizak au motif que ce centre de détention ne garantissait pas les droits des détenus. L'ordre de fermeture pourrait avoir été donné une dizaine de jours auparavant156 car, quand Mohsen Rouholamini est mort, il allait être, semble-t-il, transféré de Kahrizak à la prison d’Evin à la suite de cette décision.

Le 15 août, les autorités ont affirmé que des mesures disciplinaires avaient été prises à l’encontre de 12 fonctionnaires et d’un juge à la suite de mauvais traitements commis dans ce centre de détention. Certaines personnes auraient été arrêtées et inculpées, tandis que d’autres ont été suspendues ou démises de leurs fonctions. Le 12 septembre, le procureur militaire de Téhéran a déclaré que sept personnes étaient poursuivies pour des mauvais traitements présumés à Kahrizak, y compris le chef de ce centre de détention157. Fin septembre, Parviz Soruri, président du Comité parlementaire spécial (voir ci-après), a indiqué que 104 enquêtes judiciaires avaient été ouvertes à la suite d’infractions commises à Kahrizak, sans donner plus de détails158.

Le 4 août, le chef de la police a annoncé que celle-ci construisait un centre de détention officiel destiné à remplacer Kahrizak qui serait prêt à fonctionner sous un mois159. Au moment de la rédaction du présent rapport, on ignorait si Kahrizak – rénové ou non – était toujours utilisé comme lieu de détention.

Amnesty International craint en outre que les autorités ne prennent pour cible les personnes possédant des informations sur ce qui s’est réellement passé à Kahrizak. La mort suspecte, le 10 novembre, du docteur Ramin Pourandarjani (voir chapitre 7 ci-après), qui avait soigné des détenus à Kahrizak dans le cadre de son service militaire et décrit sous serment devant le Parlement les conditions dans ce centre de détention, donne à penser que certains responsables sont déterminés à cacher la vérité à tout prix. Amnesty International a demandé que la mort de cet homme fasse l’objet d’une enquête impartiale dans les meilleurs délais160.

VIOLS EN DÉTENTION


Ebrahim Sharifi, un étudiant tchèranais de 24 ans, a été arrêté par des agents en civil des forces de sécurité le 22 juin et détenu au secret pendant une semaine avant d’être libéré. Il ignore dans quel lieu il a été détenu, mais il pense qu’il pourrait s’agir du centre de détention de Kahrizak. Il a déclaré en novembre à Amnesty International qu’il avait été attaché et qu’on lui avait bandé les yeux, puis qu’il avait été battu avant d’être violé et soumis à d’autres formes de torture162. Il a subi des passages à tabac et des simulacres d’exécution. Lorsqu’il a voulu porter plainte devant la justice, des agents des services de renseignement l’auraient menacé, ainsi que sa famille. Le juge chargé de l’affaire, M. Moghaddammi, lui a déclaré : « Peut-être que vous avez reçu de l’argent [pour dire
cela...]. Si vous continuez cette procédure, vous le paierez sûrement en enfer. » Ebrahim Sharifi a été obligé de se cacher et, le 13 septembre, le comité judiciaire enquêtant sur les événements ayant fait suite à l’élection a annoncé que ses allégations de viol étaient forgées de toutes pièces et motivées par des considérations politiques166.

Il a déclaré à Radio Free Europe/Radio Liberty :

« Le quatrième jour, quand ils ont dit qu’ils allaient m’exécuter – c’était un simulacre d’exécution auquel ils nous soumettaient [...], quelqu’un m’a donné un coup de pied dans le ventre et je suis tombé par terre. Il a continué de me rouer de coups de pied dans le ventre. Puis il a dit à quelqu’un : “Va [le] mettre enceinte.” Il a continué de me rouer de coups de pied. Je vomissais du sang et j’étais blessé au ventre. Il m’a traîné dans une autre pièce et a attaché mes mains au mur.

« Je crois qu’une personne [m’a violé], mais je n’arrive pas à savoir si elle l’a fait elle-même ou si elle a utilisé quelque chose…

« J’ai fini par obtenir une lettre du bureau du médecin parce que j’avais toujours des lésions au dos et au ventre. J’ai parlé à l’un de mes amis et il m’a conseillé de m’adresser au clergé ou à Karroubi. Je suis allé voir Karroubi [...]. Il m’a demandé si [le viol] avait eu lieu et j’ai répondu “oui” et commencé à pleurer164. »

Ebrahim Sharifi a indiqué à Amnesty International que, si le témoignage qu’il a présenté au comité chargé du suivi des cas de personnes blessées et détenues au cours des récents événements créé par Mehdi Karroubi et Mir Hossein Mousavi lui avait permis d’obtenir réparation et justice pour ce qu’il avait subi, il serait resté en Iran pour demander que la justice soit rendue. Au lieu de cela, les informations qu’il avait fournies ont été confisquées (voir chapitre 7 ci-après).

Lorsque des personnes arrêtées au cours des troubles qui ont suivi l’élection ont commencé à faire état d’actes de torture et d’autres mauvais traitements, il est devenu évident que le viol en détention, souvent commis à l’aide d’un instrument, était en fait une pratique bien établie.

**LE VIOL : UNE TORTURE AU REGARD DU DROIT INTERNATIONAL**

Bien que la définition du viol varie d’un système juridique à l’autre, le droit international coutumier considère que le viol inclut tous les actes, commis par la force ou la menace contre des hommes ou des femmes, qui consistent à introduire des objets – y compris mais pas exclusivement des organes sexuels – dans l’anus ou le vagin ou à introduire des organes sexuels dans d’autres orifices du corps165.

Il est généralement admis, y compris par le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et par la jurisprudence régionale, que le viol constitue un acte de torture lorsqu’il est commis par des fonctionnaires, à leur instigation ou avec leur consentement exprès ou tacite. Les organes internationaux et régionaux de défense des droits humains ont statué que le viol par des représentants de l’État est toujours une forme de torture et ne peut être considéré comme un acte « personnel » ou « privé » et donc comme un crime de droit commun166.
Au début du mois d'août, cette question a été à la une de l'actualité après la divulgation d'une lettre adressée fin juillet par le candidat vaincu Mehdi Karroubi au président de l'Assemblée des experts et du Conseil chargé de définir l'intérêt général, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, qui exposait des cas de viol de façon détaillée et demandait une enquête. Mehdi Karroubi y indiquait avoir reçu de la part d'anciens officiers de l'armée et d'autres hauts fonctionnaires, ainsi que d'anciens prisonniers, des informations selon lesquelles plusieurs manifestants et manifestantes avaient été violés en détention. Il a également publié sur son site Internet des extraits de témoignages provenant, selon lui, d'anciens prisonniers, qui décrivaient d'autres formes de violences sexuelles et notamment comment des détenus étaient « forçés à se déplacer nus, à quatre pattes comme des animaux, tandis que des gardiens de prison étaient assis sur leur dos ». Ces descriptions corroborent plusieurs témoignages dont Amnesty International a eu connaissance.

Le 14 août, lors de son sermon du vendredi, l'ayatollah Ahmad Khatami a qualifié les allégations de Mehdi Karroubi de « pure calomnie contre le régime islamique ». La veille, il avait demandé que Mehdi Karroubi soit poursuivi pour diffamation – chef d'accusation passible de 80 coups de fouet – s'il n'arrivait pas à prouver le bien-fondé de ses allégations.

Les accusations de viol – un sujet extrêmement sensible pour le débat public en Iran – se sont depuis multipliées et ont provoqué des réactions fortes au sein de la population et parmi les représentants de l'État, qui ont fait tout leur possible pour que les témoignages de viol soient discrédités et ne soient plus diffusés.

Maryam Sabri, âgée de 21 ans, a indiqué en novembre à Amnesty International qu'elle avait été violée à quatre reprises par des gardiens de prison après son arrestation au cimetière de Behesht-e Zahra le 30 juillet, durant la cérémonie de commémoration du quarantième jour du deuil de Neda Agha Soltan. Elle a déclaré que son supplice avait commencé alors qu'elle tentait d'échapper aux gaz lacrymogènes projetés sur le cortège, pourtant non violent. Elle a été frappée à l'abdomen avec une matraque électrique, selon elle, et s'est écroulée, la respiration coupée par une vive douleur au ventre. Elle a ensuite été portée par plusieurs hommes en civil, vraisemblablement membres des bassidjis, et jetée dans une camionnette. Après une heure de route environ, elle et d'autres personnes ont été sorties du véhicule, les yeux bandés et les mains liées. Elle a appris par la suite qu'elle avait été conduite à un endroit appelé Seoul, dirigé par le ministère du Renseignement, mais qu'elle surnomme « Abou Ghraib ».

Elle a expliqué à Amnesty International qu'elle était détenue à l'isolement dans ce qu'elle pensait être une cellule souterraine dépourvue de fenêtre, qui était si petite qu'elle ne pouvait pas se tenir debout. Elle n'avait aucun moyen de savoir l'heure qu'il était. Elle était interrogée dans une pièce voisine, les yeux bandés et les mains liées à chaque fois. On lui a demandé qui la guidait et les raisons de sa présence à la cérémonie de commémoration. Selon ses dires, les personnes qui l'interrogeaient semblaient tout savoir sur elle et la raillaient au sujet de la mort de sa mère. À voix basse, elle a raconté:
« Ça s’est passé comme ça pendant deux ou trois jours. Ensuite, ils m’ont ordonné de collaborer avec eux et de prendre des photos pour eux [mais], au cours du quatrième interrogatoire, j’ai été violée [...]. Il était comme un animal... »

Elle a indiqué que ce viol avait duré entre trente minutes et une heure. Et son supplice ne s’est pas arrêté là : « J’ai été violée quatre fois, par des hommes ayant différentes voix. »

Maryam Sabri a été libérée le 12 août, sans inculpation. Elle n’a pas pu consulter un avocat, ni même un professionnel de santé. Elle n’a pas osé rentrer chez elle et a quitté l’Iran. Plus tard, elle a appris qu’une interdiction de voyager avait été prononcée à son encontre le lendemain de son départ en avion.

Ebrahim Mehtari, 26 ans, qui a également parlé de son viol et des autres actes de torture qu’il a subis en prison, est un étudiant en informatique à qui les autorités avaient auparavant interdit de poursuivre sa formation. Il a déclaré à Amnesty International qu’il avait été arrêté le 20 août 2009 devant les locaux de l’Organisation des moudjahidin de la révolution islamique (dont de nombreux chefs de file étaient alors détenus), dans le centre de Téhéran, par des membres des services de renseignement des gardiens de la révolution, qui n’ont normalement pas le pouvoir de procéder à des arrestations. Il a été menacé à l’aide d’un pistolet et a reçu une décharge électrique qui l’a assommé.

En septembre, puis en novembre, il a indiqué à Amnesty International qu’il avait été conduit dans un lieu qui ressemblait à un camp militaire dans l’est de Téhéran. Il a été maintenu en détention, seul, dans une cellule d’environ 1,30 m sur 2 m, équipée d’une lampe qui brûlait constamment alors que c’était l’été. Les inscriptions sur les murs de cette cellule ne laissaient aucun doute quant au très grand nombre de personnes qui y avaient séjourné récemment. Ebrahim Mehtari était régulièrement emmené, les yeux bandés, pour subir des interrogatoires. Il a été accusé de « travailler avec le réseau Facebook » et sur des sites Internet de l’opposition, de contester le résultat de l’élection et de collaborer avec l’Organisation des moudjahidin de la révolution islamique. Les personnes qui l’interrogeaient lui ont demandé à maintes reprises, tout en le filmant, de rédiger ses « aveux ». Elles éteignaient à intervalles la caméra et le torturaient.

« Ils me frappaient souvent au visage. Ils me brûlaient à l’aide de cigarettes sous les yeux, dans le cou et sur le crâne. J’ai été roué de coups sur tout le corps, y compris les bras et les jambes. Ils ont menacé de m’exécuter et m’ont humilié... »

Un coup de poing à la mâchoire lui a cassé une dent et ses tortionnaires ont introduit un objet étroit dans ses narines et son anus. Il a fini par signer les « aveux » qui lui étaient présentés. Ce n’est que le dernier jour de sa détention qu’il a été autorisé à être examiné par un médecin, alors qu’il était à peine conscient.

Cinq jours après son arrestation, Ebrahim Mehtari a été libéré. Ses tortionnaires l’ont amené dans une rue et poussé hors du véhicule, en sang et à demi conscient. Un examen médicolégal indépendant, effectué sans connaître son identité, a corroboré ses allégations de torture. Il a été établi qu’il présentait des contusions, des écchories et des brûlures sur différentes parties du corps, notamment autour de l’anus. Toutefois, lorsqu’il est apparu que ses blessures n’étaient pas consécutives à un enlèvement criminel mais à des actes de
torture perpétrés par des représentants de l’État, tous les documents et éléments de preuve ont disparu, à l’exception de la copie du rapport médical qu’Ebrahim Mehtari a réussi à conserver (voir annexe 1 ci-après).

Après qu’Ebrahim Mehtari eut rencontré Mehdi Karroubi et des membres du comité chargé du suivi des cas de personnes blessées et détenues au cours des récents événements, Mehdi Karroubi aurait écrit aux autorités judiciaires en leur demandant où et par qui Ebrahim Mehtari avait été détenu. Elles auraient répondu qu’elles l’ignoraient. Ebrahim Mehtari a quitté l’Iran peu de temps après.

Les autorités iraniennes ont refusé d’enquêter sur les allégations d’Ebrahim Mehtari et l’ont averti, lui et sa famille, que les conséquences seraient graves s’ils parlaient des actes de torture qu’il avait subis.

**LE VIOL DANS LE DROIT IRANIEN**


L’article 82-d du Code pénal prévoit la peine de mort pour les « relations sexuelles avec pénétration où il existe une contrainte et une répugnance » (*zena ye be onf va ekrah*). L’article 111 prévoit la peine capitale pour le *lavat* « si les deux parties, active et passive, sont adultes, saines d’esprit et consentantes ». Si les faits de *lavat* sont démontrés et reconnus par le tribunal comme un acte violent commis par la force, un homme victime de viol peut ne pas encourir une exécution.

Une fausse accusation de *zena* ou de *lavat*, désignée sous le nom de *qazf*, est passible de 80 coups de fouet au titre de l’article 140 du Code pénal. Par conséquent, une personne qui dénonce un viol mais ne peut pas démontrer qu’il a eu lieu peut risquer des poursuites pour *qazf* ou (s’il est prouvé qu’une pénétration a eu lieu) pour *zena* – bien que ce risque soit atténué par l’article 67 du Code pénal, qui dispose que « si la personne [accusée de] *zena* affirme qu’elle a été forcée à commettre [cet acte], ses déclarations seront acceptées tant qu’il n’y a aucune preuve du contraire ».

Ni les dispositions relatives au *zena*, ni celles portant sur le *lavat* ne traitent du viol avec un objet ou par l’introduction d’un organe sexuel dans d’autres orifices que les parties génitales ou l’anus. Les dommages corporels sont généralement couverts par les dispositions du Code pénal relatives au principe de *qisas* (*réparation*, ou loi du talion), en vertu duquel l’auteur d’une blessure préméditée doit subir une blessure similaire ou verser une compensation financière appelée *diya* (*prix du sang*). Selon l’article 277, si une blessure exactement équivalente n’est pas possible ou si elle entraînerait la mort, seul le paiement d’une indemnité doit avoir lieu.
L'article 578 du Code pénal dispose :

« Tout représentant ou employé de l’État, qu’il soit membre des autorités judiciaires ou non, qui torture ou tourmente physiquement un accusé pour le forcer à avouer sera condamné, outre à la réparation en nature ou au paiement du prix du sang, à une peine d’emprisonnement de six mois à trois ans, selon le cas, et si quelqu’un a ordonné les mêmes actes, seule la personne ayant donné cet ordre sera condamnée à ladite peine d’emprisonnement. Si la torture ou le supplice entraîne la mort, l’auteur sera condamné à la peine prévue pour meurtre et la personne qui a ordonné [la torture] à celle prévue pour avoir ordonné un homicide. »

Il semblerait donc que cette disposition puisse être potentiellement utilisée pour engager des poursuites contre des fonctionnaires qui ont violé des détenus, mais seulement si leur intention était de forcer ces derniers à formuler des « aveux ». Elle semble également écarter le risque de poursuites pour un fonctionnaire qui commet un viol s’il en a reçu l’ordre, bien que des poursuites puissent être engagées au titre de l’article 614 du Code pénal, qui dispose que les dommages corporels intentionnels, pour lesquels la loi du talion n’est pas adaptée, sont passibles d’une peine de prison, en plus du paiement de la diya si la victime le demande.

Le droit iranien ne contient donc aucun élément définissant expressément le viol en détention par des fonctionnaires comme un acte de torture. Amnesty International appelle les autorités iraniennes à préciser que le viol en détention par des représentants de l’État constitue une forme de torture et que les auteurs doivent être poursuivis pour ce type d’acte au titre des dispositions interdisant la torture et les dommages corporels, telles que les articles 578 et 614 du Code pénal. Il faut qu’elles indiquent clairement que ceux qui commettent des viols et ceux qui, le cas échéant, leur en ont donné l’ordre sont passibles de poursuites.

Le viol comme méthode de torture en Iran, dont les victimes sont surtout des femmes, n’est pas un phénomène nouveau et des cas ont déjà été signalés par le passé. Ainsi, en 2002, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la violence contre les femmes a fait savoir qu’elle avait soulevé la question de la torture sexuelle, en particulier à la prison d’Evin, auprès des autorités. Elle a indiqué qu’il avait été signalé que « les femmes détenues sont systématiquement soumises au viol par des juges et de hauts fonctionnaires en prison. Selon certaines informations, il existe des pièces prévues à cet effet dans la prison ».


Cependant, par le passé, très peu d’hommes ont déclaré en public avoir été violés en détention – probablement en raison de la réprobation sociale liée au viol. Lorsque les informations faisant état des viols ont éclaté, Mojtaba Saminejad, un blogueur arrêté en 2004 et emprisonné en 2005, a écrit qu’il avait été menacé de viol avec un instrument...
quand il était détenu et a rencontré de nombreux autres hommes violés en détention. En octobre 2004, lors de son transfert à la prison d’Evin, un gardien a dit au blogueur Omid Memarian : « La volonté de Dieu, ils finiront par faire de toi un jeune marié. » Omid Memarian a écrit qu’il savait que c’était ce qu’on disait aux prisonniers avant de les violer.

La nature des événements survenus après l’élection semble avoir incité un petit nombre de jeunes hommes et femmes qui affirment avoir été violés à parler ouvertement de leur expérience et à combattre l’impunité dont bénéficient ceux qui les auraient torturés. Cette décision n’a pas été facile étant donné l’atteinte évidente à la dignité que représente le viol dans toutes les sociétés, ainsi que le grave déshonneur personnel qu’il entraîne en Iran.

De plus en plus d’éléments montrent que ces crimes atroces ne sont pas des actes isolés commis par des agents « solitaires », mais qu’ils pourraient avoir été encouragés en tant que pratique délibérée visant à humilier les détenus et à briser leur volonté. Les documents dont le journal The Times a eu connaissance indiquent que, rien qu’à Téhéran, 37 jeunes hommes et femmes ont déclaré avoir été violés et que, selon les rapports établis par des médecins, deux hommes âgés de 17 et 22 ans sont morts d’une grave hémorragie interne après avoir été violés. Certaines des femmes victimes de viol ont précisé que leurs tortionnaires avaient prétendu avoir « l’aval de la religion » pour les violer car elles étaient « moralement sales ».

En novembre, Ebrahim Sharifi a déclaré à Amnesty International qu’il avait parlé à un certain nombre de personnes qui avaient été violées pendant la période postélectorale, qui avaient depuis quitté l’Iran mais n’avaient pas fait connaître leur supplice. Il en a conclu que le viol en détention semblait organisé ou systématique. On ignore combien d’allégations de viol figurent parmi les plus de 100 cas de sévices qui auraient été signalés au Comité parlementaire spécial.

Bien que le président du Parlement ait nié que des viol eussent été commis, le 26 août, un membre du Comité parlementaire spécial a déclaré au site Internet Parleman News, sous couvert d’anonymat : « Il est désormais absolument évident pour nous que certains des détenus arrêtés après l’élection ont été violés au moyen de matraques et de bouteilles. »
6. LES « PROCÈS POUR L’EXEMPLE »
– UNE PARODIE DE JUSTICE

« Aucun système judiciaire ne peut admettre comme valides des confessions obtenues sous la torture ou des interrogations brutales. » Manfred Nowak, rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, 13 août 2009177.

« Ces confessions pour de prétendues infractions telles que les menaces contre la sécurité nationale et la trahison ne doivent sous aucun prétexte être considérées comme des preuves par le tribunal révolutionnaire. » El Hadji Malick Sow, vice-président du groupe de travail des Nations unies sur les détentions arbitraires, 13 août 2009178.

« Si un prévenu dit quelque chose à son propre sujet dans un tribunal, alors oui, cela est crédible. Ceux qui affirment que les aveux d’une personne dans un tribunal ne sont pas valides disent n’importe quoi ; [leur justification] n’a aucune valeur. Tout aveu formulé dans un tribunal, devant des caméras, devant des millions de téléspectateurs est religieusement, et aux yeux des gens sages, crédible. » Ayatollah Ali Khamenei, 20 septembre 2009179.


Ainsi a commencé le premier d’une série de « procès pour l’exemple », retransmis à la télévision, de personnes arrêtées à la suite de l’élection et des manifestations qui s’en sont suivies180. Il a débuté sans que les avocats et les familles des prévenus en aient été avertis. Une centaine de détenus ont été déferés ce jour-là devant le tribunal. Quatre autres audiences ont eu lieu, au cours desquelles une cinquantaine d’autres personnes ont été jugées. Leur nombre exact n’a jamais été précisé, car aucune liste exhaustive des prévenus n’a été présentée par les autorités, certains prévenus ont comparu en plusieurs audiences et d’autres, bien que présents, n’étaient même pas jugés.


Ces procès manifestement inéquitables présentaient toutes les caractéristiques de ce que l’on appelle communément des « procès pour l’exemple ». Il n’a jamais fait aucun doute que les prévenus seraient déclarés coupables. Lors de ces procès, diffusés à l’intention de la
nation, on a assisté à des « aveux », des « excuses » et l’incrimination d’autres personnes. Plus que de traduire des personnes en justice, leur objectif était surtout de valider la version des troubles postélectoraux avancée par les autorités et de faire savoir que l’opposition à celles-ci entraînerait de lourdes conséquences. Si ces procès ont été une parodie de justice, leur issue pour les prévenus n’en demeure pas moins extrêmement sérieuse.

Le 2 août, Said Mortazavi, alors procureur général de Téhéran, a prévenu que toute personne critiquant les procès s’exposerait à des poursuites. Le seul média autorisé à couvrir les premières audiences était l’agence de presse Fars, qui a des liens étroits avec les gardiens de la révolution. Les audiences qui ont eu lieu plus tard n’ont pas été retransmises à la télévision, décision prise à la suite de la nomination, le 16 août, de l’ayatollah Sadegh Larijani comme nouveau responsable du pouvoir judiciaire. Ce dernier a remplacé Said Mortazavi par Abbas Jafari Dowlatabadi le 29 août. Le long acte d’inculpation lu à la première audience constituait une attaque générale contre la société civile en Iran. Fondé en grande partie sur le prétendu témoignage d’un « espion » précédemment détenu mais non identifié, il accusait les prévenus d’avoir pris part à une « révolution de velours » orchestrée par les États-Unis et d’autres pays. Y étaient également cités les « aveux » de certains des prévenus, notamment Mostafa Tajzadeh, ancien vice-ministre de l’Intérieur, ainsi que Behzad Nabavi et Mohsen Safayee Farahani, deux anciens membres du Parlement.


**LE DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE**

L’article 14 du PIDCP définit les garanties d’un procès équitable :

- Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial établi par la loi.
- Le huis clos ne peut normalement être prononcé que dans l’intérêt de l’ordre public, de la sécurité nationale ou de la vie privée des parties en cause, ou encore lorsque la publicité nuirait aux intérêts de la justice.
- Aucune personne ne doit être forcée de témoigner contre elle-même ou de s’avouer coupable.
- Tout jugement doit être rendu public, sauf s’il concerne des mineurs.
- Toute personne est présumée innocente jusqu’à ce que sa culpabilité ait été établie.
- Toute personne accusée d’une infraction pénale doit pouvoir disposer du temps nécessaire à la préparation de sa défense et communiquer avec un avocat de son choix, et doit être jugée sans retard excessif en présence de son avocat.
- Toute personne a le droit d’interroger les témoins et de bénéficier de toutes les traductions dont elle a besoin.
Les « procès pour l’exemple » ne satisfaisaient pas à ces garanties. Les avocats n’ont pas eu accès au dossier de leurs clients et n’ont pas été informés du tribunal qui examinerait leur cas. Certains ont appris que leurs clients s’étaient vu attribuer arbitrairement des avocats commis d’office.

La plupart des prévenus avaient été détenu au secret, certains à l’isolement, bien que quelques-uns aient pu passer un ou deux appels téléphoniques et recevoir de courtes visites de leurs proches. Ceux qui avaient des problèmes de santé étaient privés des soins médicaux dont ils avaient besoin. Certains, au vu de leur apparence au tribunal et des déclarations de leurs proches, avaient été torturés.

Après avoir subi un tel traitement, certains ont « avoué » diverses infractions. Seyed Mohammad Abtahi et Mohammad Atrianfar, par exemple, ont « avoué » devant le tribunal qu’ils avaient prévu d’organiser une campagne de protestation avant l’élection et que les allégations de fraude électorale étaient totalement infondées. Saeed Hajarian, conseiller politique de l’ancien président Mohammad Khatami (voir chapitre 2), a « avoué » avoir fomenté des troubles et a demandé le pardon du pays. Au tribunal, il semblait soumis dans son fauteuil roulant et quelqu’un d’autre a parlé à sa place.


Le 17 octobre, Saeed Hajarian a été condamné à une peine d’emprisonnement de cinq ans avec sursis pour incitation aux troubles postélectoraux. Il avait été détenu pendant plus de cent jours et libéré le 30 septembre. Également le 17 octobre, des peines de cinq ans de prison fermes ont été prononcées contre Shahaboddin Tabatabaei, l’un des responsables de la campagne électorale de Mir Hossein Mousavi, pour plusieurs chefs d’accusation dont celui d’« agissements contre la sécurité nationale », et contre Hedayet Aghaei, chef de file du parti Kargozaran, pour « troubles à l’ordre public par l’incitation de personnes à l’émeute » et « agissements contre la sécurité nationale ».


Le 20 octobre, Kian Tajbakhsh, spécialiste des sciences sociales et urbaniste possédant la double nationalité iranienne et américaine (voir chapitre 3 ci-dessus), a été reconnu coupable d’« espionnage », de « coopération avec un gouvernement ennemi » et
d’« agissements contre la sécurité nationale » pour avoir participé à Gulf 2000, un forum Internet de l’université de Colombia (États-Unis), et travaillé pour l’Open Society Institute, avec qui il n’avait plus collaboré depuis 2007. Il a été condamné à quinze ans d’emprisonnement. Le ministère public n’a présenté aucun élément à l’appui de ces accusations et, au cours de son procès, son avocat commis d’office les a qualifiées d’« indéfendables ». Le 29 octobre, les autorités judiciaires ont refusé d’autoriser son avocat à former un recours en son nom, en violation du droit iranien, mais ce dernier a pu par la suite faire appel dans les vingt jours qui lui étaient impartis par la loi. Kian Tajbakhsh semble avoir été traité de manière particulièrement sévère en raison de sa double nationalité et de la nature de ses activités universitaires.

Auparavant, le 10 octobre, il a été annoncé que deux hommes identifiés par les initiales M.Z. et A.P., qu’Amnesty International pense être Mohammad Reza Ali Zamani et Arash Rahmanipour, deux membres de l’Assemblée royaliste d’Iran (API), avaient été condamnés à mort. Un autre homme, N.A., qui semble être Naser Abdolhasani, a également été condamné à mort pour appartenance à l’OIMP.

Selon certaines sources de l’opposition, un quatrième homme, Hamed Rouhinejad, dont le nom figurait sur le premier acte d’inculpation des « procès pour l’exemple », a été condamné à mort pour appartenance à l’API. Comme les autres, il avait été arrêté avant l’élection et a déclaré à Défenseurs des droits humains en Iran qu’il avait été amené par la ruse à dire qu’il s’était livré à des actes séditieux. Avant son procès, il avait été détenu pendant quarante jours dans la section 209 de la prison d’Evin et menacé de torture et même de mort. Ces pressions ont provoqué chez lui une crise de sclérose en plaques, à la suite de laquelle il est resté engourdi sur tout le côté droit du corps et a presque perdu l’usage de son œil droit. Il n’a pas été autorisé à recevoir des visites, ni à téléphoner. Dans une lettre rédigée en prison après sa condamnation, il a écrit :

« Je n’ai appris le résultat de l’élection qu’un jour après la fin de celle-ci. Je n’avais aucune idée de ce qui se passait en dehors de la prison. Je ne savais rien des grandes manifestations populaires qui étaient éclatant dans tout le pays. J’ai été trompé et conduit au procès des personnes qui avaient protesté contre les résultats de l’élection, sans avoir jamais rien eu à voir avec cela. Je n’y suis allé que parce que les agents qui m’avaient interrogé avaient promis de me rendre ma vie en échange de ma docilité. Je suis donc allé au tribunal et j’ai écrit sur du papier ce qu’ils voulaient et présenté leurs propos comme mes propres actions. »

L’avocat d’Hamed Rouhinejad, Khalil Bahramian, qui défend également Ahmad Karimi, un autre prévenu, a déclaré au sujet de cette affaire :

« À mon avis, M. Mortazavi, alors procureur de Téhéran, a essayé comme toujours de présenter un dossier lourdement chargé au tribunal et de déformer les faits aux yeux du public. Mes deux clients ont été arrêtés avant l’élection et n’avaient rien à voir avec les manifestations qui ont eu lieu après celle-ci. Je peux dire sans aucun doute que ni Ali Zamani, ni mes deux clients n’avaient de liens avec l’API et qu’ils ignoraient même tout de cette organisation. Ils étaient juste trois jeunes qui, avec l’enfant d’Ali Zamani, sont allés en Irak, espérant partir ensuite pour un pays occidental. La pauvreté et d’autres problèmes ont contraint mes deux clients à revenir en Iran, avec l’accord et la coordination du ministère du
Une cinquième condamnation à mort — prononcée contre Reza Kazemi, qui avait été arrêté le 13 juin — a été annoncée le 15 novembre. Le 17 novembre, les autorités judiciaires ont confirmé que cinq condamnations à mort avaient été prononcées jusqu’alors.

Aux termes du droit iranien, toute personne peut faire appel de sa déclaration de culpabilité et de sa condamnation, et la décision d’appel doit être annoncée avant l’application de toute peine. Les autorités judiciaires ont indiqué qu’au moins une partie des recours formés avaient été examinés et que des jugements définitifs avaient été rendus.

L’organisation de procès collectifs « pour l’exemple » a mis en avant le caractère arbitraire de la justice en Iran. Elle a en outre révélé le fait que, dans les affaires politiquement sensibles, la justice est un instrument de répression aux mains des autorités. Au moment de la rédaction du présent rapport, en plus des personnes condamnées à mort, plus de 80 prévenus avaient été condamnés à des peines d’emprisonnement, très longues pour certains.

Certaines des personnes arrêtées dans le contexte de l’élection ont été jugées individuellement, et non lors des « procès pour l’exemple » décrits ci-dessus, notamment celles traduites en justice dans d’autres villes que Téhéran. Celles détenues dans des structures échappant au contrôle du pouvoir judiciaire ont souvent affirmé avoir été torturées ou soumises à d’autres formes de mauvais traitements et privées de soins médicaux et de tout contact avec leurs avocats et leurs proches. Elles aussi ont été victimes de procédures manifestement inéquitables, car les procès qui se déroulent devant les tribunaux généraux, révolutionnaires et autres juridictions spéciales en Iran ne sont généralement pas conformes aux normes internationales d’équité.


Par ailleurs, des peines de flagellation ont été prononcées. Ainsi, le 12 novembre, selon certaines informations, Soheyl Navidi-Yekta, arrêté lors des troubles faisant suite à l’élection, a été condamné à sept ans de prison et 74 coups de fouet par la 26e chambre du tribunal révolutionnaire. Son procès s’est déroulé à huis clos. Il avait été inculpé d’« agissement contre la sécurité nationale » de « propagande contre le régime » et de « troubles à l’ordre public »191.
7. IMPUNITÉ

« Chaque peuple a le droit inaliénable de connaître la vérité sur les événements passés relatifs à la perpétration de crimes odieux, ainsi que sur les circonstances et les raisons qui ont conduit, par la violation massive ou systématique des droits de l’homme, à la perpétration de ces crimes. L’exercice plein et effectif du droit à la vérité constitue une protection essentielle contre le renouvellement des violations. »

COMBATTRE L’IMPUNITÉ

« L’impunité se définit par l’absence, en droit ou en fait, de la mise en cause de la responsabilité pénale des auteurs de violations, ainsi que de leur responsabilité civile, administrative ou disciplinaire, en ce qu’ils échappent à toute enquête tendant à permettre leur mise en accusation, leur arrestation, leur jugement et, s’ils sont reconnus coupables, leur condamnation à des peines appropriées, y compris à réparer le préjudice subi par leurs victimes. » Le droit relatif aux droits humains impose aux États l’obligation d’empêcher les violations des droits fondamentaux et de combattre l’impunité en enquêtant dans les meilleurs délais de manière impartiale et indépendante sur les allégations faisant état de tels actes, et en traduisant en justice les personnes qu’on peut raisonnablement supposer responsables. Les États doivent en outre accorder des réparations aux victimes de ces atteintes.

Les autorités ont fait de nombreuses déclarations contradictoires quant à ce qui est réellement arrivé aux détenus, manifestant une réticence à aborder les violations des droits humains commises par des représentants de l’État. Comme nous l’avons vu ci-dessus, elles ont d’abord nié que des homicides avaient eu lieu, mais en ont par la suite admis certains. Elles ont déclaré un nombre de victimes bien inférieur à celui enregistré par l’opposition et ont précisé que leur chiffre incluait des membres des forces de sécurité. Néanmoins, aucune liste officielle des personnes ayant trouvé la mort n’a jamais été publiée.

Dans un premier temps, les autorités ont refusé d’admettre que des corps avaient été enterrés en secret. Puis elles ont ouvert une enquête sur ces allégations, mais n’en ont pas rendu les résultats publics. Elles ont tenté d’imputer la responsabilité de certains homicides à des étrangers et à des groupes d’opposition, et ont présenté de faux témoignages de personnes se faisant passer pour d’autres qui avaient en fait été tuées.

Les premiers jours des troubles, les autorités ont nié que des personnes étaient mortes à Kahrizak, pour finalement être contraintes par la suite de revenir sur leurs déclarations après l’annonce des décès de Mohsen Rouholamini, de Ramin Qahremani et de Mohammad Kamrani. Cependant, même à ce moment-là, elles ont prétendu que ces trois détenus étaient morts d’une méningite, et non des suites des actes de torture qu’ils avaient subis, jusqu’à ce que les rapports d’autopsie prouvent le contraire.

LA MORT SUSPECTE DU DOCTEUR RAMIN POURANDARJANI

Amnesty International craint que les autorités ne prennent pour cible les personnes détenant des informations sur les violations commises. Le 10 novembre, un jeune médecin, Ramin Pourandarjani, a été retrouvé mort dans sa chambre, dans un centre médical. Le 18 novembre, le responsable de la police iranienne a indiqué que le docteur Pourandarjani, qui était dépressif, s’était suicidé parce qu’il avait été cité à comparaître en
justice et risquait d’être condamné à cinq ans d’emprisonnement (pour des chefs d’accusation non précisés). Ses proches ont contesté la thèse du suicide, soulignant sa bonne humeur lors d’un appel téléphonique la veille de son décès et les informations contradictoires qu’ils avaient reçues de la part des autorités.

Durant les troubles qui ont agité l’Iran à la suite de l’élection présidentielle contestée, Ramin Pourandarjani effectuait son service militaire à Kahrizak en tant que médecin résident. C’est en cette qualité que, lors de ses visites hebdomadaires, il aurait soigné des détenus victimes de torture. À la suite de l’ordre de fermeture de Kahrizak, il aurait été détenu pendant une semaine et forcé à signer une déclaration indiquant que Mohsen Rouholamini (voir chapitre 5 ci-dessus) avait succombé à une méningite.

Après sa libération, le docteur Pourandarjani a témoigné devant le Comité parlementaire spécial et a, semblait-il, rencontré des membres du Parlement la veille de sa mort. Selon certaines sources, il avait reçu des menaces visant à le dissuader de révéler la vérité au sujet des violations des droits humains commises à Kahrizak. Il avait apparemment dit à des amis qu’il craignait pour sa vie. On ignore pour quels motifs il faisait l’objet de poursuites pénales.


Le 26 août, un membre du Comité parlementaire spécial a déclaré au site Internet de Ramin Rouholamini que des prisonniers avaient été victimes de sévices physiques lors des « examens minutieux des rapports concernant les détenus de Kahrizak et de la prison d’Evin, aucun cas de mauvais traitements ou de viol n’[avait] été trouvé ».


Les autorités ont tenu tout particulièrement à réfuter les allégations de viol. Le 10 août, Ali Larjani, président du Parlement, a chargé un Comité parlementaire spécial d’enquêter sur les allégations de viol et les conditions, dénoncées par Mehdi Karroubi, dans lesquelles étaient détenues les personnes arrêtées pendant les troubles postélectoraux. Deux jours plus tard, il a annoncé au nom de ce comité que les accusations de viol étaient sans fondement et que, lors des « examens minutieux des rapports concernant les détenus de Kahrizak et de la prison d’Evin, aucun cas de mauvais traitements ou de viol n’[avait] été trouvé ».


Néanmoins, le 9 août, le chef de la police, le général Esmail Ahmadi-Moghaddam, a reconnu que des prisonniers avaient été victimes de sévices et, comme nous l’avons vu ci-dessus, le 26 août, un membre du Comité parlementaire spécial a déclaré au site Internet Parleman News, sous couvert d’anonymat : « Il est désormais absoluement évident pour nous que certains des détenus arrêtés après l’élection ont été violés au moyen de matraques et de bouteilles. »


Les autorités ont tenu tout particulièrement à réfuter les allégations de viol. Le 10 août, Ali Larjani, président du Parlement, a chargé un Comité parlementaire spécial d’enquêter sur les allégations de viol et les conditions, dénoncées par Mehdi Karroubi, dans lesquelles étaient détenues les personnes arrêtées pendant les troubles postélectoraux. Deux jours plus tard, il a annoncé au nom de ce comité que les accusations de viol étaient sans fondement et que, lors des « examens minutieux des rapports concernant les détenus de Kahrizak et de la prison d’Evin, aucun cas de mauvais traitements ou de viol n’[avait] été trouvé ».


Néanmoins, le 9 août, le chef de la police, le général Esmail Ahmadi-Moghaddam, a reconnu que des prisonniers avaient été victimes de sévices et, comme nous l’avons vu ci-dessus, le 26 août, un membre du Comité parlementaire spécial a déclaré au site Internet Parleman News, sous couvert d’anonymat : « Il est désormais absoluement évident pour nous que certains des détenus arrêtés après l’élection ont été violés au moyen de matraques et de bouteilles. »

procureur général qui était ministre du Renseignement lors de l’élection, et Ebrahim Raeesi, directeur adjoint des autorités judiciaires.

D’après la télévision iranienne, ce comité était chargé de procéder à un « examen juste, ferme et rapide des affaires concernant les événements ayant fait suite à l’élection présidentielle, la résidence de l’université de Téhéran et le centre de détention de Kahrizak ». Il lui a été demandé de « superviser le processus d’identification des principaux coupables et d’application de mesures juridiques à l’égard des auteurs d’infractions, quelles que soient leurs fonctions ». D’après certaines informations, il était en outre chargé de surveiller « toutes les procédures d’examen, y compris les enquêtes, menées dans le bureau du procureur et lors des procès », et remettait des rapports au responsable du pouvoir judiciaire.

Au bout de moins de deux semaines, le 12 septembre, Gholam Hossein Mohseni-Ejeie a déclaré que le comité n’avait trouvé « aucun élément indiquant que des viols avaient eu lieu dans les cas de personnes que M. Karroubi présentait comme victimes de tels agissements ». Il a ajouté que ces accusations étaient « forgées de toutes pièces et destinées à détourner l’opinion publique », et a demandé une action en justice contre ceux qui s’étaient livrés à des mensonges et des calomnies, ternissant de ce fait la réputation des autorités. Le lendemain, une interview de Gholam Hossein Mohseni-Ejeie a été diffusée à la télévision. Il y répétait que toutes les accusations de Mehdi Karroubi étaient « catégoriquement fausses » et qu’« un courant politique orchestr[ait] ces événements faisant suite à l’élection ».

Le mandat et les pouvoirs conférés aux deux comités d’enquête n’ont pas été totalement dévoilés, et les conclusions du Comité parlementaire spécial n’ont pas été rendues publiques. La rapidité avec laquelle ils ont rejeté les nombreuses allégations de graves atteintes aux droits humains commises par des agents de l’État, portant souvent corroborées par des vidéos et des témoignages accablants, a renforcé le climat d’impunité dont bénéficient les forces de sécurité et mis en évidence la nécessité de mener des enquêtes exhaustives, indépendantes et approfondies sur toutes les violations signalées.

Les autorités ont pris d’autres mesures pour étouffer la vérité. D’une part, les personnes ayant publiquement accusé leurs geôliers de viol ont été la cible de nouvelles atteintes aux droits humains comme la cible de nouvelles atteintes aux droits humains. Il semble qu’elles sont vues par les autorités non pas comme des personnes qui ont besoin d’une attention spéciale ainsi que de justice et de réparations, mais comme une menace supplémentaire pour l’État, simplement parce qu’elles ont dit la vérité au sujet des crimes dont elles ont été victimes.

D’autre part, le 7 septembre, quelques jours avant l’annonce des conclusions du comité judiciaire sur les allégations de viol, les forces de sécurité ont effectué une descente dans les locaux du comité chargé du suivi des cas de personnes blessées et détenues au cours des récents événements – créé à l’issue d’une rencontre entre Mehdi Karroubi, Mir Hossein Mousavi et l’ancien président Mohammad Khatami pour recueillir des témoignages de violations commises en détention – et les ont fermés. Sur ordre du procureur général, les membres des forces de sécurité y ont saisi des ordinateurs, des dossiers et d’autres supports contenant des données. Morteza Alviri (voir chapitre 3 ci-dessus) et Alireza Beheshti, respectivement conseillers de Mehdi Karroubi et de Mir Hossein Mousavi, qui travaillaient avec ce Comité, ont tous deux été arrêtés le 8 septembre. Alireza Beheshti a été remis en
Liberté le 12 septembre et Morteza Alviri est resté détenu jusqu’au 31 octobre. Mohammad Reza Moghiseh, qui collaborait également avec ce Comité, a été arrêté à son domicile le 14 octobre et était toujours détenu au moment de la rédaction du présent rapport.

Le 8 septembre, les autorités judiciaires ont fermé les locaux de l’Association pour la défense des droits des prisonniers, créée par le militant des droits humains Emadeddin Baghi, qui rassemblait aussi des informations sur la torture et les autres mauvais traitements subis par des détenus.

Le même jour, elles ont en outre fermé le bureau de Mehdi Karroubi et celui de son parti de la confiance nationale. Mohammad Davari, rédacteur en chef du journal en ligne de ce parti, Saham News, a été arrêté. Bien qu’une décision ordonnant sa libération ait été rendue deux jours après son arrestation, il a été maintenu en détention dans la section 209 de la prison d’Evin et aurait été jugé, notamment lors d’une audience qui a eu lieu le 22 novembre. Il était accusé de « rassemblement et collusion dans l’intention de porter atteinte à la sécurité nationale » et de « propagande contre le régime ».

En octobre, des informations semblaient indiquer que seules les personnes accusées d’avoir maltraité des détenus au centre de détention de Kahrizak feraient l’objet de poursuites et qu’il n’y aurait pas de tentative systématique pour rendre les forces de sécurité responsables des viols et autres sévices perpétrés dans d’autres centres de détention et prisons ainsi que dans la rue.

Le 13 octobre, l’Agence de presse de la République islamique d’Iran (IRNA) a annoncé qu’une action en justice avait été engagée contre Mehdi Karroubi à la suite de ses allégations de viol. Depuis qu’il a formulé ces accusations, la plupart des victimes présumées qui ont présenté leur témoignage à Mehdi Karroubi ont quitté l’Iran, craignant pour leur vie et celle de leurs proches.

Amnesty International exhorte les autorités à prendre immédiatement des mesures concrètes afin de mettre un terme à l’impunité pour les violations des droits humains, notamment dans les cas d’homicides, de viols et d’autres actes de torture mis en évidence dans le présent rapport, en ouvrant des enquêtes exhaustives, indépendantes et impartiales sur toutes les atteintes signalées. Ces enquêtes doivent être menées dans le but de traduire en justice les responsables présumés dans le cadre de procès conformes aux engagements internationaux en matière de droits humains et sans recourir à la peine capitale.
8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Ebrahim Sharifi

L’élection présidentielle de juin 2009 a provoqué une mobilisation massive de personnes déterminées à exercer leurs droits fondamentaux à la liberté d’expression, d’association et de réunion. Ce mouvement a ébranlé la classe dirigeante dont certains éléments ont eu recours à des niveaux accrus de répression. Les forces de sécurité, sûres de bénéficier de l’impunité, se sont livrées à des arrestations arbitraires, à des homicides illégaux et à des actes de torture, entre autres violations des droits humains.

Aucune branche de l’État, tant le Parlement que l’appareil judiciaire, les responsables locaux ou les commandants des forces de sécurité, ne s’est révélée capable de faire face aux défis des troubles postélectoraux. En conséquence, des violations graves des droits humains n’ont pas fait l’objet d’enquêtes sérieuses. L’impunité est généralisée alors que les violations systématiques n’ont pas cessé. Les victimes et leurs familles n’ont pas accès à la vérité, à la justice ni à des réparations, et notamment à des garanties de non-renouvellement de tels crimes.

Aux termes du PIDCP, l’Iran est tenu de reconnaître et de protéger toute une série de droits humains, dont le droit de réunion pacifique et le droit à la liberté d’expression et d’association. Il est également tenu de protéger les droits des détenus, à savoir le droit d’être inculpés sans délai, de consulter l’avocat de leur choix, de pouvoir rencontrer rapidement leurs proches, de ne pas être torturés ni maltraités et de bénéficier d’un procès équitable. L’Iran, qui viole régulièrement tous ces droits, a agi de la sorte sur une grande échelle durant les troubles liés à l’élection et par la suite.

Les cas exposés dans le présent rapport démontrent clairement les violations systématiques et flagrantes des droits humains qui sont perpétrées par les forces de sécurité iraniennes et qui sont tolérées, voire encouragées, par des personnalités politiques et religieuses influentes. Les autorités iraniennes affirment qu’elles appliquent la loi et ne tolèrent pas les atteintes aux droits humains. De telles affirmations ne sont pas crédibles en l’absence d’actions véritables pour enquêter sur ces pratiques et y mettre un terme.

RECOMMANDATIONS

Des initiatives importantes doivent être prises sans délai pour venir à bout des violations des droits humains perpétrées depuis des décennies en Iran et qui sont pérennisées par un appareil d’État qui se sent menacé. Une enquête indépendante doit impérativement être effectuée sur la situation des droits humains en Iran. Amnesty International appelle donc
les autorités à faciliter en priorité les visites en Iran des rapporteurs spéciaux des Nations unies sur la torture et sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires afin que leurs conclusions et les recommandations contribuent à garantir que ceux qui ont ordonné ces violations ou les ont commises auront à rendre compte de leurs actes.

L’organisation appelle également les différents organes de l’État à prendre les mesures suivantes :

**LIBERTÉ D’EXPRESSION, D’ASSOCIATION ET DE RÉUNION**

- Respecter les droits à la liberté d’expression, d’association et de réunion, notamment en révisant les textes législatifs en vue d’abroger ou d’amender toutes les dispositions formulées de manière vague et qui peuvent être utilisées pour restreindre la liberté d’opinion, d’expression, d’association et de réunion ou qui introduisent une discrimination à l’égard des femmes ou des membres des minorités ethniques et religieuses, entre autres.

- Déclarer publiquement que la législation iranienne et le droit international autorisent la population à participer à des manifestations pacifiques.

- Veiller à ce que les normes internationales relatives à la liberté d’expression, d’association et de réunion soient respectées dans les universités et autres établissements d’enseignement en garantissant l’autonomie des établissements d’enseignement supérieur et en mettant un terme au harcèlement dont les enseignants sont victimes.

**ARRESTATIONS ET DÉTENTIONS ARBITRAIRES**

- Remettre en liberté tous les prisonniers d’opinion, à savoir toutes les personnes emprisonnées en Iran du fait de leurs opinions politiques ou religieuses, entre autres, de leur origine ethnique, de leur langue, de leur origine nationale ou sociale, de leur orientation sexuelle ou de tout autre statut et qui n’ont pas usé de violence ou de haine et n’en ont pas préconisé l’usage.

- Réexaminer le cas de tous les prisonniers détenus pour des motifs politiques, y compris ceux condamnés à l’issue de « procès pour l’exemple », remettre en liberté ceux qui n’ont pas été jugés à moins qu’ils ne soient inculpés d’infractions prévues par la loi et jugés dans un délai raisonnable selon une procédure équitable en étant assistés de l’avocat de leur choix et autorisés à faire citer des témoins et à leur faire subir un contre-interrogatoire. 207

- Veiller à ce que toutes les arrestations soient conformes aux normes internationales relatives aux droits humains et qu’elles soient effectuées par des responsables de l’application des lois habilités à cet effet.

- Amender l’article 15 du Code de procédure pénale de manière à supprimer le pouvoir des bassidjis de procéder à des arrestations et veiller à ce que toute décision du Conseil suprême de sécurité nationale relative à l’identité des autorités habilitées temporairement à procéder à des arrestations soit rendue publique.

- Introduire une loi garantissant que tous les détenus ont le droit, dans la législation et dans la pratique, à une assistance juridique dès leur arrestation.
Veiller au respect des droits de tous les détenus, notamment en faisant en sorte qu’ils soient inculpés sans délai d’une infraction prévue par la loi ou à défaut remis en liberté.

HOMICIDES ILLÉGAUX ET RECOURS EXCESSIF À LA FORCE

- Mettre un terme à l’utilisation des *bassidjis* pour maintenir l’ordre dans les manifestations.

- Veiller à ce que les membres des forces de sécurité déployés pour maintenir l’ordre soient formés et reçoivent l’ordre d’utiliser des méthodes non meurtrières pour contrôler la foule si besoin est. Les normes internationales relatives aux droits humains, et notamment le Code de conduite des Nations unies pour les responsables de l’application des lois et les Principes de base sur l’utilisation de la force et des armes à feu par les responsables de l’application des lois doivent être scrupuleusement respectées. Veiller en particulier à ce que l’utilisation intentionnelle et meurtrière d’armes à feu ne soit pas autorisée hormis en dernier ressort pour protéger des vies humaines.

- Demander aux forces de sécurité d’intégrer dans leur formation et dans la pratique les dispositions pertinentes du programme en 14 points d’Amnesty International pour la prévention des exécutions extrajudiciaires.208

- Introduire des lois visant à renforcer la responsabilité individuelle des organes de l’État.

TORTURE ET AUTRES MAUvais TRAITEMENTS

- Mettre en place des garanties efficaces pour qu’aucun individu ne soit torturé ou maltraité, notamment en veillant à ce qu’aucune personne ne soit détenue au secret et que tous les prisonniers soient informés de leurs droits et qu’ils puissent rencontrer sans délai et régulièrement par la suite leur famille, leur avocat et un médecin.

- Mettre un terme à la flagellation qui constitue un châtiment cruel, inhumain et dégradant.

- Prendre des mesures pour adhérer à la Convention contre la torture [ONU] et s’engager publiquement à un calendrier de ratification.

- À titre de première étape vers la ratification et conformément aux dispositions de la Convention contre la torture :
  
  - Prohiber expressément dans la loi toutes les formes de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants quel qu’en soit le motif.
  
  - Veiller à ce que toutes ces pratiques soient érigées en infractions pénales et que les coupables encouruent des sanctions en rapport avec la gravité du crime en excluant le recours à la peine de mort.
  
  - Veiller à ce que les déclarations obtenues sous la torture ou d’autres formes de mauvais traitements ne soient pas recevables dans le cadre d’une procédure pénale, hormis contre une personne accusée de torture comme preuve que la déclaration a été faite.
Introduire une disposition spécifique autre que celles relatives au zina (relations sexuelles en dehors du mariage) et au ives (sodomie) et érigant en infraction pénale le viol d’hommes et de femmes, y compris au moyen d’un objet, et les autres violences sexuelles, et qui indique clairement que le viol en détention perpétré par des agents de l’État constitue un acte de torture.

Mettre en place une commission chargée de recueillir et de publier des informations sur l’ampleur des actes de torture, y compris le viol et les violences sexuelles exercées en détention, et prendre des mesures efficaces pour prévenir de tels crimes.

Condamner publiquement l’utilisation du viol par des agents de l’État, y compris au moyen d’objets, d’hommes et de femmes, et faire savoir clairement à tous les membres des forces de sécurité que le viol et les autres formes de violence sexuelle constituent des actes de torture dont les responsables seront traduits en justice et condamnés à des peines en rapport avec la gravité des faits.

Mettre en place un système d’aide aux victimes de violences sexuelles, entre autres formes de torture, jusqu’à ce qu’elles soient considérées comme n’ayant plus besoin de soutien.

**PEINE DE MORT**

- Proclamer immédiatement un moratoire sur les exécutions.
- Prendre des mesures pour mettre un terme à l’utilisation de la peine de mort dans la législation et en pratique.
- Entre temps, veiller à ce qu’au minimum tous les procès se déroulent conformément aux normes internationales d’équité exigées dans tous les cas et qui sont particulièrement importantes dans les procès susceptibles de déboucher sur une condamnation à mort.

**METTRE UN TERME À L’IMPUNITÉ**

- Ouvrir des enquêtes approfondies, indépendantes et impartiales sur toutes les allégations de violations des droits humains, y compris les cas d’homicides illégaux, de viol et d’autres actes de torture exposés dans le présent rapport, en vue de traduire les responsables en justice dans le cadre de procédures conformes aux normes internationales relatives aux droits humains et excluant le recours à la peine de mort.
- Veiller à ce que tout membre des forces de sécurité soupçonné d’avoir commis des violations des droits humains soit suspendu de ses fonctions en attendant les conclusions d’une enquête approfondie sur ses agissements. Les individus contre lesquels des charges sont retenues doivent être traduits en justice dans le cadre d’un procès équitable.
- Rendre publiques les méthodes et les conclusions des commissions judiciaire et parlementaire qui ont enquêté sur les troubles ayant suivi l’élection, préciser les initiatives qui ont été prises et faire en sorte que tous les membres des commissions puissent être interrogés.
Préciser ce que sont devenus les témoignages et autres éléments saisis le 7 septembre dans les locaux de l’Association pour la défense des droits des prisonniers et de la Commission pour le suivi des personnes blessées et détenues dans le cadre des événements récents. Donner la garantie aux personnes qui ont témoigné devant ces instances que leurs plaintes seront prises en compte par des parlementaires, à défaut d’un autre organisme.

Réaffirmer publiquement aux organes chargés de la sécurité que l’article 9 du Code civil iranien les oblige à respecter les dispositions du PIDCP.

Veiller à ce que les juges ordonnent des enquêtes sur toutes les allégations de torture et de mauvais traitements infligés aux détenus et qu’ils ne permettent pas que des « aveux » obtenus sous la contrainte soient retenus à titre de preuve contre des accusés.

Veiller à ce que toutes les personnes qui ont été victimes de violations des droits humains pour avoir participé à des manifestations pacifiques ou exprimé leurs opinions non violentes aient accès à des voies de recours efficaces, et notamment bénéficient de réparations en rapport avec les violations subies.

COOPÉRATION AVEC LES ORGANES INTERNATIONAUX DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

NOTES

Les liens étaient valides à la date du 4 décembre 2009.

1 À partir d’août 1988, juste après la fin de la guerre Iran-Irak, et jusqu’à l’approche du 10e anniversaire de la révolution islamique en février 1989, les autorités iraniennes ont procédé à des exécutions massives de prisonniers politiques – il s’agissait de la plus grande vague d’exécutions depuis celles qui avaient eu lieu durant la première et la deuxième années suivant la révolution de 1979. On estime que 4 500 à 5 000 prisonniers, dont des femmes, auraient été exécutés.


6 Les gouvernements américain et britannique ont nié toute implication.

7 iran.alerts@googlemail.com et iranalert@amnesty.org

8 http://www.nehzateazadi.net/bayanieh/88/88_b_2101.htm et http://www.radiofarda.com/content/f3_nehzateazadi_Iran/1748153.html

9 http://www.radiofarda.com/content/f3_nehzateazadi_Iran/1748153.html


12 Amnesty International a exhorté le Conseil des gardiens à veiller à ce qu’aucun candidat ne soit exclu uniquement à cause de sa nationalité ou ethnie, de sa couleur, de sa langue, de sa religion, de son origine sociale ou de ses opinions politiques ou autres. Elle a tout particulièrement prié le conseil de veiller à ce qu’aucune femme ne soit écartée uniquement en raison de son sexe comme cela s’était produit en 2005, date à laquelle les 89 femmes qui avaient fait acte de candidature ont été écartées.

13 Le 11 avril, Abbas Ali Kadkhodaei, porte-parole du Conseil des gardiens, a affirmé qu’il « n’existait aucune restriction légale * à la candidature des femmes. Toutefois, le porte-parole du gouvernement,

14 Voir, par exemple, sa déclaration dans Kalemeh Sabz, dont une image peut être vue sur le site http://windowsoniran.files.wordpress.com/2009/06/i-will-not-surrender-1.jpg

15 Discours du guide aux étudiants, entre autres, diffusé par Vision of the Islamic Republic of Iran, réseau 1, 26 août 2009.

16 Ahmadinejad says detainee abuse was ‘enemy plot’, http://prestv.ir/detail.aspx?id=104682&sectionid=351020101

17 http://www.farsnews.net/newstext.php?nn=8806070900

18 Farhad Rahbar, président de l’université de Téhéran, s’exprimant sur Voice of Islamic Republic of Iran, chaîne 1, le 18 juin 2009.


21 La radio iranienne a reconnu sept décès, mais selon l’AFP les services d’urgence avaient des informations sur huit décès. AFP, 16 juin 2009 http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hP9dwL4yZk9Jo1iWlvjKa2kYDEA

22 http://www.lefigaro.fr/international/2009/07/06/01003-20090706ARTFIG00225-des-medecins-iraniens-temoignent-de-la-repression-.php

23 Vision of the Islamic Republic of Iran, télévision provinciale d’Ispahan, 16 juin 2009.

24 L’article 21 du PIDCP dispose : « Le droit de réunion pacifique est reconnu. L’exercice de ce droit ne peut faire l’objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l’intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l’ordre public ou pour protéger la santé ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d’autrui. »


26 http://english.mowjcamp.com/article/id/26442
Les gardiens de la révolution ont fait la déclaration suivante le 17 septembre : « Nous avertissons les personnes et les mouvements qui veulent aider le régime sioniste que s’ils tentent de fomenter des troubles ou des désordres lors du rassemblement de la glorieuse Journée de Jérusalem, ils devront affronter les enfants courageux de l'Iran. » Voir par exemple http://www.farsnews.net/newstext.php?nn=8707020560


Voir http://www.rsf.org/Recit-des-violations-de-la-liberte.html

“Être autonome, c’est pour un établissement d’enseignement supérieur jouir du degré d’indépendance dont il a besoin pour prendre des décisions efficaces, qu’il s’agisse de ses travaux, de ses normes, de sa gestion ou de ses activités connexes ». 

Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale 13, § 39.

L'article 13-1 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dispose : « Les États parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils conviennent en outre que l'éducation doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux et encourager le développement des activités des Nations unies pour le maintien de la paix. »

L'article 3-1 de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose : « Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. » L’article 19 dispose : « Les États parties prennent toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu’il est sous la garde
de ses parents ou de l’un d’eux, de son ou ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié. » L’article 29-1-b dispose que « l’éducation de l’enfant doit viser à [...] [i]nculquer à l’enfant le respect des droits de l’homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations unies ».


50 AFP, 13 juin 2009.


52 Voir http://www.bbc.co.uk/blogs/theeditors/2009/06/stop_the_blocking_now.html


54 Voir http://www.newsweek.com/id/223862/page/10


57 Voir http://www.rsf.org/Recit-des-violations-de-la-liberte.html

58 Voir http://www.irna.ir/View/FullStory/?NewsId=717710

59 Le Conseil de surveillance de la presse qui dépend du ministère de la Culture et de l’Orientation islamique est habilité à annuler les licences, interdire des publications et transmettre des plaintes à un Tribunal spécial pour la presse.


61 ILNA, 13 novembre 2009.


63 Voir par exemple http://www.akbar-rooz.com/news.jsp?essayId=25038


66 Le quotidien britannique *The Guardian* a dressé une liste de plus de 1 000 personnes qui seraient mortes ou auraient été détenues durant les troubles, voir http://www.guardian.co.uk/news/datablog/2009/nov/04/iran-dead-detained-protests-elections

67 Voir articles 15-4 et 15-5.

68 Voir http://www.schrr.net/spip.php?article6350


70 La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées donne de la « disparition forcée » la définition suivante en son article 2 : « L’arrestation, la détention, l’enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l’État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l’autorisation, l’appui ou l’acquiescement de l’État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi. »


72 Informations transmises à Amnesty International par le Comité étudiant pour la défense des prisonniers politiques.


74 Voir http://www.guardian.co.uk/world/2009/jul/12/iran-tehran-university-students-police


77 Voir http://www.jebhemelli.net/htdocs/Articles_in_English/2009/KazemzadehM_Solidarity.htm


83 Voir
http://www.facebook.com/posted.php?id=79757303129&share_id=150455629450#div_story_150455629450
84 Voir http://www.javanefarda.com/News.aspx?ID=1570 and
85 Voir http://www.mowjcamp.com/article/id/42586
86 Le Tribunal spécial pour le clergé qui juge les membres du clergé ne fait pas partie de l’appareil judiciaire ; son président est nommé directement par le Guide suprême. Seuls des membres du clergé désignés par le tribunal peuvent exercer la fonction d’avocats de la défense. Cette juridiction peut, comme les autres tribunaux iraniens, prononcer la peine de mort pour certains crimes.
87 Voir http://english.mowjcamp.com/article/id/32812
93 Le texte intégral de l’acte d’accusation en anglais est disponible sur le site http://tinyurl.com/y9ne2wh
96 Voir http://www.schrr.net/spip.php?article6350
97 Communication du SCDDPP à Amnesty International.
98 Communication du SCDDPP à Amnesty International.
100 Voir Iran : Worsening repression of dissent as election approaches,
102 L’article 15-1 du PIDCP dispose : « Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d’après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l’infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l’application d’une
peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier. »

103 Le véritable nom n’est pas révélé pour des raisons de sécurité.

104 Dans certains cas, l’utilisation de balles réelles par les forces de sécurité peut avoir été légitime dans le cadre de manifestations violentes. Ceci ne peut toutefois être déterminé que si une enquête indépendante est diligentée sur les faits.


107 Voir http://www.etemaad.ir/Released/88-06-19/150.htm#158703

108 Voir http://english.mowjcamp.com/article/id/26442


112 Voir http://www.guardian.co.uk/world/2009/jul/12/iran-tehran-university-students-police


114 Voir http://english.mowjcamp.com/article/id/26442

Iran. Une élection contestée, une répression accrue

124 Voir http://etemademelli.org/?xid=0005020031000000001&id=21088

125 Deux médecins qui ont fui l’Iran ont déclaré au Figaro que les cadavres des manifestants tués étaient emmenés hors de l’hôpital et que « sous prétexe de « don d’organe », les corps sont débarrassés de toute trace de balle ». http://www.lefigaro.fr/international/2009/07/06/01003-20090706ARTFIG00225-des-medecins-iraniens-temoignent-de-la-repression-.php


130 Voir leur site Internet http://www.mournfullmothers.blogfa.com/


135 Deux amis d’Amirabad, un quartier du centre de Téhéran, ont fourni leur témoignage à Amnesty International par le biais d’un intermédiaire vers midi. Quelques heures plus tard, ces deux jeunes hommes ont été brièvement détenus, interrogés puis libérés.


Iran. Une élection contestée, une répression accrue

Amnesty International – Décembre 2009

146 Communication à Amnesty International.
155 Idem.
165 Les Éléments des crimes du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et les tribunaux internationaux et régionaux de défense des droits humains ont établi des principes qui doivent régir les
définitions du viol dans les législations nationales. L'article 7 (1) (g)-1 des Éléments des crimes précise les deux éléments constitutifs d'un viol :

1. L'auteur a pris possession du corps d'une personne de telle manière qu'il y a eu pénétration, même superficielle, d'une partie du corps de la victime ou de l'auteur par un organe sexuel, ou de l'anus ou du vagin de la victime par un objet ou toute autre partie du corps.

2. L'acte a été commis par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité de ladite personne de donner son libre consentement.

En outre, lorsqu'un tel acte fait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile et que son auteur savait qu'il en faisait partie ou entendait qu'il en fasse partie, le viol constitue un crime contre l'humanité.


170 En Iran, la période de deuil dure quarante jours, à l’issue desquels une cérémonie a lieu pour rendre hommage au défunt.


177 http://www.unhchr.ch/huricane/huricane.nsf/0/32F1022E3AE7B473C1257611004DFC95?opendocument
Iran. Une élection contestée, une répression accrue

Amnesty International – Décembre 2009
Index : MDE 13/123/2009
85  

Iran. Une élection contestée, une répression accrue

Index : MDE 13/123/2009  
Amnesty International – Décembre 2009


202 Visionnage du Réseau 2 de la République islamique d’Iran, Téhéran, en persan, 18 h 14 GMT, 13 septembre 2009.


204 Voir http://www.mowjcamp.org/article/id/48200.

205 Voir http://www.iran-newspaper.com/1388/7/21/Iran/4336/Page/2/Index.htm.

206 Témoignage d’Ebrahim Sharifi à Amnesty International recueilli par téléphone le 17 novembre 2009.


ANNEXE 1 : CERTIFICAT MÉDICAL ÉTABLI POUR EBRAPHIM MEHTARI
TRADUCTION FRANÇAISE

Autorités judiciaires

Département général de médecine légale, province de Téhéran

25 août 2009

1/14/m/7698

Le respectable commandant du poste de police 134, Shahra ek Qods

Salutations,


1. Coloration noire de la peau et gonflement sous l’œil droit ;
2. Ecchymose et gonflement sous l’œil droit ;
3. Écorchures sur la partie arrière gauche du crâne ;
4. Éraflures (superficielles) sur l’avant-bras droit, le bras droit et le bras gauche ;
5. Éraflures (profondes) au niveau des poignets et des jambes droits et gauches ;
6. Deux lésions (superficielles) distinctes au mollet droit ;
7. Écorchures (superficielles) sur la joue gauche ;
8. Brûlures circulaires superficielles au deuxième degré au poignet droit, au crâne, à la nuque, à l’épaule gauche, au dos des mains droite et gauche, représentant au total 2 % de la surface totale du corps.
9. Des ecchymoses sont visibles des deux côtés des hanches et autour de l’anus, causées par l’objet dur qui a provoqué les écorchures (points 1 à 7 et 9) et l’objet chaud qui a provoqué les lésions mentionnées au point 8.

De plus, plusieurs lésions parallèles superficielles ont été constatées au niveau du dos de la cuisse droite et des hanches droite et gauche. Afin de déterminer leur origine, il serait utile de mener une enquête judiciaire et policière.

Par ailleurs, le susnommé dit avoir mal au niveau de l’anus. Pour l’examiner en vue de détecter une éventuelle sodomie ou autre, une lettre spécifique à cet effet est requise. Il n’a pas subi de fracture de la pommette droite.

Signature et cachet : chef du centre de médecine légale de Téhéran Ouest
LES CAMPAGNES D’AMNESTY INTERNATIONAL S’EFFORCENT D’OBTENIR LA JUSTICE, LA LIBERTÉ ET LA DIGNITÉ POUR TOUS ET DE MOBILISER L’OPINION PUBLIQUE POUR UN MONDE MEILLEUR, QUE CE SOIT LORS DE CONFLITS TRÈS MÉDIATISÉS OU DANS DES ENDROITS OUBLIÉS DE LA PLANÈTE

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

Dans le monde entier, des militants font la preuve qu’il est possible de résister aux forces qui bafouent les droits humains. Rejoignez ce mouvement mondial. Rejoignez la lutte contre les marchands de peur et de haine.

- Adhérez à Amnest International et participez, au sein d’un mouvement mondial, à la lutte contre les atteintes aux droits fondamentaux. Vous pouvez nous aider à changer les choses.
- Faites un don pour soutenir l’action d’Amnesty International.

Ensemble, nous ferons entendre notre voix.

Je désire recevoir des renseignements complémentaires sur les conditions d’adhésion à Amnest International.

Nom
Adresse
Pays
Courrier électronique

Je désire faire un don à Amnest International (merci de faire des dons en livres sterling, en dollars US ou en euros)

Somme

Veuillez débiter ma carte Visa □ Mastercard □

Numéro de la carte
Date d’expiration
Signature


Si Amnesty International n’est pas présente dans votre pays, faites parvenir ce formulaire à :
Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres, WC1X 0DW, Royaume-Uni
ÉLECTION CONTESTÉE, RÉPRESSION ACCRUE

L’élection présidentielle de juin 2009 a déclenché une vague de répression et des protestations massives sans précédent depuis la révolution qui a instauré la République islamique d’Iran en 1979.

Avant l’élection, les droits à la liberté d’expression, d’association et de réunion ont été gravement restreints, et des politiciens, journalistes, étudiants et bien d’autres encore ont été visés par des arrestations. Pendant les troubles qui se sont emparés du pays, à la suite de l’annonce des résultats très contestés de l’élection, des milliers de personnes ont fait l’objet d’arrestations arbitraires, des dizaines ont été tuées dans la rue ou sont mortes en détention, et beaucoup auraient été soumises à la torture ou à d’autres mauvais traitements. Fait particulièrement perturbant, des femmes et – phénomène inédit – des hommes ont dit avoir été violés en détention, souvent avec des objets, tels qu’une bouteille ou une matraque. Environ 140 des personnes appréhendées ont ensuite été exhibées sur les chaînes de télévision publiques, dans le cadre de « procès pour l’exemple » contraires aux règles d’équité les plus élémentaires.

Ce rapport décrit plusieurs cas et livre les témoignages émouvants de personnes dont les droits ont été bafoués. Il montre que l’empressement des autorités iraniennes à recourir à la violence et à des mesures arbitraires afin d’étouffer les protestations et l’opposition n’a pas faibli, et qu’il subsiste longtemps après la fin des manifestations postélectorales. Cette vague de répression prend spécifiquement pour cible les étudiants, les membres des minorités ethniques ou religieuses d’Iran, les syndicalistes et les défenseurs des droits des femmes.

Ce rapport se termine sur un ensemble de recommandations destinées aux autorités iraniennes, avec une insistance particulière sur la fin de l’impunité, notamment pour les bassidjis, et sur une meilleure protection des droits humains.